CÉDRIC LETERME

RÉVOLUTION BOLIVARIENNE ET ORDRE MONDIAL

Mémoire présenté
à la Faculté des études supérieures et postdoctorales de l'Université Laval
dans le cadre du programme de maîtrise en Études Internationales
pour l'obtention du grade de Maître ès arts (M.A.)

INSTITUT QUÉBÉCOIS DES HAUTES ÉTUDES INTERNATIONALES
UNIVERSITÉ LAVAL
QUÉBEC

2012

© Cédric Leterme, 2012

Résumé

Depuis une dizaine d'années, on s'était habitué à rechercher les sources de résistances à la globalisation néolibérale en-dehors des structures étatiques traditionnelles, jugées dépassées par un processus qui en remettait en question à la fois la nature et la portée.

Toutefois, dans un contexte également marqué par l'annonce - certes un peu précipitée - de la « fin des idéologies », voici qu'un pays jusque-là plus ou moins sans histoire se lance dans une « révolution protagoniste et populaire » qui vient remettre en cause la plupart des préjugés contemporains consacrant l'inévitabilité de la globalisation ou encore l'indépassabilité de la démocratie représentative libérale.

C'est pourquoi il nous a semblé pertinent de nous pencher sur ce processus bolivarien, à bien des égards inédit, et de chercher à en comprendre les dynamiques particulières au-delà de l'exubérance de son bouillant *comandante*, qui a tendance, volontairement ou malgré lui, à détourner l'attention des véritables enjeux sociaux, économiques et politiques qui sont soulevés à l'heure actuelle au Venezuela et, plus largement, dans l'ensemble de la région sud-américaine. Ce mémoire porte donc non pas sur des personnes, mais sur un *processus*, celui de la révolution bolivarienne, et de ses incidences sur un ordre mondial plus que jamais en proie à des bouleversements aux conséquences imprévisibles.

À tous ceux, d'ici ou d'ailleurs, qui comptent pour moi.

Avant-propos

Même un travail en apparence (et souvent en ressenti !) aussi solitaire qu'un mémoire ne peut se résumer à une entreprise strictement individuelle. Entamé il y a plus d'un an sur la base d'une idée qui n'a plus grand-chose à voir avec le produit fini, bien qu'elle soit restée, tout du long, animée de la même passion pour l'histoire à l'œuvre dans cette région magnifique qu'est l'Amérique du Sud, ce mémoire a surtout été l'occasion pour moi de rencontres intellectuelles et humaines qui resteront à jamais gravées dans mon esprit.

Je tiens ici à remercier tout particulièrement mes directeurs de recherche, André C. Drainville et Martin Hébert, dont la patience, l'intégrité et la bienveillance m'ont permis de traversé ce qui s'est souvent révélé être une épreuve, dans le meilleur sens du terme.

Toutes mes pensées vont également vers ma maman, Brigitte, dont le soutien inconditionnel durant ces (longues !) années d'études n'a jamais failli. Comment ne pas ridiculiser l'ampleur de ma reconnaissance par des mots forcément dérisoires ? Peut-être en me contentant de n'en dire qu'un, mais le plus important, *merci*.

Merci aussi à mes amis, d'ici ou d'ailleurs, qui m'ont tant apporté sans que je sois toujours certain de le leur rendre.

Merci enfin à Caroline, la compagne inamovible de mes joies et de mes peines. La complice de mes rires, la confidente de mes angoisses. Merci de m'avoir enduré, soutenu, consolé, rassuré.

Merci d'avoir été là, tout simplement.

Table des matières

Introduction **1**

1. Cadre d'analyse : Robert W. Cox et le néogramscisme **5**

Le « néogramscisme » dans les Relations Internationales 6
Quelques précisions conceptuelles sur le « modèle » coxien 12
Le « néogramscisme » et la globalisation : forces et limites 16
Application du cadre d'analyse : hégémonie globale et (contre ?)hégémonie bolivarienne 18

2. Hégémonie puntofijiste et Pax Americana **22**

Quelques remarques préliminaires sur le Venezuela « moderne » 23
La période « puntofijiste » 32
La chute de la dictature et les débuts de la transition démocratique 36
L'hégémonie puntofijiste 45
Contradictions structurelles de l'hégémonie puntofijiste 49

3. Crise hégémonique et contre-offensive néolibérale **53**

Contre-offensive néolibérale 61
Domination néolibérale 71

4. Révolution bolivarienne et (contre ?)hégémonie chaviste **83**

Première « phase » du chavisme : entre indétermination et réformes structurelles 82
Radicalisation de la révolution et hégémonie « populaire » 89
Le « Socialisme du 21ème Siècle » 97
Consolidation contradictoire d'une contre-hégémonie bolivarienne : le cas des Conseils Communaux 102

Conclusion **111**

Bibliographie **116**

Introduction

Depuis l'arrivée au pouvoir de l'ancien colonel Hugo Chávez à la présidence de la République, en 1998, le Venezuela s'est incontestablement fait un nom sur la scène internationale. Davantage connu jusque-là pour l'abondance de son pétrole ou pour la beauté de ses Miss Univers, il est progressivement devenu, depuis lors, le fer de lance d'une « révolution bolivarienne » aussi inédite qu'incertaine. Inédite, elle l'est tout d'abord car elle s'est faite (et continue de se faire) principalement par les urnes, et non par les armes. N'en déplaise à ses nombreux détracteurs, le « processus » en marche au Venezuela s'est en effet accompagné d'une quantité impressionnante de consultations électorales, pour la plupart remportées par le camp chaviste et dont les résultats furent tous validés par des organismes internationaux aussi peu suspects de complaisance gauchiste que l'OEA ou le centre Jimmy Carter. Or, il faut bien admettre que dans un continent marqué par des décennies de guérillas sanglantes et par l'influence durable du castro-guévarisme sur les mouvements révolutionnaires latino-américains, la trajectoire démocratique de la révolution bolivarienne constitue une caractéristique qui mérite certainement d'être soulignée, mais surtout, expliquée. C'est d'autant plus le cas que le processus bolivarien s'accompagne d'un véritable regain de vitalité démocratique au Venezuela, qui tranche singulièrement avec la désaffection généralisée qui affecte, au contraire, la démocratie représentative, que ce soit dans la région[1] ou dans les pays dits « développés » où l'abstention électorale et le cynisme à l'égard de la classe politique atteignent des proportions considérables.

Par ailleurs, non contente d'interroger la notion même de démocratie à une époque où la globalisation semble lui soustraire de plus en plus de sphères d'exercice, la révolution bolivarienne a également pour conséquence de replacer *l'État* au centre des débats sur la globalisation néolibérale - et sur les résistances qu'elle suscite - alors que ce dernier semblait justement s'effacer (sinon dans les faits du moins dans la théorie) derrière l'émergence de luttes et de forces sociales proprement « transnationales ». C'est ainsi qu'au fil des années, au gré des luttes menées et des obstacles rencontrés, le processus bolivarien a été amené à porter son combat au-delà du seul cadre national vénézuélien. Après des débuts timides en la matière, et aidé en cela par le « virage à gauche » entamé dès 2003 dans la région, le chavisme a multiplié les initiatives visant à rompre, de façon plus ou moins radicale, avec les canons du

[1] Ellner (2010 : 82) nous apprend ainsi que « the annual Latin barometer public opinion surveys in recent years have placed Venezuela significantly above the continent's average in terms of respondents' positive feelings about the nation's democratic system ».

néolibéralisme dominant. Combiné aux profonds bouleversements initiés sur le plan interne, cela a contribué à en faire une référence incontournable au sein de la panoplie d'expériences alternatives visant à contrer la globalisation. À ce titre, le chavisme n'a d'ailleurs pas manqué de susciter d'intenses controverses aussi bien théoriques que stratégiques au sein de la constellation hétéroclite de forces sociales regroupées - sans grande nuance - sous l'appellation « d'altermondialisme », lesquelles oscillent entre enthousiasme et méfiance vis-à-vis des appels répétés, notamment de la part de Chávez, à une union des forces altermondialistes avec le bloc étatique bolivarien, qui comprend désormais plusieurs États latino-américains.[2]

Sans préjuger de la suite des événements, il apparait dès lors que pour tous ceux qui partagent un même désir de changement face aux dérives actuelles du globalisme néolibéral, l'expérience bolivarienne représente un phénomène qui, pour reprendre les termes d'Anne-Florence Louzé, « ne mérite aucune disqualification *a priori* ». Certes, aussi vrai qu'elle présente de nombreux aspects inédits (et peut-être pour cette raison même), la révolution bolivarienne est également traversée d'incertitudes et d'ambigüités, dans la mesure où les risques qu'elle court sont à la hauteur des défis qu'elle (se) pose. Que ce soit sa possible dérive populiste, les tentations autoritaires de son *comandante* ou encore les effets pervers de l'interventionnisme étranger, les écueils potentiels sont extrêmement nombreux et il est évidemment trop tôt pour se prononcer sur le succès ou non de la quête chaviste d'un « Socialisme du 21ème Siècle » aux contours encore largement imprécis. En supposant d'ailleurs qu'une telle démarche ait un sens. Car le propos de ce travail n'est évidemment pas de nous livrer à un pareil jugement. Nous souhaitons plutôt nous *servir* de la révolution bolivarienne comme d'un révélateur des possibilités et des limites qui caractérisent la recherche d'alternatives, à l'heure actuelle, à la globalisation dans sa version néolibérale.

Pour ce faire, nous allons tenter de rendre compte du processus bolivarien - de ses origines, de ses objectifs, mais également de ses contradictions - dans une perspective qui se veut résolument *globale*. Par « globale », nous entendons la double signification « planétaire » *et* « multidimensionnelle » que revêt ce terme. La première nous parait en effet essentielle à la compréhension d'un projet politique qui se pose explicitement comme un défi à l'ordre mondial actuel. La deuxième dérive quant à elle de notre conviction que *l'interaction* entre les multiples composantes (culturelles, politiques, économiques, ...), ainsi que les différents

[2] C'est ainsi que les visites de Chefs d'États « progressistes » d'Amérique Latine au Forum Social Mondial se sont multipliés ces dernières années (Chávez, Lula, Morales, Correa), posant de manière de plus en plus insistante la question d'une articulation éventuelle entre la dimension étatique et sociale de l'opposition au néolibéralisme.

niveaux d'action (local, régional, global, ...) du chavisme sont au moins aussi importantes que leurs dynamiques spécifiques respectives.

C'est pourquoi nous avons choisi de nous inspirer du cadre d'analyse développé par Robert Cox dans le domaine des Relations Internationales pour mener à bien cette étude. Ce dernier y est à l'origine d'un courant « néogramscien », nommé ainsi en référence à la place centrale qu'y occupe la pensée de l'intellectuel italien Antonio Gramsci, célèbre pour sa conception particulière de l'hégémonie et pour son analyse marxiste « historiciste ». Or, Cox est parvenu à en transposer le matérialisme historique à l'étude des relations mondiales contemporaines, à l'heure où la fin de la guerre froide et les débuts de la globalisation posaient de sérieux défis à l'orthodoxie des théories dominantes, à commencer par le néoréalisme. Il en a découlé une approche extrêmement riche, fluide, et surtout historiquement située, qui, nous l'espérons, sera à même de nous aider à penser un phénomène aussi complexe que le chavisme, de même que ses implications, sur le plan mondial, en termes de résistance au néolibéralisme.

Nous commencerons donc ce travail par une présentation du cadre d'analyse mobilisé. Afin de bien cerner la portée, mais également les limites, du néogramscisme coxien, nous en proposerons tout d'abord une brève mise en contexte historique. Nous verrons ainsi quelles sont les impasses théoriques et empiriques auxquelles il a tenté de répondre, comment il s'y est pris pour le faire et enfin quels furent les succès, ainsi que les limites, rencontrés dans cette tentative. Nous nous livrerons ensuite à une explication de la démarche et des principaux concepts qui structurent la théorie néogramscienne. Nous montrerons comment celle-ci s'oriente autour de l'étude de la relation qui unit des « forces sociales », des « formes d'État » et un certain « ordre mondial », dans une conception matérialiste et dialectique de l'histoire, qui proscrit toutefois toute forme de déterminisme et qui fait de la *lutte* (politique, économique, idéologique) le principal moteur du changement social. Nous reviendrons également sur la notion gramscienne d'hégémonie, qui est au cœur de la démarche coxienne et qui désigne une forme de domination non seulement économique et politique, mais aussi morale et éthique. Nous verrons comment la transposition de ce concept au champ d'analyse des rapports mondiaux, tout en souffrant de certaines limites importantes, pourra néanmoins se révéler particulièrement utile pour notre propos.

Ensuite, fidèle à la conception dialectique et historiquement située du changement social qui caractérise la démarche néogramscienne, la partie analytique de ce travail se déclinera selon une périodisation en trois étapes, à travers lesquelles nous chercheront à rendre compte de l'émergence du chavisme comme réaction particulière aux menaces posées

par le néolibéralisme à la société vénézuélienne, de même que nous tenterons d'en cerner la nature du défi qu'il lui pose. Nous débuterons, pour ce faire, par une analyse de la période dite de « Punto Fijo », du nom d'un pacte conclu en 1958 par les élites vénézuéliennes pour assurer la transition du pays vers la démocratie et que le chavisme est venu définitivement enterrer en 1998. Après avoir observé cette « structure historique » particulière et son inscription dialectique dans un ordre mondial « keynésien » issu de Bretton Woods, nous passerons ensuite à l'étude de l'entrée en crise de cette « démocratie négociée », laquelle, nous le verrons, fera écho à celle de la « Pax Americana » initiée vers la moitié des années 70 et qui mènera notamment à la fameuse « contre-révolution » néolibérale sur laquelle nous reviendrons également. Nous en arriverons dès lors à la révolution bolivarienne à proprement parler, laquelle pourra se comprendre, nous le verrons, comme un processus ambigu et contradictoire dont la dimension contre-hégémonique devra être interrogée sur la base des outils théoriques mis à notre disposition notamment par le néogramscisme de Robert Cox. Toutefois, notre propos sera surtout de montrer que loin de pouvoir se résumer à une caractérisation simpliste, la révolution bolivarienne constitue en réalité un phénomène ambigu et contradictoire. Elle puise ses origines tant dans l'histoire spécifiques du Venezuela que dans les bouleversements intervenus depuis une trentaine d'années sur la scène internationale. Nous verrons dès lors que si elle peut effectivement représenter, sous certains aspects, un réel défi aux ambitions hégémoniques des partisans du néolibéralisme, elle peut tout autant, à l'inverse, *leur fournir un compagnon politique idéal*.

1. Cadre d'analyse : Robert w. Cox et le néogramscisme

À l'image de la plupart des phénomènes sociaux, un événement comme la révolution bolivarienne est susceptible de faire intervenir une foule d'enjeux théoriques ou de « niveaux d'analyse » différents. Bon nombre des études ayant porté jusqu'à présent sur le Venezuela bolivarien se sont concentrées soit sur un seul, soit sur un nombre limité de ces aspects,[3] en vertu d'un principe de parcimonie analytique dont on pourrait résumer l'idée par l'application de la clause « ceteris paribus » (toutes choses étant égale par ailleurs). Ainsi, on a pu s'interroger sur la dimension géopolitique du phénomène, à travers, par exemple, l'étude des efforts d'intégration sud-américaine menés par Chávez au nom de l'anti-impérialisme (Clément, 2005). On a également cherché à mettre en lumière l'environnement culturel spécifique au Venezuela (rôle de l'armée, poids d'une tradition populiste), lequel permet d'expliquer certains aspects du chavisme (Eastwood et Saucedo, 2007). De la même manière, certains se sont concentrés sur le poids des contraintes économiques (centralité du pétrole (Karl, 1997), conséquences socio-politiques des plans d'ajustement structurels des années 80-90 (Lander, 1996)) ou encore sur le cadre institutionnel particulier du Venezuela, lequel a contribué à en faire un cas « à part » en Amérique Latine durant une bonne partie de la guerre froide.[4] Une telle démarche permet certainement d'atteindre un plus grand degré de précision, ou du moins d'accroitre la validité *interne* de l'explication proposée. Cependant, elle nécessite d'isoler de manière artificielle des aspects d'un même phénomène, dont l'imbrication est pourtant non seulement inévitable, mais également lourde de sens. On prend dès lors le risque de limiter la validité *externe* du raisonnement, en s'empêchant de rendre compte de l'articulation qui existe entre ces différents facteurs explicatifs.

C'est pourquoi nous avons choisi de nous inspirer du « néogramscisme » développé par Robert Cox dans le domaine des Relations Internationales pour étudier la révolution bolivarienne en cours au Venezuela. Cette approche permet en effet d'intégrer cette multiplicité d'enjeux au sein d'un cadre conceptuel relativement cohérent. Le néogramscisme de Robert Cox devrait ainsi nous autoriser à observer – et surtout à penser – la nécessaire *imbrication* qui existe entre, par exemple, les dynamiques institutionnelles nationales vénézuélienne, les évolutions observables dans sa structure socio-économique ou encore les caractéristiques de l'ordre mondial dans lequel celles-ci s'inscrivent. Dès lors, ce que nous

[3] Pour une bonne revue de ces différents travaux, voir Ellner (2008a).
[4] Voir ici l'excellent dossier consacré à la thèse de « l'exceptionnalisme vénézuélien » dans Ellner et Salas (2005).

risquons de perdre en précision, nous espérons bien le gagner en développant une interprétation riche et surtout à même d'éclairer de nouveaux aspects du phénomène bolivarien.

Mais avant d'exposer les grandes lignes de l'approche mobilisée et de montrer en quoi elle pourra se révéler utile pour le cas qui nous occupe, il nous parait nécessaire de commencer par la replacer dans son contexte d'émergence, tant historique que théorique, et ce afin de bien comprendre la portée, mais également les limites, de cette approche particulière des Relations Internationales.

Le « néogramscisme » dans les Relations Internationales

Du point de vue théorique, le domaine des Relations Internationales a été marqué dès le lendemain de la seconde guerre mondiale par la domination de l'approche réaliste.[5] Nommée ainsi en opposition à « l'idéalisme » que ses partisans dénonçaient chez les pionniers de la discipline d'avant-guerre, le réalisme met l'emphase sur la primauté des rapports de puissance dans la conduite des affaires internationales. Il se fonde, pour ce faire, sur une vision pessimiste de la nature humaine. En effet, « l'Homme étant un loup pour l'Homme »[6], il en va forcément de même pour les États, qui ne sont jamais, après tout, que des constructions humaines. Or, dans la mesure où aucune autorité suprême n'est à même de venir sanctionner efficacement l'existence de normes au niveau international, les relations entre États sont perçues, par les réalistes, comme irrémédiablement vouées à se réaliser dans un contexte « d'état de nature » hobbesien où seul compte la loi du plus fort (Carr, 1961 ; Morgenthau, 1948).

À partir des années 50-60, la révolution « behavioriste » en sciences sociales va cependant pousser les chercheurs en Relations Internationales à doter leur théorie d'une plus grande « scientificité ». Ceux-ci vont chercher à éloigner la discipline des assises normatives et philosophiques sur lesquelles elles reposaient jusque-là. Calquant leur démarche sur celle des sciences naturelles, les « néoréalistes » (Kenneth Waltz en tête) vont développer une conceptualisation des relations internationales qui se veut neutre, rigoureuse et formelle.[7] Pour ce faire, et afin d'établir la spécificité de son champ d'étude par rapport aux autres sciences

[5] Suite à ce qu'on a qualifié de « premier grand débat » de la discipline entre le courant « idéaliste » et le courant « réaliste ». Pour un bon aperçu de l'histoire de cette discipline, voir Macleod et O'Meara (2007).
[6] Selon la maxime bien connue de Thomas Hobbes.
[7] L'ouvrage de Waltz (1979) est *la* référence théorique majeure de ce paradigme néoréaliste émergent et il demeure un des ouvrages les plus cités à l'heure actuelle en Relations Internationales.

sociales, le néoréalisme va postuler une séparation stricte entre le système international et les sphères nationales et individuelles (les fameuses 3 « images » de Waltz (1979)). Selon les représentants de cette approche, le système international est en effet caractérisé par une dynamique qui lui est propre et qui résulte de l'absence d'autorité suprême à même de s'imposer aux États et susceptibles d'en réguler les relations selon des normes communes. Cette *anarchie indépassable* du système international implique que les questions de puissance et de sécurité y soient prédominantes, non pas en raison de la nature fondamentalement mauvaise de l'être humain, mais simplement à cause des dynamiques *structurelles* inhérentes au système international. Les néoréalistes n'établissent ainsi aucun lien entre les sphères domestiques et mondiales. Seule la seconde les intéresse et les questions de « high politics » (c'est-à-dire les enjeux militaires, de sécurité, etc.) sont considérées comme les seules questions pertinentes, du moins en dernière instance, au niveau de la politique internationale. Par ailleurs, les États constituent les unités fondamentales du système international, au sein duquel ils se comportent *tous* sur la base du « self-help » et de la méfiance réciproque, et ce peu importe leur composition interne. Les explications des néoréalistes ont ainsi tendance à s'articuler autour du principe d'équilibre des puissances. Elles cherchent généralement à rendre compte, ainsi qu'à prédire, les comportements des États sur la base de modélisations formelles, empiriquement falsifiables (Macleod et O'Meara, 2007).

Dans le courant des années 60, ce paradigme va progressivement s'imposer dans une discipline des RI au sein de laquelle ce sont les États-Unis qui affichent le plus grand dynamisme théorique. Cela n'a rien de surprenant, compte tenu du rôle international croissant joué par le géant américain à la suite de la Seconde Guerre mondiale et d'autant moins lorsque l'on connait la perméabilité particulière qui règne aux États-Unis entre le monde académique et celui des décideurs politiques.[8] Il est dès lors facile de voir dans l'obsession néoréaliste sur les questions de sécurité et dans leur réification des structures de pouvoir mondial, un reflet des considérations géostratégiques propres à la superpuissance américaine dans un contexte mondial marqué par la guerre froide.

Cependant, à partir des années 70, et alors même que le néoréalisme domine de manière incontestable le champ des RI, une série de bouleversements majeurs interviennent sur la scène internationale, qui vont venir en illustrer les limites, tant d'un point de vue théorique qu'empirique. L'enlisement américain au Vietnam vient ainsi poser un sérieux défi

[8] Le cas bien connu d'Henry Kissinger est à ce titre particulièrement emblématique. Politologue de renom et fervent partisan du paradigme réaliste, il contribuera en partie à en consacrer la validité par sa propre action en tant que Secrétaire d'État des États-Unis...

à des théories habituées à ne considérer la puissance que sur la seule base des capacités militaires « objectives ». De la même manière, les deux chocs pétroliers ou encore l'abandon du système de Bretton-Woods viennent quant à eux révéler toute l'importance des enjeux économiques dans les relations mondiales, pourtant relégués au rang de « low politics » par les néoréalistes (Macleod et O'Meara, 2007). Dans une certaine mesure, c'est la nature même du pouvoir qui semble remise en cause par ces différents événements, sur fond de déclin relatif de la puissance américaine et d'émergence de nouveaux acteurs « transnationaux » sous le coup d'une « globalisation » naissante. Or, face à cette situation, la rigidité théorique du néoréalisme va l'empêcher d'appréhender pleinement les évolutions en cours.[9] La dénommée synthèse « néo-néo »[10] va bien tenter d'y répondre par le biais d'une sophistication des modèles dominants, mais cette démarche reste limitée par des postulats ontologiques (stato-centrisme, intérêt national) et épistémologiques (rationalisme, positivisme), qui en restreignent considérablement la portée.

Dans ce contexte, le début des années 80 va être le témoin précoce d'un tournant « critique » dans la théorie des RI, qui va finir par submerger la discipline près de 10 ans plus tard, avec une prolifération d'approches « alternatives » aux préoccupations nouvelles (écologie, féminisme, post-colonialisme, etc.).[11] En attendant, deux articles précurseurs paraissent en 1981, qui ouvrent la voie à une analyse des relations mondiales qui n'est pas sans rappeler la démarche critique poursuivie en son temps par l'École de Francfort. Parmi ces deux textes, celui de Cox (1981) nous intéresse particulièrement, en ce qu'il vient jeter les bases de ce qui sera appelé à devenir l'École « néogramscienne » des RI.[12]

Dans cet article fondateur, Cox s'attaque en effet à l'état des connaissances théoriques en matière d'études internationales, auxquelles il souhaite substituer une démarche radicalement nouvelle, inspirée en grande partie du matérialisme historique d'Antonio Gramsci. Pour ce faire, il s'en prend tout particulièrement au réalisme dominant, qu'il accuse de légitimer l'état actuel des rapports de force derrière une apparence d'objectivité, mais également au marxisme (ou plutôt à une certaine forme de marxisme), dont il conteste, de manière similaire, l'abstraction et le goût pour les explications anhistoriques. En effet, pour Cox, le monde dans lequel nous évoluons n'est pas un donné objectif (« a given »), mais bien

[9] Selon les postulats néoréalistes, le déclin de l'hégémonie américaine aurait ainsi dû mener à une instabilité croissante et à chute dramatique de la coopération internationale, c'est qui est très loin d'avoir été le cas.
[10] Cette « synthèse » a amené de nombreux tenants du néoréalisme et du néolibéralisme, déjà très proches sur de nombreux aspects, à « fusionner » ces deux perspectives dans une tentative de répondre aux défis posés par les évolutions observables dans la situation mondiale (Macleod et O'Meara, 2007).
[11] Pour une vue d'ensemble de ces théories et des enjeux qu'elles soulèvent, voir Rengger et Thirkell-White (2007).
[12] L'autre texte était un article d'Ashley (1981).

un fait (« a fact », au sens de faire, fabriquer).[13] Or, selon lui le travail d'élaboration théorique en sciences sociales fait partie intégrante de ce processus de construction de la réalité qui nous entoure. Selon une formule désormais célèbre, Cox (1981 : 87) affirme ainsi que « theory is always *for* someone and *for* some purpose » (souligné dans l'original), rejetant par-là l'idée que l'on pourrait appréhender les événements sociaux sur la base d'une pure extériorité, comme s'il s'agissait de phénomènes naturels au même titre que ceux dont la chimie ou la physique cherchent à rendre compte. Selon lui, les théories qui s'y essayent, comme le néoréalisme, ne font que du « problem-solving ». Elles prennent le monde comme il est et cherchent à résoudre les problèmes qui surgissent *à l'intérieur* de ce cadre prédéterminé et non contesté. Ceci explique qu'elles soient particulièrement mal outillées pour faire face à des bouleversements tels que ceux qui sont intervenus dans le courant des années 70, dont la nature semble justement remettre en cause *le cadre lui-même*. Cox leur oppose dès lors les « problem-posing theories » (ou théories critiques), dont il se réclame et dont l'ambition est précisément d'interroger ce que l'orthodoxie a généralement tendance à prendre pour acquis, dans une démarche qui se veut réflexive et à la normativité assumée. Selon Cox (1981 : 97), c'est en effet en comprenant comment le monde en est venu à être ce qu'il est, que l'on peut trouver, à l'intérieur même des « limites du possible »[14], des pistes de dépassement.

Cette insistance sur les contraintes *structurelles* qui pèsent sur l'action sociale situe Cox dans la lignée d'un matérialisme historique qu'il relie à des auteurs comme Fernand Braudel ou Eric Hobsbawm (Cox, 1981 : 94). Mais c'est surtout la pensée d'Antonio Gramsci, l'intellectuel italien rendu célèbre par sa conception particulière de l'hégémonie, qui constitue la principale source d'inspiration d'une approche « néogramscienne » qui en a d'ailleurs tiré son nom. Gramsci occupe une place à part au sein de la tradition marxiste occidentale.[15] Il y est à l'origine d'un courant que l'on pourrait qualifier d'historiciste, en ce qu'il est le premier à avoir accordé une place si importante aux luttes politiques concrètes et à la contingence dans l'analyse marxiste des phénomènes historiques. Confronté aux problèmes spécifiques rencontrés par la classe ouvrière dans sa lutte pour le pouvoir dans les États d'Europe occidentale et d'Italie en particulier, Gramsci a élaboré une conception de l'hégémonie entendue comme un type de domination qui va au-delà du simple rapport de force pour englober une forme de *consentement* de la part des dominés. Il cherchait ainsi à rendre compte de la nature particulière de la domination bourgeoise, dont la résilience était

[13] Pour une discussion autour de la distinction entre ces deux notions, voir Cox (2002 : 59-62).
[14] Selon l'expression consacrée de Fernand Braudel.
[15] Pour une bonne présentation de la pensée de Gramsci, voir Piotte (2010) et bien sûr Gramsci lui-même (1978).

difficile à expliquer dans un contexte d'effondrement annoncé du système capitaliste de la part du marxisme « scientifique ». Pour Gramsci, le tort de ces conceptions mécanistes du changement social était de supposer une concordance rigide entre base et superstructure, en oubliant par là le rôle central de la *lutte* dans la structuration des rapports sociaux, et en particulier les aspects politiques et culturels que pouvait revêtir cette lutte.[16] Or, selon lui, la force de la bourgeoisie dans des pays comme l'Angleterre ou la France reposait non pas simplement dans le fait qu'elle y possédait les principaux moyens de production, mais plutôt qu'en plus de cette domination strictement économique, elle était parvenue à y développer une véritable *hégémonie morale et politique*. Pour ce faire, elle a toutefois du dépasser la défense de ses intérêts strictement corporatifs et développer une vision du monde et de l'ordre social qui, tout en servant ses intérêts fondamentaux, avait une apparence d'universalité et était capable d'intégrer certaines des demandes des classe subordonnées. C'est ainsi que dans certains États européens, comme l'Angleterre, la bourgeoisie n'avait même plus besoin d'exercer directement le pouvoir pour que ses intérêts soient assurés (Cox, 1983 : 164).

D'un point de vue théorique, une telle analyse impliquait, pour Gramsci, de réfuter le caractère inéluctable de la révolution prolétarienne et d'accorder une place au moins aussi importante à l'étude des luttes politiques et culturelles dans l'explication marxiste de la réalité sociale, qu'aux contradictions « objectives » du capitalisme. Ceci l'a amené à accorder une attention toute particulière aux institutions et aux appareils d'État (pris au sens large), lesquels jouent un rôle décisifs, selon lui, dans l'incarnation et la perpétuation de l'hégémonie.

Mais il y avait également des conséquences éminemment *stratégiques* à cette conception gramscienne de l'hégémonie, directement liées à la vision que se faisait Gramsci du rôle des intellectuels. En effet, là où dans une société non-hégémonique une « guerre de mouvement » pouvait suffire à assurer la victoire de la classe ouvrière par une simple prise du pouvoir (comme ce fut le cas en Russie), dans le contexte d'une société hégémonique, il fallait au contraire s'attaquer à un ordre social fermement implanté dans la société civile. Dans ce cas, il valait mieux privilégier une « guerre de position », grâce à laquelle un projet contre-hégémonique pouvait être construit, tranquillement, jusqu'à ce qu'il soit suffisamment fort pour renverser l'ordre existant.[17]

Toute l'originalité de la démarche de Robert Cox est d'avoir su transposer cette grille d'analyse gramscienne au niveau du système mondial (Cox, 1983). En effet, hormis quelques

[16] Pour une discussion sur l'apport spécifique de la conception gramscienne de l'hégémonie dans la théorie marxiste de la révolution, voir Laclau et Mouffe (1985 : 47-149).
[17] Sur la distinction entre « guerre de mouvement » et « guerre de position », voir Cox (1983 : 165-166).

rares mentions, l'intellectuel italien s'en était tenu à une conceptualisation des rapports de pouvoir cantonnée à l'échelle nationale. Or, d'après Cox, rien n'empêche d'étendre le raisonnement élaboré par Gramsci aux particularités de la politique mondiale. Cela implique cependant de rompre avec la séparation rigide entre sphère nationale et internationale et surtout d'ouvrir la « boite noire » de l'État, afin de déterminer l'alliance spécifique de forces sociales sur laquelle celui-ci repose, leur assise matérielle, idéologique et institutionnelle, mais également leur articulation au sein d'un ordre mondial qui devient dès lors une entité dynamique, *qualitativement* différente selon les configurations particulières de forces sociales et de formes d'État qui le structurent. Dans cette optique, l'hégémonie n'est donc plus une simple suprématie militaire et économique aux conséquences mécaniques et univoques[18], elle est au contraire le résultat :

> « (...) [of] a coherent conjunction or fit between a configuration of material power, the prevalent collective image of world order (including certain norms) and a set of institutions which administer the order with a certain semblance of universality (that is, not just as the overt instruments of a particular state's dominance) » (Cox, 1981: 103).

Plus qu'à une simple constatation de l'existence ou non d'une telle « concordance », dont on pourrait ensuite tirer des conclusions qui vaudraient en tous temps et en tous lieux, Cox nous invite donc surtout à nous interroger « as to how and why the fit comes about and comes apart » (p. 105), pour déterminer non pas tellement s'il y a hégémonie ou non, mais plutôt *quel type* d'hégémonie il y a, les intérêts qu'elle sert, quels sont ses relais matériels, idéologiques, etc.

Appliquée aux bouleversements qui agitent la planète dans le courant des années 70, cette démarche va être à même d'en offrir une interprétation radicalement différente de celles qui dominaient alors les RI. En effet, avec Cox, cette « crise » dont tout le monde parle n'en est plus une d'un ordre hégémonique abstrait et anhistorique, dont on constate simplement qu'il n'est plus. Il s'agit au contraire d'une crise d'un ordre mondial *historiquement constituée* (la Pax Americana), qui a vu le jour au lendemain de la Seconde Guerre mondiale et dont ce sont les contradictions *spécifiques* qui ont fini par en miner le fonctionnement. Dès lors, en mettant à jour ces contradictions et surtout en en retraçant l'origine dans les évolutions particulières des forces sociales, des idéologies ou encore des institutions qui sont intervenues durant les décennies d'après-guerre, Cox parvient à aller au-delà des interprétations

[18] À l'image de l'utilisation qui en est faite dans la théorie de la « stabilité hégémonique ». Pour un bon exemple de cette théorie, voir, notamment, Gilpin (1981).

strictement « déclinistes », pour saisir avant tout la *reconfiguration* du pouvoir mondial qui est à l'œuvre à cette époque, sous le coup, notamment, de processus tels que l'internationalisation de la production, de certains appareils d'État ou encore des discours de plus en plus insistant sur l'inéluctabilité de la « globalisation » (Cox, 1981 : 107-113).

En 1987, alors que le monde est désormais résolument engagé dans une « contre-révolution » néolibérale dont les gouvernements conservateurs de Thatcher et Reagan vont marquer le déclenchement (quelques temps après l'expérience pionnière du Chili de Pinochet), Cox publie l'ouvrage appelé à devenir *la* référence théorique majeure d'un « néogramscisme » alors naissant : *Production, Power and World Order : Social Forces in the Making of History* (Cox, 1987). Dans cette étude particulièrement ambitieuse portant sur les évolutions mondiales intervenues depuis les débuts du 19ème Siècle jusqu'à la crise structurelle des années 70 et la reconfiguration du pouvoir mondial qui lui fait suite, Cox complète, et surtout systématise, le cadre d'analyse dont il avait déjà tracé les grandes lignes dans ses articles de 1981 et de 1983.

Comme nous l'avons mentionné, celui-ci s'oriente autour de l'étude de la relation qui unit des forces sociales qu'il dérive des relations de production, des formes d'État qui sont en partie le fruit de ces relations, mais qui contribuent également à les façonner, et enfin, des ordres mondiaux qui, de la même manière, découlent des deux éléments précédents, tout en exerçant sur eux une influence décisive (Cox, 1981 : 100-101). Chacun de ces trois éléments repose ensuite, à son tour, sur une nouvelle trialectique constitutive, entre des capacités matérielles (ou facteurs objectifs), des idéologies (ou facteurs subjectifs) et enfin des institutions (p. 98-100).

Quelques précisions conceptuelles sur le « modèle » coxien

Par facteurs « objectifs », Cox désigne l'ensemble des éléments qui s'imposent objectivement aux acteurs d'un champ donné (production, État, ordre mondial), c'est-à-dire indépendamment de leur volonté. On pourrait tout aussi bien les qualifier de « facteurs structurels ». Au niveau de la production, par exemple, cela regroupe autant les types de technologies employées que les relations de pouvoirs qui divisent le champ entre dominants et dominés (Cox, 1987 : 17-22). Il ne s'agit donc pas d'une conception de l'objectivité à prendre dans un sens strictement matériel. Cox reconnaît d'ailleurs l'origine intersubjective de la plupart des éléments qui structurent les champs sociaux. Nul ne peut prétendre qu'une position de domination a la même existence « objective » qu'un arbre par exemple,

puisqu'elle repose ultimement sur une construction sociale qui en garantit l'existence. Pourtant, Cox (1987: 395) rappelle qu'une fois institués, ces rapports de domination « are as much a part of the material existence of people as the food they eat and the clothes they wear ».[19]

En ce qui concerne les facteurs « subjectifs », Cox se réfère ici aux idéologies, entendues comme des visions du monde qui guident et structurent l'action. On se situe donc cette fois plutôt du côté des « agents », qui par leurs croyances construisent le monde social et se meuvent en son sein. Cox (1987 : 22-26) distingue ici entre les idéologies propres à chaque groupe social et les significations intersubjectives partagées par tous. Ces dernières constituent en quelque sorte les « règles du jeu » social, reconnues et acceptées comme telle et qui comportent par définition un biais en faveur des dominants.

Enfin, en ce qui concerne les institutions, Cox (p. 26-31) les présente comme servant à assurer une certaine « concordance » entre les relations de pouvoir et les représentations collectives. Elles « réifient » en quelque sorte la doxa. Cependant, si c'est là leur rôle initial, il précise qu'elles finissent inévitablement par s'autonomiser et par être traversées par des luttes et des conflits qui leur sont propres. Elles sont donc généralement en mesure d'influencer, à leur tour, le développement des idées, ainsi que des « structures objectives », dont elles étaient issues à l'origine.

Cependant, pour Cox, le véritable « point de départ logique » de son analyse ce sont, avant tout, les rapports de production. On reconnait ici l'influence décisive qu'a exercée la pensée marxiste, et plus largement le matérialisme historique, sur la pensée de l'auteur, mais à la différence des représentants les plus fidèles de cette tradition théorique, Cox n'accorde aucune primauté *ontologique* aux relations de production. Il les dote simplement d'une primauté *logique*, qui découle d'une considération relativement pragmatique, à savoir qu'il faut bien commencer quelque part et que dans la mesure où toute société se doit d'assurer les conditions matérielles de sa propre reproduction, la façon dont elle le fait a nécessairement une influence sur son organisation politique, sur son idéologie, sur les rapports de forces qui

[19] Il est à noter ici que ces discussions sur la relation entre l'objectif, le subjectif et l'institutionnel ont été largement traitées par John Searle, dont les travaux nous invitent à nuancer considérablement toute distinction qui se voudrait rigide entre ces trois éléments. Ainsi, pour reprendre un exemple qui lui est cher, un billet de 20 dollar possède à la fois une existence *objective* en tant que feuille de papier et une existence *subjective* en tant que monnaie d'échange, cette subjectivité se distinguant toutefois d'une simple préférence en ce qu'elle relève d'une *institutionnalisation* dont le résultat est de produire des effets qui s'imposent aux acteurs sociaux indépendamment de leur volonté (Searle, 1998). Dès lors, pour éviter toute confusion entre des catégories qui ont tendance à se confondre et dans la mesure où l'utilisation qui en sera faite dans le cadre de cette recherche n'en nécessite pas une théorisation approfondie, nous utiliserons plutôt la terminologie « capacités matérielles/idéologies/institutions » pour réfléchir à la dynamique « agent-structure » qui constituera un des aspects de notre étude sur le Venezuela chaviste.

la traversent, etc. Et, fait crucial, *l'inverse est tout aussi vrai*. Les « forces sociales » de Cox ne sont donc pas une catégorie abstraite, tirée des rapports « objectifs » de production, comme dans le cas des classes sociales du marxisme orthodoxe. Elles représentent des acteurs historiques concrets, dont l'origine et la nature des intérêts défendus sont à rechercher dans l'interaction complexe d'une multitude de facteurs. Ainsi, pour Cox (1987 : 4) :

> « This means starting at the beginning with production so as to consider how the diversity of ways in which production is carried on and the variety of social relationships generated in production processes condition the social forces that can become bases of power in state and world order. It also means *following the reverse course* to consider how power institutionalized in world order and in state shapes and controls the development of production relations. »

À travers le fil conducteur des relations de production, il lui devient donc possible d'aborder des éléments aussi divers que les institutions politiques et économiques mises en place au niveau national ou international, les idéologies qui y sont rattachées ou encore les rapports de pouvoir et les forces sociales qui les sous-tendent et qui les façonnent à leur tour, en les inscrivant toutefois chacun dans une perspective qui se veut ouverte à la contingence et dès lors profondément historique. Ce faisant, Cox accorde aux notions de lutte et de conflit une importance centrale dans son analyse, ce qui le rapproche de nouveau d'une perspective marxiste plus « traditionnelle », avec laquelle il partage une vision de la société perçue comme étant fondamentalement le théâtre de lutte de pouvoir entre intérêts antagonistes. C'est donc la mise au jour des enjeux et des dynamiques qui caractérisent ces luttes qui constitue le cœur de l'économie politique de Cox.

Ceci l'amène donc inévitablement à s'intéresser à l'État, dans la mesure où ce dernier constitue un lieu privilégié dans la structuration des relations de pouvoir qui traversent nos sociétés contemporaines. Cependant, plutôt que de parler d'État, Cox utilise la notion de *formes* d'État, ce qui l'autorise précisément à problématiser un concept qui est trop souvent pris pour acquis, notamment au sein des théories des Relations Internationales.[20] Le terme « forme d'État » renvoie ainsi à l'idée que celui-ci repose toujours sur une configuration particulière de forces sociales (un « bloc historique », en termes gramsciens) dont il organise, en partie, la domination. Ce bloc historique limite et définit la nature de l'État, ses formes d'intervention, etc., mais seulement jusqu'à un certain un point. Car si l'État, pour Cox, n'est pas cette entité neutre au-dessus et en-dehors de la société souvent dépeinte par la tradition

[20] Que ce soit pour en faire un « acteur unitaire », dans le cadre de la tradition « réaliste » ou pour le présenter comme la simple somme d'intérêts particuliers en ce qui concerne la perspective « libérale ».

libérale (Macleod et O'Meara, 2007), il n'est pas plus un simple instrument aux mains des classes dominantes. L'État est *autonome*, dans la mesure où il repose sur sa propre trialectique (matérielle, subjective, institutionnelle), irréductible au seul jeu des forces sociales ou de l'ordre mondial, qu'il contribue d'ailleurs à façonner (Cox, 1987 : 105-109). Cette conception de la nature de l'État situe donc Cox dans la lignée de la vision « structuraliste » de l'État, défendue entre autres par le théoricien marxiste Nicos Poulantzas (1981).[21] Cependant, à l'image de Poulantzas (1970), l'autonomie reconnue par Cox à l'État n'est jamais que *relative*, puisque celui-ci reste toujours tributaire des forces sociales dont il structure en partie les rapports de domination, et de l'ordre mondial dans lequel il évolue. Autonomie doublement relative donc, dont la nature et l'ampleur varie d'un État à l'autre en fonction de sa propre configuration historique, de celle du bloc historique sur lequel il repose et enfin de *celle de l'ordre mondial* dans lequel il évolue et de la place qu'il y occupe.

Car en effet, ces sociétés et ces États n'évoluent pas en vase clos. Ils interagissent, communiquent, se font la guerre, etc. De ces interactions répétées finit par émerger un certain « ordre mondial »,[22] une « structure historique mondiale » qui, petit à petit, s'autonomise et finit par acquérir une logique propre, en en venant dès lors à peser de son propre poids sur les formes d'État et les forces sociales qui la composent. Ici encore, l'autonomie est bien évidemment relative. L'ordre mondial façonne autant qu'il est façonné et une vision telle que celle développée par les théoriciens de la dépendance,[23] ou, plus récemment, par la théorie du « système-monde » (Wallerstein, 2006) semble parfois l'oublier. Ces approches ont toutefois le mérite de mettre en évidence des dynamiques structurelles bien réelles et les hiérarchies propres à une économie politique mondiale, qui repose également, selon le schéma coxien, sur sa propre configuration de capacités matérielles, d'idéologies et d'institutions.

On pourrait qualifier ce schéma coxien « d'interactionniste », puisqu'en plus de développer une vision « intégrale » de l'Histoire, il se refuse également à accorder une quelconque primauté *ontologique* à un des éléments qui le compose. En effet, en aucun cas est-il possible de « réduire » les relations observées dans une trialectique à ce qui se passe dans une de ses sphères constituantes et qui acquerrait, de ce fait, un rôle surdéterminant. On évite dès lors de tomber dans des oppositions stériles entre matérialisme et idéalisme,

[21] Pour une bonne présentation du débat entre la vision « structuraliste » et la vision « instrumentale » de l'État, au sein même de la tradition marxiste, voir notamment Laclau (1975).
[22] Cette appellation est préférée, par toute une partie de la littérature en relations internationales, à celle de « système international », qui sous-tend un certain stato-centrisme dans l'étude des phénomènes mondiaux.
[23] Cette théorie fut particulièrement influente en Amérique Latine dans les années 60-70, sous l'impulsion, notamment, de la Commission Économique pour l'Amérique Latine (CEPAL). Voir, notamment, Cardoso et Faletto (1978).

domestique et international ou encore économie et politique, pour développer des explications qui reposent avant tout sur leurs *interactions*, laissant ainsi une grande place à la contingence et à l'indétermination dans l'explication des phénomènes observés.

Naturellement, la reconnaissance de cette indétermination ne signifie pas pour autant que rien ne peut être dit. La contingence irréductible de tout processus social-historique, cet « imaginaire radical » décrit par Cornélius Castoriadis (1975), émerge toujours au sein de *contraintes* déterminées par la structure sociale préexistante, « l'imaginaire institué », pour continuer avec la terminologie du philosophe franco-grec. Cox, quant à lui, préfère parler de « structures historiques », pour illustrer, à sa manière, l'idée déjà formulée par Marx selon laquelle « les Hommes font librement leur Histoire, dans des conditions qui ne sont pas librement décidées par eux ». Dans le débat « agent-structure » qui traverse l'ensemble des sciences sociales, la position de Cox penche donc davantage du côté des structures. Naturellement, il ne s'agit pas de nier toute autonomie aux agents, mais plutôt de reconnaître que cette autonomie est *relative*, qu'elle est *contrainte* par une série de facteurs qui s'imposent à ces agents lorsqu'ils font l'Histoire. D'ailleurs ces structures sont précisément qualifiées d'*historiques* par Cox, dans la mesure où elles doivent, selon lui, être conçues comme des entités *dynamiques*. D'une part, elles tendent à favoriser les conditions de leur propre consolidation et reproduction. Mais d'autre part, elles sont nécessairement traversées par des contradictions qui peuvent finir par en miner le fonctionnement et déboucher sur de nouvelles structures. L'intérêt, pour Cox, est donc de chercher à caractériser ces différentes structures historiques, ainsi que les contradictions qui les animent, pour parvenir à déceler les possibilités de changement qu'elles recèlent.[24]

Le « néogramscisme » et la globalisation : forces et limites

L'originalité de cette démarche - tant d'un point de vue ontologique que du point de vue du rapport qu'elle établit entre théorie et pratique – de même que son aptitude à donner une intelligibilité nouvelle aux bouleversements qui agitent alors le système international, vont lui permettre de connaître un succès considérable. À la suite de Cox, toute une génération d'auteurs s'engage résolument dans l'élaboration d'un programme de recherche axé autour des problématiques gramsciennes. L'objectif était ambitieux. Il s'agissait de

[24] Ou, comme il le dit lui-même : « [...] try to delineate the human material, the social forces shaped by production, state, and world order, and to discern the options open to these forces in their building of the future » (Cox, 1987: 271).

confronter l'orthodoxie néoréaliste (mais également marxiste) en partant d'une reconnaissance de la complexité des relations entre production et pouvoir, État et société civile, mais aussi théorie et pratique.

Comme le suggère Owen Worth (2011), on peut distinguer deux grandes directions dans lesquelles se sont engagés les chercheurs néogramsciens à partir des années 90, mais dont la caractéristique commune était de chercher à appréhender la nature des changements en cours sous le coup de la « globalisation ». La première, principalement originaire d'Amérique du Nord, s'est surtout concentrée sur la notion d'ordre mondial. À travers notamment l'étude d'institutions internationales comme la BM, le FMI ou la Commission Trilatérale et du lien entre leurs actions et les bouleversements structurels intervenus dans les rapports de production mondiaux depuis les années 70-80, il s'est agi essentiellement de mettre en lumière les mécanismes à l'œuvre derrière le « tournant » néolibéral observable un peu partout sur la planète et de l'interpréter à partir des réflexions gramscienne sur l'hégémonie (Gill, 1988 ; 2003 ; Murphy, 1991 ; 2005 ; Rupert, 1995).

La seconde « orientation » théorique, qui trouve davantage son origine en Europe, et en particulier dans les travaux de l'école d'Amsterdam, s'est quant à elle plutôt intéressée à la constitution du « bloc historique » mondial (véritable classe capitaliste transnationale), dont la consolidation sous-tendrait la mise en place de cette nouvelle hégémonie globale néolibérale (Van der Pijl, 1984 ; 1998 ; Overbeek, 1993).

Ces différents travaux, par leurs contributions théoriques et empiriques décisives, ont ainsi été à même, chacun à leur manière, de dégager une certaine cohérence dans le magma des bouleversements qui ont agité le système international sous le coup de la « globalisation ». Ils ont permis de rendre compte des changements intervenus tant dans la structure que dans la *nature* du pouvoir au niveau mondial et de relier ces changements à des évolutions économiques, politiques et également idéologiques, dont on devait ensuite pouvoir tirer des enseignements *pratiques* sur une éventuelle stratégie de contre-attaque, ou à tout le moins sur les « pistes de dépassement » disponibles.[25]

Cependant, cette entreprise ne fut pas exempte de critiques. Au-delà des inévitables attaques dont elle a fait l'objet de la part des tenants de l'orthodoxie et qui portaient sur sa validité même, on a également fini par reprocher au néogramscisme, et de manière autrement plus significative, de ne pas avoir été à la hauteur de ses propres ambitions. En effet, alors que le recours à Gramsci devait permettre d'interroger *l'articulation* entre les différents aspects

[25] Voir notamment le chapitre 2 « Epistemology, Ontology and the Critique of Political Economy », dans Gill (2003 : 15-40).

(politiques, économiques, idéologiques) d'une globalisation néolibérale alors en pleine expansion, le néogramscisme en a plutôt progressivement donné une lecture la réduisant à un projet hégémonique entièrement guidé par les intérêts d'un capital globalisé dès lors considéré comme une unité politico-économique cohérente. S'en serait suivi une forme de « réductionnisme structurel », résultat de la tendance des néogramsciens à accorder une cohérence d'ensemble excessive à des phénomènes dont la nature contestée, et donc *contestable*, s'est dès lors retrouvée systématiquement minimisée. Leur attention s'est ainsi portée presqu'exclusivement sur le déploiement « univoque » de cette nouvelle hégémonie transnationale, au détriment de l'intention initiale qui visait plutôt à en déceler les failles et les possibilités de dépassements.

Selon Drainville (1994 : 108), ce problème est en partie lié à la « souplesse analytique » qui caractérise le néogramscisme. En effet, si un certain éclectisme théorique et méthodologique constitue indéniablement l'une de ses plus grandes qualités, il se serait toutefois accompagné d'une théorisation insuffisante, ou tout simplement problématique, de certains concepts clés, à commencer par l'hégémonie elle-même (Drainville, 1994). Or, comme le souligne Worth (2011), aucune tentative théorique d'envergure n'a fait suite au vaste chantier amorcé par Cox[26] et ces questions sont donc restées largement sans réponse. À tel point qu'un nombre croissant d'observateurs considère que plus de 20 ans après ses débuts prometteurs, l'approche néogramscienne serait tout simplement arrivée à un cul-de-sac.

Application du cadre d'analyse : hégémonie globale et (contre ?)hégémonie bolivarienne

Sans aller jusque-là, il nous parait néanmoins indispensable de reconnaitre les limites, bien réelles, dont souffre le néogramscisme et en particulier en ce qui concerne sa conceptualisation de la dialectique hégémonie/contre-hégémonie, dans la mesure où cette dernière constitue précisément l'un des éléments centraux de la présente étude. Le chavisme incarne en effet une volonté affirmée de confrontation de l'hégémonie néolibérale, tant sur le plan national que mondial. À ce titre, il interroge dès lors directement la nature et l'étendue de cette hégémonie, mais également les possibilités concrètes qui existent, en Amérique Latine, pour son « remplacement » par un éventuel bloc contre-hégémonique bolivarien. Il nous faudra donc éviter, par exemple, de présumer la cohérence du projet hégémonique néolibérale,

[26] La plupart des travaux en la matière se sont par ailleurs développés dans le champ spécifique de l'économie politique internationale, ce qui peut paraitre curieux lorsque l'on sait que Gramsci est surtout connu comme étant un penseur de la « superstructure » (la culture, l'idéologie, etc.).

en cherchant plutôt à retrouver toute la dimension *articulatoire* de la notion gramscienne d'hégémonie. Il s'agit en effet de la considérer davantage comme un *processus* ouvert, plus ou moins abouti, que comme un *état* à constater. Une organisation « du consentement et non du consensus », pour reprendre les termes de William K. Caroll (2006 : 12), qui nous amènera à nous intéresser davantage aux *dynamiques d'hégémonéisation* à l'œuvre au Venezuela et au niveau mondial, plutôt qu'à une « catégorie hégémonique » rigide entendue comme un simple attribut à reconnaitre, ou non, dans le chef des formations sociales dont on cherchera à rendre compte.

Nous essayerons ainsi de nous dégager des conceptions totalisantes de l'ordre mondial souvent associées aux travaux des néogramsciens, qui ont tendance, notamment en se focalisant sur l'action des élites au niveau global, à en présumer la cohérence et à oublier les multiples niveaux où se joue cet « ordre », avec tout ce que cela implique d'ambigüités, de ruptures, de luttes et donc, nécessairement, d'incertitudes. Nous chercherons donc, dans le cas du Venezuela chaviste, à nous attarder sur ces différents niveaux, dont les dynamiques particulières sont irréductibles à un quelconque récit unificateur, mais dont les imbrications et les influences mutuelles sont bien réelles et méritent, selon nous, que l'on s'y intéresse d'un point de vue qui soit « englobant ».

Notre objectif est donc avant tout de rendre compte d'un phénomène concret, à savoir la révolution bolivarienne, et pour ce faire le cadre d'analyse néogramscien nous semble constituer un excellent point de départ théorique, ce qui n'empêche évidemment pas d'en reconnaître les limites et au besoin, de chercher à les dépasser. Le fait de partir du cadre d'analyse néogramscien nous permet cependant d'envisager la révolution bolivarienne comme un *projet hégémonique*, dont il nous faut dès lors interroger la nature économique, politique et idéologique, mais également la relation avec un ordre mondial aux prétentions hégémoniques convergentes ou contradictoires, ainsi que leur manifestation respective dans des pratiques et des luttes, qui donnent « corps » à ces projets, tout en en contestant, en en modifiant ou encore en s'en réappropriant les finalités.

C'est donc *à travers* l'observation du déploiement historique des catégories coxienne de « forces sociales », de « formes d'État » et « d'ordre mondial » - et surtout à travers l'observation de leur *articulation* - que nous espérons être en mesure d'interroger le « bloc historique bolivarien », d'en souligner les forces et les contradictions, mais également d'en dégager l'éventuelle dimension contre-hégémonique du point de vue du néolibéralisme.

Pour ce faire, il nous faut toutefois délimiter un horizon temporel suffisamment large pour intégrer une dimension *diachronique* essentielle à l'analyse, mais suffisamment réduit

pour éviter de se perdre dans des détails superflus. Nous avons ainsi choisi de démarrer notre étude aux environs de 1958, date à laquelle la démocratie dite de Punto Fijo fut mise en place au Venezuela et dont l'entrée en crise, dans le courant des années 80, a fini par mener au chavisme et à la révolution bolivarienne. C'est ainsi qu'en gardant à l'esprit les remarques que nous avons formulées concernant les limites qui affectent le cadre d'analyse néogramscien, nous allons commencer par observer la mise en place de la démocratie puntofijiste en 1958, en nous interrogeant sur ses forces sociales constitutives, sur son incarnation institutionnelle et sur son inscription dans l'ordre mondial « keynésien » des « Trente Glorieuses ». Après avoir présenté une vision essentiellement « synchronique » de ces diverses structures historiques, nous tenterons ensuite de les « mettre en mouvement » pour en dégager cette fois les principales contradictions.

Ceci devrait nous permettre de comprendre la nature des crises structurelles qui vont débuter fin 70, début 80 - tant au Venezuela qu'au niveau de l'ordre mondial lui-même - et qui mèneront au fameux « tournant néolibéral », dont nous chercherons dès lors à nouveau à exposer les principales caractéristiques idéologiques, institutionnelles, économiques, de même que l'alliance de forces sociales qui le défendent. Nous montrerons ainsi les forces, mais surtout les faiblesses, du projet néolibéral, dont la négation même du politique et des conséquences sociales désastreuses vont considérablement en miner les efforts de légitimation politique. Avec pour conséquence, nous allons le voir, l'apparition de résistances et de contre-projet plus ou moins articulés, plus ou moins aboutis, dont il s'agira dès lors d'interroger la nature, ainsi que les conditions de possibilité.

Nous en arriverons dès lors au chavisme, dont le travail historique mené jusqu'ici nous aura normalement permis de cerner les conditions d'émergence, de même que les principales caractéristiques structurelles. Nous tenterons donc à nouveau de dégager les éléments de régularités dans la structure historique bolivarienne, pour ensuite voir comment le (contre)projet chaviste s'est déployé, actualisé, modifié, consolidé même au gré des obstacles rencontrés. Nous chercherons à déterminer la nature du défi qu'il pose à l'ordre mondial néolibéral, sans jamais préjuger de sa dimension contre-hégémonique. Nous montrerons en effet, à travers l'étude d'une de ses institutions phares, les Conseils Communaux, que le chavisme peut tout autant incarner un réel défi aux prétentions hégémoniques du néolibéralisme, qu'il peut en constituer un *compagnon politique idéal*, la « résolution » de cette contradiction étant in fine tributaire de l'histoire à l'œuvre au Venezuela.

Mais avant de nous y plonger, une dernière remarque s'impose au sujet de la périodisation qui va structurer l'ensemble de ce travail. Il est en effet important de préciser

que celle-ci n'a vocation qu'à servir de fil conducteur à une analyse qui fait intervenir des sphères (sociales, étatiques et mondiales) dotées de temporalités radicalement hétérogènes, et qui ne sauraient dès lors se superposées de façon cohérente. Que l'on songe à la célèbre distinction opérée par Fernand Braudel (1967) entre les « gestes répétés », l'« histoire événementielle » et la « longue durée » et l'on est forcé de reconnaître le caractère artificiel, voir même trompeur, des tentatives de périodisation qui visent à soumettre cette diversité de rythme et d'échelle à une trame chronologique « unifiée ». Nous sommes évidemment conscients de ce risque (ce qui ne suffit pas à nous en affranchir) et c'est pourquoi nous essayerons, dans la mesure du possible, d'éviter ce piège en suivant une démarche aussi respectueuse que possible des temporalités propres à chacun des « étages » analysés. Il nous paraissait toutefois indispensable, pour des raisons de clarté et d'organisation de la présentation, d'avoir recours à une *certaine* périodisation, et nous avons dès lors choisi comme trame, ou plutôt comme repère, de nous baser sur des grandes étapes liées aux évolutions des *cadres institutionnels* vénézuéliens et mondiaux. La raison en est fort simple. Il s'agit en effet de « sphères » qui se prêtent particulièrement bien à ce type de délimitation « forcée » puisque les ruptures y sont facilement constatables et qu'elles sont par ailleurs associables à quelques dates ou événements clés. C'est donc *à partir* de ce fil conducteur que nous allons chercher à exposer l'articulation, dans toute sa complexité, entre les dynamiques sociales, nationales et mondiales caractéristiques de la révolution bolivarienne.

2. Hégémonie puntofijiste et Pax Americana

La période dite de « Punto Fijo » débute en 1958 avec la chute du dictateur Pérez Jiménez, qui fut contraint de fuir le pays après plusieurs semaines d'insurrection populaire. Sous le système de Punto Fijo, le Venezuela va connaitre une longue période de stabilité politique (1958-1989) qui, loin d'être absolue, n'en demeure pas moins remarquable pour une région rongée au même moment par les affrontements politiques violents et les dictatures militaires. Cet état de fait amènera de nombreux analystes à défendre la thèse d'un « exceptionnalisme vénézuélien », voyant dans ce petit pays pétrolier une société ayant résolu ses conflits de classes et de races. Selon les partisans de cette thèse (pour la plupart des analystes ou hommes politiques vénézuéliens et américains), outre certaines de ses caractéristiques structurelles qui remontent à la colonisation et qui se sont traduites par une mobilité sociale et raciale plus élevée que dans le reste de la région, le Venezuela, sous Punto Fijo, aurait su se doter d'un cadre institutionnel solide, échappant aux polarisations et aux troubles caractéristiques du reste de la région. Il s'agissait, en somme, d'un modèle à suivre. Une vitrine social-démocrate, ayant su faire de la modération et de l'harmonie sociale un contrepoids puissant à la conflictualité communiste à la cubaine... On imagine aisément les intérêts politiques qui se cachent derrière ces analyses et on ne sera pas surpris qu'une tradition historique alternative[27], d'affiliation communiste, ait développé une vision différente de cette période. Pour celle-ci, Punto Fijo est plutôt synonyme de corruption, de répression, de démocratie de façade et de trahison du peuple. Plus récemment, le camp chaviste s'est également lancé dans la bataille historique (Chávez en tête), afin de discréditer l'héritage politique de Punto Fijo et de justifier, incidemment, la rupture radicale initiée avec la « révolution bolivarienne ». On assiste ainsi à une relecture de l'histoire du pays, qui cherche, entre autres, à en réhabiliter certaines figures oubliées ou dénigrées (comme le caudillo Medina dont on revendique l'héritage nationaliste-progressiste (Ellner, 2008a : 40)). Si ces différences d'interprétation sont intéressantes pour ce qu'elles nous disent sur les conflits politiques qu'elles recouvrent, il faut évidemment se méfier de leur partialité. Heureusement, il existe de nombreuses analyses plus récentes (Ellner, 2008a) qui cherchent à dépasser ce cadre partisan, pour offrir une vision plus nuancée de l'histoire du Venezuela. Celles-ci reconnaissent les mérites du cadre institutionnel puntofijiste - dont on ne peut nier qu'il s'est traduit par une stabilité politique inédite dans la région - tout en en pointant au même moment les limites, notamment en termes de pluralisme démocratique et de justice sociale.

[27] Pour une bonne mise en perspective de ces différentes traditions historiques, voir Ellner (2008).

Similairement, nous nous inspirerons, quant à nous, de la méthode de Cox qui consiste à observer une structure historique dans sa dimension synchronique, c'est-à-dire sur la base de sa cohérence et de sa régularité, pour ensuite l'envisager dans sa dimension diachronique, à partir, cette fois, de ses contradictions et de sa « mise en mouvement ». Nous n'oublierons pas non plus de tenir compte du contexte mondial dans lequel le puntofijisme s'est mis en place, celui de la « Pax Americana », dans la mesure où bon nombre de ses caractéristiques structurelles font écho à cette configuration particulière des relations mondiales qui a émergé au lendemain de la Seconde Guerre mondiale.

Quelques remarques préliminaires sur le Venezuela « moderne »

Toutefois, avant de nous pencher sur la période puntofijiste à proprement parler, il nous a semblé nécessaire de revenir sur quelques caractéristiques structurelles fondamentales du Venezuela « moderne » (c'est-à-dire, grosso modo, depuis les années 1920-30). Il est en effet important de rappeler qu'en 1914, alors que le premier puits de pétrole commercial est foré, le Venezuela est encore un pays largement agricole, à la structure étatique balbutiante et toujours sans la moindre expérience démocratique. L'écrasante majorité de la population vit encore dans la misère et l'exclusion, et ce malgré les immenses espoirs suscités par la guerre d'indépendance, durant laquelle les idéaux d'égalité et de liberté avaient été brandis - de manière plus ou moins intéressée, il est vrai - par le camp républicain.[28] En effet, le 19ème Siècle s'est finalement d'avantage illustré par la violence des confrontations opposant les différentes factions de l'oligarchie vénézuélienne que par l'ampleur de ses avancées sociales ou démocratiques.[29]

La consolidation d'un véritable État central vénézuélien a également souffert de ces luttes intestines. Elle n'interviendra véritablement que sous le règne du caudillo Juan Vincente Gomez (1908-1935)[30], à travers le développement d'institutions nationales clés (dont l'armée est sans doute la plus importante), d'un système de communication et de transport unissant

[28] Les dimensions *sociale et raciale* de ce conflit furent ainsi fondamentales. Il était notamment crucial, pour les élites créoles, de se rallier des classes populaires majoritairement « pardos » (« brunes »), qui voyaient mal, dans un premier temps, l'intérêt qu'elles avaient à soutenir leur oppresseur direct contre une monarchie qui en garantissait, au contraire, certaines prérogatives.

[29] Il existe toutefois des débats entre historiens sur la réalité de ce « siècle perdu », généralement déploré par l'historiographie classique. Une école révisionniste plus récente conteste en effet ce jugement sans appel, en soulignant qu'il sert davantage à légitimer, par contraste, le régime démocratique mis en place après 1958, qu'à rendre compte fidèlement de cette période trouble. À ce sujet, voir la discussion qui en est proposée dans Ellner (2008), ainsi que dans Coronil (1997).

[30] Ici encore cette affirmation mérite d'être nuancée, puisque l'action de Gomez, loin de sortir de nulle part, s'inscrit au contraire dans la lignée de politiques nationalistes initiées par certains de ses prédécesseurs.

pour la première fois l'entièreté du territoire vénézuélien ou encore grâce à la mise au pas décisive des nombreux caudillismes locaux.

Pour ce faire, Gomez fut considérablement aidé par la découverte, bientôt suivie de l'exploitation à grande échelle, de la ressource pétrolière, une donnée dont on ne peut sous-estimer l'impact à long-terme sur les structures socio-économiques et politiques du Venezuela. En 1922, les réserves colossales du pays sont prouvées par une explosion spectaculaire dans la région du lac Maracaibo. Dans les mois qui suivent, la production prend son envol. Entre 1922 et 1929, le pétrole passe ainsi de 8,9% des exportations du pays à 81,1% et le Venezuela devient le second producteur mondial, après les États-Unis (Salazar-Carrillo et West, 2004). La soudaine mise à disposition de l'État vénézuélien des moyens financiers considérables que lui procure l'exploitation du pétrole vont dès lors permettre au gomecisme de mener à bien son projet d'édification nationale, tout en initiant une série de bouleversements structurels qui vont se révéler décisifs pour l'avenir du pays. Il est en effet important de rappeler que l'exploitation pétrolière est – et de loin - l'activité industrielle la plus lucrative au monde. Par ailleurs, depuis son utilisation massive au cours de la Seconde Guerre mondiale, le pétrole est devenu une ressource essentielle du capitalisme contemporain, tant d'un point de vue économique, que géostratégique.

Or, l'industrie pétrolière nécessite d'importants apports en capitaux, une technologie de pointe et une main d'œuvre qualifiée, autant d'éléments dont le Venezuela de l'époque est alors dépourvu. Son développement va donc y coïncider avec la domination progressive d'un capital étranger très concentré sur l'économie du pays, avec ce que cela implique en termes d'influence directe ou indirecte exercée par ses détenteurs sur la politique nationale vénézuélienne.[31] C'est d'autant plus le cas que la profitabilité colossale du secteur pétrolier en fait rapidement la principale source de revenu de l'État.[32] Ce dernier devient ainsi particulièrement dépendant d'un secteur d'activité sur lequel il n'exerce cependant aucun contrôle, que ce soit en termes de prix, d'accès aux marchés ou encore de critères de production. L'industrie pétrolière constitue en effet, du moins à l'origine, une véritable enclave au sein de l'économie vénézuélienne. Les investissements, les principaux marchés, ainsi qu'une bonne partie du personnel sont d'origine étrangère. L'État vénézuélien en sera dès lors réduit à essayer de maximiser des revenus perçus sous formes de taxes ou de

[31] L'industrie pétrolière vénézuélienne va ainsi très vite se retrouvée dominée par trois des « septs sœurs » (Royal Dutch-Shell, Standard Oil et la Gulf), ce cartel de producteurs pétroliers dont le contrôle quasi-absolu sur la filière va longtemps garantir un pouvoir non seulement économique, mais également politique, considérable.
[32] Melcher (: 60) explique ainsi que "desde los años 30, los ingresos del gobierno provenientes directa o indirectamente de la actividad petrolera constituyen más de la mitad del presupuesto nacional".

redevances dans le cadre d'une relation profondément asymétrique. Un de ses principaux défis historiques sera donc de chercher à améliorer constamment sa position, non seulement en termes de redevances, mais surtout en termes de contrôle direct sur la filière, et ce tant nationalement qu'internationalement. Sous Gomez, ce contrôle est encore pratiquement nul, son règne se distinguant plutôt par une complaisance extrême vis-à-vis des intérêts étrangers,[33] dont il tire néanmoins des revenus largement suffisants pour développer l'infrastructure étatique (essentiellement dans le domaine administratif et militaire), de même que pour s'enrichir personnellement. Toutefois, l'émergence d'un projet de modernisation nationale reposant en grande partie sur la mobilisation de la rente pétrolière, lequel voit le jour sous Gómez mais qui sera surtout repris par les nouvelles forces sociales issues du boom pétrolier, va progressivement pousser l'État vénézuélien à durcir sa position vis-à-vis des compagnies pétrolières.

En attendant, si l'importance nouvelle du pétrole place l'État vénézuélien dans une position de dépendance accrue vis-à-vis de l'économie mondiale, elle a toutefois également pour conséquence d'en renforcer la position vis-à-vis de ses propres forces sociales internes. C'est en effet à travers l'État (via les redevances qu'il perçoit) que les retombées tirées de l'industrie pétrolière vont se transmettre au reste de l'économie. C'est ainsi qu'après avoir centralisé la perception de la rente en 1922, l'État vénézuélien devient l'acteur central dans la canalisation et la *distribution* (et non la *re*distribution) de la principale source de revenus du pays. Cela va lui permettre d'acquérir une certaine autonomie par rapport aux classes dominantes de l'époque (en particulier les propriétaires terriens), de même que vis-à-vis de l'économie nationale en général. À partir de là, c'est donc l'accès à l'État et surtout à ses mécanismes de distribution de la rente qui va structurer la compétition politique au Venezuela, ainsi que la formation des différentes classes sociales.[34] Sous Gomez, ces mécanismes distributifs demeurent encore régis par des logiques personnalistes et faiblement institutionnalisées, mais ici encore, les bouleversements introduits par l'exploitation pétrolière vont ultimement mener à une complexification du cadre institutionnel vénézuélien, mieux à même d'intégrer les nouvelles forces sociales issues des booms pétroliers successifs.

[33] Ce n'est pourtant pas faute d'avoir essayé. En 1922, son Ministre du développement, Gumersindo Torres, animé d'un nationalisme précurseur, rédige une législation destinée à tenir compte du caractère particulier de l'industrie pétrolière et d'en accroître les bénéfices pour l'État. Toutefois, devant les pressions considérables exercées par les pétrolières, Gomez va démettre Torres de ses fonctions et promulguer une législation qui leur sera finalement ridiculement favorable (Coronil, 1997 : 80-82).

[34] Dans *The Magical State*, Fernando Coronil insiste beaucoup sur la différence qu'il existe entre « the relations of a capitalist society structured around the extraction and distribution of local surplus value […] and one organized around the appropriation and distribution of ground rent » (p. 222-224).

Car en effet, l'exploitation massive du pétrole va entrainer une série de bouleversements structurels considérables au sein de la société vénézuélienne. Tout d'abord, elle va y causer un déclin marqué de l'agriculture, une tendance lourde aux conséquences durables et toujours visibles à l'heure actuelle. Malgré les nombreux efforts entrepris par les gouvernements successifs pour essayer de redynamiser ce secteur, l'agriculture ne cessera jamais de décliner au Venezuela. Et ce n'est pas la surévaluation chronique de la monnaie nationale, le Bolívar, qui sera de nature à freiner cette tendance. D'un tiers du PIB à la mi-1920, l'agriculture ne représentait déjà plus qu'un dixième en 1950, la plus faible contribution du continent (Karl, 1987 : 68). Les propriétaires terriens ont ainsi eu historiquement tendance à vendre ou à délaisser leurs terres pour se consacrer aux activités plus lucratives liées au pétrole ou aux importations, rejoignant dès lors les rangs d'une bourgeoisie marchande et financière urbaine dont ils étaient pourtant traditionnellement antagonistes (p. 69). De leur côté, les paysans se sont mis à migrer en masse vers les villes, attirés par l'espoir d'une vie meilleure et par la perspective de rémunérations plus avantageuses. Le Venezuela a de ce fait généralement connu des taux d'urbanisation parmi les plus élevés de la région. Entre 1920 et 1961, la proportion de la force de travail engagée dans l'agriculture est ainsi passée de 71,6% à 33,5% (p. 69). Cette cohorte de paysans misérables s'entasse pour la plupart à la périphérie des villes, dans les *barrios,* en cherchant à s'intégrer dans une économie structurellement incapable de tous les « absorber ». Pour beaucoup, cette situation explique que la question agraire n'ait jamais vraiment eu, au Venezuela, la même acuité politique que dans d'autres pays de la région, ou du moins pas dans les mêmes termes.[35] Il n'existe en effet traditionnellement ni pôle agraire conservateur organisé politiquement de manière significative ni, symétriquement, de mouvement paysan révolutionnaire de masse structuré autour d'une revendication de réforme agraire.[36] Selon Terry Lynn Karl, ceci peut s'expliquer par le fait que la possibilité d'émigrer en ville ait offert une échappatoire à la relation antagoniste unissant paysans et propriétaires terriens au Venezuela, l'empêchant ainsi de se muer en un enjeu de lutte politique aussi central que dans d'autres pays de la région. S'il s'agit là d'un argument difficilement contestable, la présumée marginalisation politique de la question agraire au Venezuela mérite cependant d'être nuancé, et ce à différents niveaux. Tout d'abord, le fait que l'attrait exercé par la ville sur la campagne vénézuélienne y ait limité l'apparition de jeux à somme nulle entre propriétaires et petits paysans ne signifie en rien

[35] Cet argument est notamment développé par Karl (1987).
[36] Au-delà de l'impact du pétrole, ceci également dû à des caractéristiques structurelles plus anciennes de la campagne vénézuélienne, notamment les ravages causés par les « guerres fédérales » du 19ème Siècle, qui ont dévasté bon nombre d'exploitations, fragilisant ainsi considérablement la position des propriétaires terriens.

qu'il les ait supprimés, comme en témoignent les multiples épisodes de violences rurales qui ont émaillé le 20ème Siècle (Powell, 1971) et dont on observe une recrudescence à l'heure actuelle dans le cadre de la politique de redistribution agraire mise en place par le gouvernement Chávez. Ensuite, bien que son influence politique se soit effectivement érodée au gré de l'urbanisation galopante qui a accompagné le développement de l'industrie pétrolière, l'électorat rural va néanmoins constituer un enjeu clé dans la lutte hégémonique que vont se livrer les principaux partis politiques vénézuélien, en particulier l'AD et le PCV. Enfin, l'urbanisation massive et largement incontrôlée qui a accompagné l'exode rural lié aux booms pétroliers va également susciter de nouveaux conflits autour d'enjeux comme l'accès au logement ou encore les occupations illégales de terres à la périphérie des grands centres urbains, transposant ainsi en ville, bien que sous d'autres modalités, les antagonismes possédants/démunis qui caractérisaient la campagne vénézuélienne. On assiste d'ailleurs très tôt[37] à la formation d'organisations populaires *communautaires*, dédiées à la défense d'enjeux portant sur l'espace qu'elles habitent (accès à l'eau, hygiène, expulsions, etc.). D'abord prénommée *Ligas de Colonos*, elles deviendront par la suite les *Juntas Promejoras* et occuperont une place centrale dans les dynamiques futures de la mobilisation populaire au Venezuela.

Toutefois, malgré ces quelques nuances apportées à la non-pertinence présumée de la question agraire au Venezuela, il est incontestable que ce soit la réalité *urbaine* qui y ait joué un rôle prédominant dans le façonnement de la scène politique contemporaine. En effet, outre les conséquences socio-politiques liées à l'arrivée massive, en ville, de paysans émigrés, le caractère rentier du développement économique vénézuélien va également entrainer la formation précoce d'une classe moyenne urbaine considérable (notamment dans le secteur tertiaire, mais surtout à travers l'expansion d'une imposante bureaucratie étatique), dont le capital économique et culturel va la pousser à vouloir jouer un rôle politique de premier plan. Or, la nature même du régime gomeciste est incapable de lui offrir une réponse autre que férocement répressive et des rangs de cette classe moyenne urbaine va dès lors progressivement émerger un des pôles de contestation les plus actifs et les plus politiquement articulé de l'époque : le mouvement étudiant. Celui-ci va être à l'origine de nombreuses actions dirigées contre la dictature, la plus célèbre demeurant la révolte étudiante de 1928 (Ellner, 2008a : 34), dont les figures clés formeront ensuite l'immense majorité des dirigeants politiques du puntofijisme.

[37] Selon Jesús E. Machado M (2009), des registres attesteraient de leur existence dès 1934.

Par ailleurs, à en croire Nelson Méndez (2011), à la suite des associations étudiantes, les forces sociales les plus dynamiques de l'époque sont constituées des syndicats ouvriers, une affirmation qui peut surprendre lorsque l'on connait la faiblesse structurelle de la classe ouvrière vénézuélienne, dont la formation s'est trouvée retardée par l'absence d'incitatifs à l'industrialisation. Les syndicats seront néanmoins bel et bien à la pointe du combat pour une plus grande justice sociale, pour la démocratisation du pays, ainsi que pour le développement d'une véritable conscience nationale (en particulier les ouvriers du secteur pétrolier, directement confrontés au « pillage » du patrimoine national par des intérêts étrangers). Ils n'hésiteront pas, notamment, à recourir à des grèves dont les objectifs dépasseront souvent des gains corporatifs immédiats pour englober une critique radicale du régime en place (Ellner, 1993).

Enfin, l'expansion de l'exploitation pétrolière va également entrainer, directement ou indirectement, la consolidation d'une bourgeoisie marchande et financière, qui passe d'une activité traditionnelle d'exportation de biens agricoles à l'importation de biens étrangers, essentiellement américains. Nous l'avons vu, elle sera rejointe par une proportion croissante de propriétaires terriens, mais également par de nombreux employés du secteur public enrichis grâce à leur implication dans le maniement de la manne pétrolière. Sous Gomez, et plus largement en attendant les débuts véritables de l'industrialisation, cette bourgeoisie naissante et hétérogène est encore marginale, aussi bien numériquement que politiquement. Sa dimension « parasitaire » l'empêche notamment de développer un projet autonome (et encore moins hégémonique) et même après avoir parachevé une certaine cohérence interne quelques décennies plus tard, la bourgeoisie vénézuélienne demeurera généralement marquée par son extrême dépendance face à la distribution de la rente pétrolière et par son « suivisme » politique.

Nous le voyons, la dictature gomeciste est donc le théâtre de bouleversements structurels de tailles, qui se traduisent par un bouillonnement intellectuel et social sans précédent depuis la guerre d'indépendance. Cependant, la répression féroce exercée par le régime en freine considérablement l'expression sur le plan politique. Des partis politiques (ou ce qui allait le devenir) voient bien le jour, mais leur criminalisation en empêche, dans un premier temps, la consolidation. Il en va de même pour les mouvements sociaux, bien que l'origine plus spécifique de leurs luttes les dispose davantage à des actions « spontanées ». Les choses vont toutefois changer à la mort du dictateur, en 1936. Celle-ci offre en effet une fenêtre d'opportunité que ne manquent pas de saisir les différents mouvements sociaux et politiques jusque-là réprimés par 27 ans de dictature. Des révoltes paysannes d'une rare

violence éclatent par exemple pour protester contre la vague de privatisation de terres qui avait caractérisé le règne de Gomez (Yarrington, 1994), amenant ultimement le nouveau gouvernement à nationaliser les propriétés de l'ancien dictateur. De leur côté, les ouvriers pétroliers déclenchent une grève « which galvanized nationalist sentiment and united the entire nation » (Ellner, 1993 : 3) autour de revendications ayant trait à la reconnaissance de droits civiles et politiques, ainsi qu'à la mise en place d'une véritable politique économique nationale. Ce climat d'agitation va pousser les successeurs de Gomez à libéraliser progressivement le cadre politique vénézuélien (Ellner, 2008a : 39), tout en cherchant à consolider le rôle de l'État dans les domaines économiques et sociaux, en adoptant notamment une stratégie de développement national ou encore en passant différentes lois ayant trait à la protection sociale. Dans ce contexte, comme l'explique Nelson Méndez, les mouvements sociaux vénézuéliens (syndicats, associations paysannes, étudiantes, etc.) vont faire face à une double menace quant à leur autonomie. D'une part, ils subissent les assauts d'un État qui cherche à s'affirmer comme le moteur principal, sinon unique, de la modernisation du pays, en usant de ses moyens répressifs, mais également paternalistes, pour en court-circuiter l'action indépendante. Et d'autre part, les partis politiques, bien que de formation plus récente, vont progressivement chercher (avec succès) à se subordonner les principaux mouvements sociaux au profit de leur ambition partisane d'accès au pouvoir (Méndez, 2011 : 3). Acción Democrática, le futur parti hégémonique aux origines marxistes, va ainsi progressivement s'éloigner de la rhétorique de classes qui caractérisait ses débuts pour y substituer un discours « national-populaire » faisant du « peuple » l'acteur central de la nécessaire modernisation de la nation, opération dans laquelle ce front « démocratique-populaire » multiclassiste (et « multiraciste »[38]) se voit opposé aux forces conservatrices et à l'impérialisme (Aznar, 1990). Cette stratégie va lui permettre de s'attirer les faveurs de larges pans de la population, aussi bien en ville qu'à la campagne, alors que son principal concurrent, le PCV, ne parviendra jamais à dépasser ses bases d'appuis traditionnelles dans la classe ouvrière et une partie des classes moyennes urbaines. C'est ainsi qu'entre 1936 et 1944, l'AD en vient littéralement à dominer les mouvements syndicaux, paysans et étudiants, de même que les Juntas Promejoras qui, entre-temps, se sont étendus à la quasi-totalité du territoire, tout en se constituant en fédérations (Machado M, 2009 : 173-174).

[38] La réalité déjà évoquée d'un métissage largement répandu, mais également d'une population indigène numériquement marginale ont ainsi historiquement contribué à reléguer la question raciale à l'arrière-plan du débat politique vénézuélien, bien que la domination économique et politique y corresponde de manière évidente au découpage racial de la société. Voir, notamment, Ishibashi (2003).

En 1945, avec l'aide d'une faction progressiste des forces armées, l'AD renverse le régime du Caudillo Medina, ouvrant la voie au « *Trienio* » (1945-1948), la première expérience démocratique de l'histoire du pays. C'est le charismatique Rómulo Betancourt qui prend provisoirement les commandes de l'État à la suite du coup, en attendant les élections de 1947 qui verront le candidat de l'AD, Rómulo Gallegos, remporter la présidence avec plus de 70% des voix. L'AD va profiter de sa position de force pour renforcer son emprise sur le mouvement syndical et paysan, en favorisant notamment la création de la CTV et de la FCV, les deux principales confédérations syndicales qui lui seront historiquement subordonnées par la suite (Karl, 1987 : 75). Toutefois le sectarisme de l'AD, son refus de partager le pouvoir et la crainte, chez une partie de l'élite, que ses actions, et surtout son discours, ne galvanisent une mobilisation populaire déjà survoltée va contribuer à unir un large front d'opposition à sa présidence, menant ultimement à son renversement par l'aile dure de l'institution militaire, en octobre 1948.

Parmi la junte qui prend alors le pouvoir, Pérez Jiménez émerge rapidement comme le principal homme fort et se fait élire frauduleusement en 1952 à la Présidence, un poste qu'il occupera jusqu'en 1958. Jiménez incarne la ligne dure de l'institution militaire, laquelle souhaite tuer dans l'œuf les velléités de changements radical inspirées par l'AD. Il fait interdire les partis politiques, revient sur un grand nombre de libertés civiles et politiques accordées durant les dernières décennies et déchaîne une répression implacable sur tous ce qui s'apparente de près ou de loin à de la contestation. « L'alliance autoritaire » incarnée par son régime repose sur les secteurs conservateurs de l'armée, les propriétaires terriens et l'Église.[39] Elle bénéficie par ailleurs du soutien des États-Unis, alors en pleine guerre froide et à la recherche d'alliés fiables dans la lutte anti-communiste.[40] Cependant, les bouleversements structurels introduits par l'exploitation massive du pétrole à partir de 1920 (affaiblissement du pôle agraire, développement des classes moyennes, urbanisation, etc.) vont se faire d'autant plus intenses qu'un nouveau boom pétrolier faisant suite à la crise en Iran force littéralement le pays à s'industrialiser, accélérant du même coup le développement des forces sociales

[39] Elle ne correspond toutefois pas tout à fait à la « parenthèse barbare » souvent décrite dans l'historiographie dominante, notamment en raison de l'attachement de Jiménez à la modernisation du pays et à la consolidation d'une véritable conscience nationale, ce qui le distingue des anciennes formes de caudillisme auxquelles on l'associe volontiers et qui l'amènera ultimement à se heurter à une partie de la bourgeoisie, ainsi qu'aux USA. Pour une discussion sur la nature du jiménisme et son traitement dans l'historiographie classique du Venezuela, voir Coronil (1997 : 166-200).

[40] Ne disposant d'aucune base populaire qui lui aurait permis, à l'image de l'AD, de mener une politique plus audacieuse à l'encontre des pétrolière, Jiménez va plutôt choyer leurs intérêts en misant sur une augmentation de la production pour assurer des revenus suffisants à l'État. Il autorise par ailleurs le FBI et la CIA à infiltrer et surveiller les milieux ouvriers vénézuéliens dans le cadre de la lutte contre le communisme (Coronil, 1997 : 183-184).

susceptibles de remettre en cause l'alliance au pouvoir, tout en en fragilisant simultanément les propres bases matérielles. Au sein de l'opposition démocratique ce sont les classes moyennes, principalement à travers l'AD, qui vont progressivement établir leur hégémonie autour d'un projet de développement *national* rattaché à une exigence de démocratisation du cadre politique vénézuélien, à une plus grande équité sociale et, dans le cas de l'AD, à la promesse d'une réforme agraire. Pour porter leur projet, les principaux partis politiques[41] jouissent désormais d'une réelle cohérence idéologique et surtout d'une assise organisationnelle à l'échelle nationale (Karl, 1987 : 78-79 ; López-Maya, Calcaño et Maingón, 1989) autant d'éléments qui vont leur permettre de canaliser et d'encadrer une révolte populaire de plus en plus vive à l'encontre du régime de Jiménez. Ils seront aidés en cela par la formation de la « *Junta Patriótica* », une plate-forme clandestine regroupant les principaux partis d'opposition à la dictature (AD, COPEI, PCV). La collaboration de ces partis jusque-là farouchement opposés entre eux, bien qu'elle soit facilitée par l'expérience commune de la répression (ainsi que par l'exile des principaux dirigeants ayant vécu les périodes de tensions du *trienio*), témoigne surtout du consensus croissant qui règne alors entre les nouvelles forces sociales vénézuéliennes issues du récent boom économique (essentiellement les classes moyennes et ouvrières urbaines) et qui s'articule autour d'un projet « national-démocratique », repris, à des degrés divers, par chacun des partis en présence (Karl, 1987 : 79 ; López-Maya *et al*., 1989 : 572-575).

Ce projet va se faire d'autant plus attrayant que le régime de Jiménez multiplie les maladresses à l'endroit de ses propres soutiens. L'armée est ainsi de plus en plus divisée par un favoritisme et une corruption endémique, qui bloquent toute possibilité d'avancement et qui favorisent, en son sein, l'émergence de courants contestataires favorables, notamment, à des réformes démocratiques, voir radicales (Karl, 1987). De même, l'Église vit à l'époque un processus de modernisation mal accueilli par l'État, ce qui contribue également à lui faire perdre le soutien de cette autre institution clé de l'alliance autoritaire (p. 77-78). La bourgeoisie naissante est également frustrée par la corruption et le favoritisme dont bénéficie l'entourage de Jiménez, alors que sa principale organisation, la FEDECAMARAS, ne dispose d'aucun accès formel au processus décisionnel. Dès lors, bien qu'elle n'affiche pas encore la cohérence interne qui en fera plus tard un acteur politique central au Venezuela, l'attitude de Jiménez va tout de même en amener une frange considérable à souhaiter son départ, à défaut

[41] Les principaux sont l'Acción Democrática (AD), de loin le plus influent et qui incarne le mieux l'option « national-populaire » ; le COPEI, un parti de centre-droit lié à l'Église catholique et fondé à l'origine pour contrer l'anticléricalisme de l'AD ; le Parti Communiste du Venezuela (PCV), peu développé en-dehors des grandes agglomérations urbaines et l'URD, représentant, quant à lui, la gauche anticommuniste.

d'être unanime sur ce qui doit le remplacer.[42] Enfin, même les États-Unis commencent à trouver Jiménez encombrant et la détente amorcée avec l'URSS les rend également plus réceptifs à une certaine démocratisation dans la région. L'exemple cubain et le lancement de l'Alliance pour le progrès viendront par ailleurs renforcer la nouvelle tendance américaine à soutenir des gouvernements démocratiques « modèles » pour tenter de contrer l'attrait moral du castrisme (Ellner, 2008a : 52-57 ; Carvallo et de Hernández, 1981 : 583-584).

On voit donc de manière assez claire les principales forces sociales en présence à la veille de la chute de la dictature, en 1958. Il est toutefois évident que le nouveau « modèle » appelé à lui succéder n'est en aucun cas une simple transposition linéaire et mécanique de leurs positions structurelles respectives dans le champ du pouvoir politique. Elle résulte plutôt « d'un effort consciemment orienté d'accumulation de force et de consentement » (López-Maya *et al*., 1989 : 19) de la part des acteurs politiques qui s'en font les représentants. On reconnait évidemment ici la conception gramscienne de l'hégémonie, qui permet de penser l'autonomie du politique sans pour autant oublier le poids des déterminants (ou des surdéterminants comme dirait Laclau (1985 : 97-105)) structurels. Ce qui nous intéresse, c'est donc le résultat de ce processus de construction hégémonique. Comment les projets défendus par ces différents acteurs politiques se sont-ils articulés et traduits dans un ordre institutionnel, culturel et économique garantissant la reproduction de certains rapports de force ? Et comment comprendre l'inscription de ce processus dans le cadre plus large de l'ordre mondial mis en place au lendemain de la Seconde Guerre mondiale sous l'auspice de la « Pax Americana » ?

La période « puntofijiste »

Pour être en mesure de comprendre la configuration des forces en présence au moment de la transition démocratique de 1958 et la nature des arrangements qui en ont résulté, il est important de commencer par observer le contexte (mondial, régional et national) dans lequel va s'instituer le système de Punto Fijo. La démocratie « pactée » de Punto Fijo va être mise en place, au Venezuela, dans le cadre d'un ordre mondial que Cox (1987 : 211-271) a qualifié de « Pax Americana ». Deux caractéristiques majeures ressortent de cette nouvelle configuration internationale qui émerge au lendemain de la Seconde Guerre mondiale et dont les impacts

[42] Une partie de cette bourgeoisie perçoit bien l'intérêt qu'elle pourrait tirer de son soutien à projet "nationaliste", dans lequel elle pourrait jouer un rôle central, à condition, bien entendu, de désamorcer les tentations plus radicales, notamment au sein de l'AD (Karl, 1987 : 76-77 ; López-Maya *et al*., 1989 : 66-67).

sur la réalité vénézuélienne vont être décisifs. Tout d'abord, la *guerre froide*, qui oppose les deux superpuissances américaine et soviétique et qui va imposer à l'ensemble des acteurs politiques mondiaux un positionnement (et une *lecture* de ce positionnement) guidés par les réalités de leur affrontement. Ensuite, le caractère *hégémonique* de la domination américaine sur le « monde libre », dans la mesure où cette domination va au-delà d'une suprématie strictement matérielle (militaire et économique)[43], pour englober une dimension idéologique (un *leadership* éthico-moral), tout en s'incarnant dans « un ensemble d'institutions qui administrent cet ordre avec un semblant d'universalité » (Cox, 1981 : 103). Ces deux éléments sont fondamentaux pour appréhender le Venezuela de Punto Fijo dans la mesure où les pressions systémiques mondiales (économiques, politiques et idéologiques) qui vont en résulter seront particulièrement fortes.

En ce qui concerne l'impact de la guerre froide, l'appartenance du Venezuela à « l'arrière-cour » américaine et son importance stratégique en termes d'approvisionnement pétrolier en fait inévitablement un enjeu sensible pour les États-Unis, bien que leur attention soit surtout portée, dans l'immédiat après-guerre, à la situation en Europe. À l'origine, la défense de leurs intérêts en Amérique Latine passe ainsi essentiellement par un soutien aux détenteurs de capitaux qui y sont implantés (principalement dans les secteurs agricoles et extractifs) et aux dictatures militaires qui en garantissent la liberté d'action et qui luttent, par la même occasion, contre toute éventuelle percée communiste (Carvallo *et al*., 1981 : 583-584). C'est le cas, nous l'avons évoqué, du régime de Peres Jiménez au Venezuela, dont le zèle anti-communiste et la complaisance à l'égard des compagnies pétrolières rassurent des américains passablement irrités par l'interlude du trienio, au cours duquel un parti (AD) aux origines marxistes et à la rhétorique anti-impérialiste avait menacé, de manière plus ou moins avérée, leurs intérêts. Néanmoins, le coup de tonnerre de la révolution cubaine va venir quelque peu changer la donne. Les circonstances sociales qui lui ont servi de terreau sont en effet présentes dans toute la région - et à fortiori au Venezuela - et l'échec de la Baie des cochons, en plus de renforcer le prestige de Castro, discrédite pour quelques temps l'idée d'une intervention militaire américaine permettant de rayer de la carte ce défi socialiste situé à quelques kilomètres de leurs côtes. Ceci oblige les États-Unis à revoir leur politique envers l'Amérique Latine. Le résultat sera un mélange de carotte (notamment avec le lancement de l'Alliance pour le Progrès par Kennedy en 1963) et de bâton (illustré par le développement d'une véritable intégration militaire régionale sous domination US, orientée autour de la

[43] Laquelle pouvait d'ailleurs déjà s'observer durant l'entre-deux guerres, sans pour autant se traduire par une hégémonie au sens gramscien.

contre-insurrection et de la doctrine de « l'ennemi intérieur » (Carvallo *et al*., 1981)). Au-delà de la nécessité d'offrir un contrepoids à l'attrait de l'expérience cubaine, les volontés nouvelles d'inclusion sociale et économique affichées par Washington participent également d'une recherche de débouchés pour les capitaux américains, laquelle implique un approfondissement des relations capitalistes dans ces pays et, incidemment, la mise en place de mesures « sociales » à même de les stabiliser[44], du moins jusqu'à un certain point. Car en effet, l'échec relatif de l'Alliance pour le Progrès et la proéminence de la dimension coercitive de l'hégémonie américaine en Amérique Latine démontrent bien la position *structurellement périphérique*[45] qu'occupe celle-ci au sein de cette hégémonie globale.[46] Cependant, le fait que la transition démocratique au Venezuela s'inscrive dans le contexte des bouleversements occasionnés par la révolution cubaine et plus largement, dans celui qui caractérise l'ensemble de la relation de la région avec le « grand frère » américain, aura, comme nous allons le voir, une incidence décisive sur l'orientation qu'elle va prendre.

En ce qui concerne maintenant les incidences de l'hégémonie globale américaine d'après-guerre sur la réalité vénézuélienne de l'époque, il est important, pour bien les cerner, de revenir brièvement sur la nature particulière de cette « Pax Americana », décrite notamment par Cox (1987 : 211-268). Celle-ci a été rendue possible par la puissance économique et militaire phénoménale développée par les États-Unis durant le conflit mondial de 40-45. Au sortir de la Guerre, la machine économique américaine a besoin de débouchés qui lui permettent de soutenir son rythme de croissance, tandis que parallèlement les pays dévastés par la Guerre, surtout en Europe, ont quant à eux besoin d'une implication américaine financière et matérielle qui leur permette de pouvoir œuvrer à leur reconstruction. Il existe donc une convergence d'intérêt, au lendemain du conflit, autour d'un leadership mondial qui serait assumé par les États-Unis. Reste à savoir sous quelles modalités. Cox montre notamment que les principaux États capitalistes sont alors marqués, à l'époque, par un héritage contradictoire en ce qui concerne leurs politiques économiques, lequel est issu de leur

[44] Il s'agit, en d'autres termes, d'intégrer certaines forces sociales de ces États au « bloc historique » mondial.
[45] Nous faisons évidemment référence ici à la notion de « périphérie » telle que développée par la théorie du système-monde. Voir à ce sujet Wallerstein (2006).
[46] Darlene Rivas (2002) offre ainsi, probablement malgré elle, une illustration édifiante de cette réalité. Dans son ouvrage *Missionary Capitalist : Nelson Rockefeller in Venezuela,* elle décrit en effet les efforts entrepris par Nelson Rockefeller pour « humaniser » (nous serions tentés de dire « hégémonéiser ») le capitalisme américain en Amérique Latine, et notamment au Venezuela, en essayant de faire comprendre à ses protagonistes qu'il est dans leurs intérêts à long terme d'œuvrer au développement économique, social et culturel des régions dans lesquelles ils opèrent. Cet « altruisme » à l'intérêt bien entendu se heurte toutefois systématiquement à ce que l'auteur présente comme « l'irrémédiable cupidité » ou « le mépris » caractéristiques des entrepreneurs américains œuvrant dans la région, alors qu'il faudrait plutôt y voir l'absence d'*incitatifs structurels* à pareille inclusion, qui pousse jusqu'à Rockefeller lui-même à fréquemment devoir abandonner son « idéalisme » au profit de la défense de ses intérêts économiques.

expérience tirée de la grande dépression et de la gestion de la Guerre. Autant le laissez-faire absolu d'avant-1930 que l'ostracisme autoritaire qui lui a succédé sont décriés par les grandes puissances. C'est ainsi qu'au libéralisme « débridé » caractéristique de la Pax Britannica, la Pax Americana va substituer un « libéralisme encastré ». Les politiques et les contextes économiques nationaux vont se retrouver *subordonnés* au bon fonctionnement de l'économie mondiale, mais dans un cadre institutionnel qui permet toutefois d'assurer une *médiation* entre ces deux sphères d'action. Des institutions comme le FMI, la BM ou encore l'OECE (qui deviendra plus tard l'OCDE) sont chargées, à des degrés divers, de veiller au respect des règles en vigueur, tout en permettant aux *États*, les principaux acteurs de ce nouvel ordre mondial, de procéder à d'éventuels ajustements en cas de déséquilibres momentanés. Comme l'explique Cox (1987: 217), « the central premise of hegemonic order was that the world economy is a positive-sum game in which some businesses and some national economies may benefit more than the others but in which all have the opportunity to gain ». Cette fable libérale cache cependant assez mal des relations de pouvoir profondément asymétriques, notamment entre les pays situés au « centre » du système capitaliste mondial et ceux qui en constituent la « périphérie », à l'image du Venezuela. Car en effet, aux rapports de force inégaux qui caractérisent les relations entre ces anciennes colonies et les anciennes puissances coloniales (que ce soit au niveaux économique, militaire ou technologique), s'ajoute une position *structurellement*[47] défavorable pour le Tiers Monde au sein d'une économie politique mondiale qui répond avant tout aux intérêts, mais également aux structures (sociales, politiques, économiques) du Nord. Dès lors, au Sud, c'est la dimension coercitive de l'hégémonie globale qui prime sur sa dimension consensuelle, puisque seule une infime partie de la population est en mesure d'en tirer profit, l'immense majorité en subissant plutôt de plein fouet la violence, que ce soit directement ou indirectement.

Cela ne signifie pas pour autant que la situation d'un pays comme le Venezuela puisse se réduire à la fonction qu'il occupe au sein de la division internationale du travail, comme aurait tendance à le laisser croire, par exemple, certains théoriciens du système-monde. Il ne s'agit que de *contraintes externes*, qui influent certainement sur sa trajectoire socio-historique, mais qui ne la déterminent en rien. Les luttes de pouvoir auxquelles se livrent, à l'interne comme à l'externe, les différentes forces sociales du pays sont, entre autres facteurs, au moins aussi importants dans l'évolution du Venezuela, leurs résultats demeurant néanmoins toujours éminemment incertains, comme nous allons le voir.

[47] Pour une excellente présentation de la différence entre « pouvoir relationnel » et « pouvoir structurel », voir notamment Gill et Law (1989) et Strange (1990).

La chute de la dictature et les débuts de la transition démocratique

Cela nous ramène donc au Venezuela en janvier 1958, quelques semaines avant la fuite du dictateur Jiménez. Des soulèvements populaires se multiplient un peu partout à travers le pays (grèves, manifestations, harcèlement de policiers, etc.) et aucun parti ne semble véritablement maître de la situation (Carvallo *et al*., 1981 : 575-578 ; Karl, 1987 : 81-83). Le caractère clandestin de la lutte et l'esprit d'unité qui l'accompagne ont en effet favorisé une certaine horizontalité dans les mécanismes de résistances et ont également contribué à l'émergence d'un puissant sentiment d'émancipation parmi la population. Les principaux mouvements sociaux (étudiants, syndicaux, communautaires), bien que souvent formellement liés aux partis politiques, retrouvent dès lors une marge d'autonomie considérable (Méndez, 2011 ; Machado M, 2009 : 173-174). Cette situation n'est pas sans inquiéter les dirigeants en exil de l'AD et du COPEI, en particulier en ce qui concerne le rôle central joué par le PCV au sein de la résistance. En effet, au-delà de l'anticommunisme qui les anime, cette ancienne garde craint qu'une tournure trop radicale puisse réunifier un pôle conservateur affaibli, mais toujours bien présent, et déboucher sur une nouvelle dictature militaire. En outre, le spectre de l'intervention US au Guatemala en 1954 est toujours vivace et il appelle à la prudence, d'autant plus que les compagnies pétrolières, aux abois, exercent des pressions considérables sur les futurs dirigeants politiques vénézuéliens pour limiter la portée des changements en cours (Karl, 1987 : 81). Dans ce contexte, les dirigeants des principaux partis - à l'exception du PCV - vont se mettre d'accord pour organiser la transition démocratique d'une manière qui permette d'éviter, de leur point de vue, qu'elle ne débouche sur un « chaos » dont les forces réactionnaires du Venezuela pourrait tirer profit. Tirant les leçons de l'expérience du trienio, l'AD, le COPEI et l'URD adoptent ainsi, à Punto Fijo, un pacte qui leur garantit à chacun un accès minimal au pouvoir décisionnel dans le cadre des futurs gouvernements. Ils se mettent également d'accord sur une stratégie d'isolement du PCV, censée rassurer la bourgeoisie et ses relais internationaux, d'autant plus qu'elle s'accompagne d'une plate-forme économique commune[48] qui garantit le respect de la propriété privée et qui limite l'intervention de l'État dans l'économie à un rôle de soutien au secteur privé.[49] Des

[48] Dénommé « *Programa Mínimo* », il sera quant à lui adopté par l'*ensemble* des candidats à l'élection présidentielle de 1959, y compris celui du PCV (López-Maya *et al*., 1989 : 25-26).

[49] Ce compromis réalisé en matière économique est cependant bien plus qu'une simple concession à la bourgeoisie. Il relève en effet d'un consensus remarquablement large qui unit alors l'immense majorité des forces sociales « progressistes » du Venezuela, pour ne pas dire de l'Amérique Latine, autour d'une vision du développement directement inspirée des travaux de la CEPAL. Celle-ci a en effet jouit d'une influence énorme dans la région au courant des années 50-60, en y faisant notamment la promotion d'une stratégie

pactes similaires seront également conclus, par la suite, avec l'armée et l'Église, venant dès lors fixer, de manière anticipée, les contours du futur cadre institutionnel démocratique.[50]

Ces tractations entre élites, si elles seront plus tard saluées comme les causes principales de la stabilité inédite du système démocratique vénézuélien, cadrent cependant assez mal avec l'esprit unitaire incarné par la Junta Patriótica, lequel domine encore largement les débats au moment de la fuite du dictateur. En effet, la menace d'un coup d'État réactionnaire est alors omniprésente et elle favorise l'unité des principales forces démocratiques derrière la défense du nouveau régime. Celui-ci est temporairement dirigé par l'Amiral Larrazábal, à la tête d'une junte militaire chargée d'organiser la transition et de préparer la tenue d'élections présidentielles. La tâche de ce gouvernement transitoire est toutefois rendue particulièrement difficile par la situation économique et sociale exécrable qui accompagne la chute de la dictature. Jiménez laisse en effet derrière lui un pays surendetté et en proie à une grave récession (Ellner, 2008a : 57-64). Le boom pétrolier des années précédentes a causé un exode massif de paysans vers les grandes villes et la plupart se retrouvent désormais au chômage, alimentant encore un peu plus les frustrations accumulées durant 10 ans de dictature. Ces chômeurs seront d'ailleurs à l'origine de nombreuses manifestations (souvent violentes), menées en-dehors de tout contrôle partisan[51] et accueillies avec froideur par des directions syndicales et politiques qui privilégient plutôt la concertation dans un effort conjoint visant à protéger la délicate transition vers la démocratie.[52]

L'élection présidentielle de décembre 1958 intervient ainsi sur fond de crise sociale aigue et de menace permanente à l'encontre du nouvel ordre démocratique de la part des

---

d'industrialisation par substitution des importations (ISI), qui devait permettre aux économies périphériques de se libérer progressivement de leurs relations commerciales « inégales » avec les pays du centre, jugées en grande partie responsables d'un sous-développement dès lors perçu comme « structurel ». Si cette stratégie reflète bien les contraintes spécifiques qui pesaient alors sur les économies du Tiers Monde, elle illustre également la « doxa » en vigueur à cette époque au niveau international. En effet, d'une part la nécessité d'un développement industriel capitaliste est acceptée de tous et elle constitue dès lors le cadre indépassable au sein duquel les stratégies sont ensuite élaborées. D'autre part, ces stratégies s'inscrivent clairement dans le cadre des représentations dominantes à l'époque quant au rôle de l'État dans l'économie ou encore de la nécessité d'assurer un développement inclusif tant sur le plan économique, que politique. Même le PCV, influencé par le « browderisme » américain, accepte l'idée qu'il faille d'abord passer par un développement capitaliste national fondé sur une alliance avec les éléments « progressistes » de la bourgeoisie, avant d'envisager le passage au communisme.

[50] Pour une description des différents pactes conclus durant cette période, voir López-Maya *et al*. (1989 : 70-76).

[51] Les revendications portent essentiellement sur la nécessité de trouver des solutions durables au problème du chômage, notamment par le développement d'industries étatiques (Ellner, 1993 : 7).

[52] La meilleure illustration de cette approche consensuelle est l'adoption, en 1958, du *Pacto de Avenimiento Obrero Patronal*, entre la bourgeoisie et la CSU (*Comité Sindical Unificado*, la structure qui a temporairement remplacé la CTV dissoute par Jiménez et qui regroupait l'ensemble des syndicats vénézuéliens, communistes, socio-démocrates et démocrates-chrétiens). Le pacte garantit le non-recours à la grève contre une inclusion des représentants syndicaux dans les structures décisionnelles des entreprises. Il sera dénoncé, dès 1959, par des communistes qui en critiqueront le biais inné en faveur de la bourgeoisie.

secteurs conservateurs, notamment au sein de l'armée. Dans ce contexte, nous l'avons vu, l'idée qu'il faut mettre les différences idéologiques de côté au profit des intérêts supérieurs de la nation est largement partagée par les principaux acteurs de la transition. Le mouvement syndical en particulier est à la pointe du combat pour l'unité, ses dirigeants soutenant notamment l'idée d'une candidature unique et non-partisane aux élections du mois de décembre. Toutefois, les réticences de l'ancienne garde de l'AD (emmenée par Betancourt) à se lier aux communistes aura raison de cette initiative. Ce sont donc des candidats partisans qui se présentent finalement aux élections de 1958. Si la nécessité d'un projet d'industrialisation et de modernisation *nationale* est alors unanimement acceptée par l'ensemble de la classe politique vénézuélienne, des divergences existent néanmoins quant au type de *système politique* le plus adéquat pour mener à bien ce développement (López-Maya *et al*., 1989 : 62). Il existe à l'époque essentiellement trois tendances quant à l'option privilégiée (p. 69) :

- Une option *militaire réactionnaire*, prête à poursuivre le modèle antérieur, mais en ayant pris soin de l'élargir à la bourgeoisie pour le rendre plus stable. Cette option bénéficie de soutiens réduits, mais influents (tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays) et une trop grande radicalisation du processus de transition pourrait bien lui gagner le soutien des secteurs plus modérés.
- Dans un premier temps, ceux-ci privilégient néanmoins une option *réformiste*, qui substituerait aux militaires des forces civiles organisées en partis politiques à même de garantir la représentation et la médiation de groupes sectoriels organisés (essentiellement les entrepreneurs, les travailleurs et les paysans). Cette option représente le mieux le modèle « social-démocrate » alors hégémonique sur le plan mondial et elle bénéficie, à ce titre, de puissants relais (tant politique qu'idéologique).
- Le dernier groupe privilégie quant à lui une option *radicale-populaire*, dont l'hégémonie reposerait sur une alliance civile-militaire[53] garantissant la médiation et la représentation des secteurs exploités. Cette option a cependant le « tort » de susciter la crainte d'intérêts puissants, tant au niveau national que mondial - dans un contexte tendu de guerre froide - ce qui en limite sérieusement les conditions de possibilité.

Les trois principaux candidats à l'élection présidentielle sont Rómulo Betancourt (AD), Rafael Caldera (COPEI) et Wolfgang Larrazábal (soutenu par le PCV et l'URD). Les deux

[53] La centralité de l'alliance civile-militaire dans le discours chaviste est donc issue d'une vieille tradition, dont Chávez se réclame d'ailleurs explicitement

premiers incarnent l'option réformiste tandis que le troisième représente le projet national-populaire, plus radical, et qui jouit d'un soutien considérable dans les grandes villes du pays. C'est toutefois Rómulo Betancourt qui l'emporte finalement, et avec lui les forces du pacte, notamment grâce au soutien massif des campagnes. L'incapacité historique des communistes vénézuéliens à intégrer les revendications paysannes dans leur programme révèle ici toute son importance, l'AD ayant su, au contraire, s'allier un électorat rural encore démographiquement considérable grâce à sa promesse de réforme agraire, ce qui lui permet de s'imposer alors même que la gauche incarnée par l'URD- PCV est arrivée en tête dans la plupart des grands centres urbains.

Cette victoire de l'AD ne fait cependant *qu'initier* un processus d'hégémonéisation au résultat d'autant plus incertain que ce succès électoral est très loin de consacrer une configuration des forces sociales vénézuéliennes qui serait majoritairement favorable aux arrangements prévus à Punto Fijo. En effet, si l'on considère le poids considérable de « l'aile gauche » de l'AD, qui se reconnait davantage dans l'esprit unitaire de la Junta Patriótica (ce qui est également vrai, quoi que dans une moindre mesure, pour le COPEI), ainsi que le pourcentage de voix (et leur répartition géographique) obtenu par Larrazábal (36%, contre 49% à l'AD et 16% pour le COPEI), il faut bien admettre que la tendance « radicale » est nettement plus influente au Venezuela que ce que le résultat de l'élection de 1959 pourrait laisser penser (Ellner, 2008a : 60-61). En outre, au-delà des seuls partis politique, la future alliance hégémonique est également encore loin, à l'époque, d'afficher une cohésion interne qui dépasse un consensus minimal - et précaire - autour de la répartition du pouvoir prévue par les différents pactes. La bourgeoisie et l'Église affichent ainsi un apolitisme résolu et se contentent de chercher à protéger leurs intérêts. Leur soutien au système démocratique n'est tributaire que de la capacité de ce dernier à satisfaire leurs exigences. En ce qui concerne l'armée, elle est pour le moins réticente à cautionner la mise en place d'un modèle qui la prive de facto de son rôle historiquement privilégié au sein du cadre politique vénézuélien. En proie à d'intenses contradictions internes, elle va d'ailleurs voir certains de ces éléments les plus conservateurs chercher à renverser la jeune démocratie dans les premiers mois qui suivent la transition (Karl, 1987 : 80-86). Quant au mouvement syndical, il parvient encore (mais pour un temps seulement) à maintenir un front uni et à placer les intérêts des travailleurs au-dessus des clivages partisans. Le troisième congrès des travailleurs, tenus en novembre 1959, est notamment l'occasion de réaffirmer l'unité des différentes tendances syndicales, ainsi que

leur indépendance (relative) face à la politique du gouvernement.[54] Même la FCV, encore davantage soumise que la CTV à l'influence de l'AD, affiche à l'époque une certaine autonomie et des positions qui tranchent avec la ligne officielle du parti, notamment en ce qui concerne la portée de la future réforme agraire.[55] Similairement, cette période d'agitation favorise également la revitalisation des Juntas Promejoras dans les *barrios*, lesquelles se font les porte-paroles des revendications propres au contexte particulier des bidonvilles vénézuéliens, dont le nombre a de nouveau explosé suite au récent boom pétrolier, accompagné de son lot désormais traditionnel d'émigration rurale (Machado M, 2009 : 174).

Dans ce contexte, si dans un premier temps la principale menace à l'encontre du nouveau régime provient des secteurs ultraconservateurs, c'est rapidement de sa gauche que Betancourt va voir émerger les défis les plus sérieux à son projet réformiste. Son anticommunisme viscéral le pousse en effet à exclure le PCV de toutes formes de négociations gouvernementales, alors même que les communistes vénézuéliens s'étaient montrés particulièrement disposés à limiter la portée de leurs revendications en vertu du principe d'unité hérité de la *Junta Patriótica* et de leur conception « par étapes » de la révolution communiste inspirée du browderisme américain.[56] Par ailleurs, confronté à une situation financière désastreuse, Betancourt va faire le choix de la rigueur et chercher par tous les moyens - y compris par la force - à garantir la « paix sociale » dans le but de rassurer un secteur privé dont il souhaite favoriser le développement. Ces décisions, ainsi que l'extrême brutalité de leur application, vont dès lors lui valoir l'hostilité grandissante d'une gauche par ailleurs galvanisée par le triomphe récent de la révolution cubaine et par le climat d'agitation qui règne alors dans le pays (les ouvriers sans emploi continuent notamment leurs actions avec le soutien de mouvements étudiants radicaux (Ellner, 1993 : 16-24)). Dans ce contexte, les communistes vénézuéliens vont passer d'un extrême à l'autre en se lançant dans une stratégie insurrectionnelle qui va se révéler, nous allons le voir, lourde de conséquences. Ils seront rapidement rejoints par la frange radicale de l'AD, regroupée en 1960 au sein du MIR (Movimiento de Izquierda Revolucionaria), dont les membres considèrent que Betancourt a trahi les origines et les ambitions socialistes du parti.

[54] On y défend notamment des mesures qui tranchent avec la ligne officielle du gouvernement et de la FEDECAMARAS, comme la semaine de travail de 40h, l'établissement d'un salaire minimum ou encore l'obtention de redevances pétrolières en nature et non en argent, de manière à pouvoir pénétrer les marchés internationaux (Ellner, 1993 : 13-16).

[55] La FCV critiquait entre autres l'attitude du gouvernement qui consistait à faire de la réforme agraire un problème *économique* de productivité agricole et non un problème *social* d'accès à la terre. (Ellner, 2008a : 25-29).

[56] Voir note 52.

Paradoxalement, cette décision de la gauche vénézuélienne de se lancer dans la lutte armée va ultimement permettre au bloc hégémonique puntofijiste de se renforcer. Tout d'abord, la purge des factions radicales des principaux partis va donner à ces derniers une plus grande homogénéité, tout en en accroissant également la discipline interne. Ensuite, le recours à des moyens antidémocratiques de la part de la gauche radicale permet d'en « légitimer » la répression de la part du régime et justifie également son exclusion des rares postes décisionnels qu'elle occupait, en particulier dans le mouvement syndical.[57] Enfin, la crainte inspirée par la révolution cubaine pousse également les secteurs les plus conservateurs à revoir leur position vis-à-vis d'un système démocratique qui semble en mesure d'en sauvegarder, *in fine*, la plupart des intérêts fondamentaux. C'est d'ailleurs dans ce contexte qu'il faut replacer les arrangements prévus par les pactes. Ceux-ci vont en effet jouer un rôle fondamental dans la stabilisation du nouveau modèle hégémonique, en en déterminant à l'avance les principaux paramètres et notamment la place à laquelle chacun pourra prétendre en termes de représentation, d'accès au pouvoir décisionnel et de défense de ses intérêts. C'est ainsi que l'armée, la bourgeoisie et l'Église vont être finalement amenées à voir dans la social-démocratie puntofijiste un moindre mal face à une éventuelle révolution communiste.

De son côté, la gauche vénézuélienne va payer cher les erreurs d'appréciations qui l'ont poussée à se lancer dans une aventure militaire au résultat pour le moins incertain. En effet, le Venezuela n'est pas Cuba et les insurgés vont sous-estimer l'attachement de la population à un régime qui, malgré tous ses défauts, ressemble peu à la dictature de Baptista, tout en surestimant au même moment la portée subversive des troubles sociaux qui entourent les débuts de la transition.[58]

Le mandat de Betancourt est ainsi le théâtre d'une âpre lutte hégémonique marquée par les tentatives (maladroites) de la gauche de tirer profit d'une situation sociale potentiellement révolutionnaire et par le déploiement parallèle, cette fois de la part des forces réformistes, de toutes les ressources (répressives, financières, institutionnelles) dont elles disposent – en particulier à travers leur contrôle de l'appareil étatique - pour chercher à consolider leur domination. La répression qui va s'abattre sur les forces de gauche, ainsi que sur les nombreuses manifestations de mécontentement social qui se multiplient à travers le

[57] Celui-ci ne se remettra d'ailleurs jamais vraiment de ces divisions partisanes, qui auront rapidement raison de l'esprit d'unité affiché durant les débuts de la transition. En 1961, le PCV et le MIR forme ainsi la CUTV (*Central Unitaria de Trabajadores de Venezuela*), supposée représenter la « vrai » CTV, mais dont la perte d'influence continue au sein du mouvement syndical vénézuélien ne fera que renforcer l'isolement croissant de la gauche sur la scène politique nationale dans les décennies à venir.

[58] La gauche va surtout surestimer le rôle joué par la classe ouvrière dans ces affrontements, ceux-ci étant surtout le fait de groupes étudiants ultra-radicaux et d'habitants des *barrios* en proie au chômage et au mal logement (Carvallo et al., 1981 : 582-583 ; Ellner, 2008a : 64-71).

pays, sera en effet implacable et n'aura rien à envier aux méthodes jimenistes. Néanmoins, à l'inverse cette fois de la situation qui caractérisait la dictature, cette dimension coercitive de l'action gouvernementale va également s'accompagner de mesures destinées à gagner l'adhésion des classes populaires au nouveau régime,[59] ainsi qu'à en canaliser les revendications à travers les canaux étatiques prévus à cet effet (généralement sous contrôle partisans), de manière à en limiter au maximum l'expression autonome.

C'est donc un tout nouveau « bloc historique » national qui voit le jour sous Punto Fijo et qui va tranquillement établir son hégémonie sur la société vénézuélienne autour d'une alliance entre des forces « modernisatrices », dont les classes moyennes, à travers leurs contrôle des principaux partis politiques, constituent l'élément dominant. Le cœur de ce projet repose sur une stratégie d'industrialisation dont ce sera à l'État de garantir l'orientation et la viabilité. On retrouve ici le consensus « cépalien » exprimé dans le « *Programa Mínimo* » de 1958 et qui établit la centralité de l'État dans l'impulsion et l'orientation d'un développement économique *autocentré et inclusif*. Sous le coup de cette idéologie « nationaliste », les Gouvernements successifs, à commencer par celui de Betancourt (1959-1964) vont ainsi chercher à obtenir une part de plus en plus importante de la manne pétrolière et, plus largement, à subordonner progressivement ce secteur clé aux exigences du développement national, jusqu'à en prendre entièrement le contrôle lors de la nationalisation de 1976, sur laquelle nous reviendrons. Cependant, loin de constituer une fin en eux-mêmes, les revenus pétroliers sont surtout perçus comme devant servir à soutenir le processus d'industrialisation[60], véritable centre névralgique autour duquel va s'orienter la stratégie économique du Venezuela à partir de 1958. L'objectif sera en effet d'amener progressivement l'économie vénézuélienne à se diversifier et à s'auto-suffire, rendant dès lors de moins en moins nécessaires l'intervention étatique et la distribution de la rente pétrolière. Toutefois, en attendant, ces deux éléments vont jouer à plein. Citant une étude de H. Silva Michelena, López-Maya nous apprend que « pour que la classe capitaliste vénézuélienne investisse 1 bolivar en accumulation productive, il faut que l'État dépense 2 bolivar en infrastructure, communication, exonération de matière première, subsides et prêts » (López-Maya *et al*.,

[59] Parmi celles-ci, notons en particulier l'adoption d'une réforme agraire qui, malgré de nombreux défauts, aura néanmoins le mérite d'adresser (du moins en partie) les préoccupations d'un secteur de la société vénézuélienne en proie à des conditions de vie extrêmement difficiles (sur ce point, voir Powell (1971)). Le lancement d'une stratégie d'industrialisation par substitution des importations (ISI) va également permettre de redresser la situation économique du pays et d'enrayer la montée dramatique du chômage, tandis que différentes législations seront adoptées successivement pour étendre considérablement les mécanismes de protection sociale.

[60] Cette idée est résumée dans la formule « sembrar el petroleo » (semer le pétrole), employée pour la première fois en 1936 par Arturo Uslar Pietri et qui sera, par la suite, souvent utilisée pour évoquer cette volonté de ne faire du pétrole qu'un *instrument* au service du développement et de la diversification de l'économie et de la société vénézuélienne (Melcher, : 65-66).

1989 : 38). Par ailleurs, l'État jouera également un rôle décisif dans l'atténuation des effets indésirables du mode d'industrialisation (inégalités, chômage structurel et étroitesse du marché), tout en prenant en charge une partie significative de la reproduction de la main d'œuvre à travers ses dépenses sociales (éducation, santé, logement, etc.) (p. 35-37).

Cette stratégie nationaliste va évidemment se heurter aux limites inhérentes à la position périphérique qu'occupe le Venezuela au sein de l'économie politique mondiale et qu'elle visera précisément à dépasser. La dépendance du pays face aux capitaux étrangers ou encore vis-à-vis de la technologie des pays développés l'empêche ainsi de se défaire de contraintes externes qui limitent sa capacité à se fixer pleinement ses propres objectifs de développement. L'enjeu sera dès lors pour le Venezuela d'accroître son autonomie au sein d'une économie mondiale qui lui est structurellement défavorable. La création de l'OPEP participera naturellement d'une telle tentative, dont l'implication ira d'ailleurs bien au-delà du seul contrôle sur les prix du pétrole, aussi important soit-il. L'objectif sera également géopolitique, puisque l'OPEP cherchera à se faire la voix du Tiers-Monde dans son ensemble, notamment à travers la promotion active, dans les années 70, d'un Nouvel Ordre Économique International (NOEI). C'est donc une relation éminemment tendue, contradictoire, qui va unir le Venezuela à l'économie mondiale et qui évoluera au fil du temps et des bouleversements internes et externes qui pourront en modifier le rapport de force. Ainsi les débuts de la période démocratique seront marqués par une certaine prudence dans le chef de l'administration vénézuélienne, qui se gardera bien de tout radicalisme nationaliste. Si Betancourt irrite les pétrolières en leur réclamant davantage de redevances, il leur fournit également d'importantes garanties quant au respect de leurs intérêts. De la même manière, la paix sociale qu'il installe entre autres par la subordination (souvent violente) du mouvement syndical vaut bien quelques concessions de la part des investisseurs étrangers en ce qui concerne, par exemple, l'imposition de barrières au commerce dans le cadre de l'ISI. Plus généralement, nous l'avons mentionné, le Venezuela jouira d'un soutien précieux de la part des États-Unis, qui y voient un contre-exemple utile au socialisme cubain, auquel ils sont donc prêts à accorder quelques concessions.

On va ainsi retrouver, au Venezuela, la plupart des caractéristiques de l'État « néomercantiliste – développementaliste » décrit par Cox en tant que forme d'État dominante, dans les pays du Tiers-Monde, durant la période de la Pax Americana.[61] En effet,

[61] Face à l'impasse qui caractérise la relation entre l'État et la société dans les « proto-État » des pays du Tiers Monde, cette forme d'État apparaitrait pour rompre le cercle vicieux et initier un développement qui reste toutefois tributaire, en dernière instance, des exigences de l'accumulation capitaliste au niveau mondial (Cox, 1987 : 230-244).

à l'image de ce qu'il s'est produit dans de nombreux pays à industrialisation tardive, l'inadéquation des structures socio-économiques héritées de la colonisation et l'absence d'incitatifs endogènes à la mise en marche d'un développement capitaliste ont contribué à faire de l'État l'instigateur et l'acteur central de ce développement au Venezuela. Nous l'avons vu, ce sont les classes moyennes et ouvrières urbaines qui ont impulsé le mouvement sur la base d'une idéologie *nationaliste* qui se voulait inclusive économiquement et politiquement. Or, cette réalité aura tendance à conférer à l'État une dimension « hypertrophique » (Mathias et Salama (1983) parlent d'État « surdéveloppé »), dans la mesure où ce dernier doit assurer non seulement la reproduction, mais également (et surtout) la *production* même des rapports sociaux capitalistes. Ceci permet notamment d'expliquer, du moins en partie, la subordination et la dépendance extrême qui caractérisera la société civile face à l'État vénézuélien.

En partie, car cette omnipotence de l'État s'explique également par des facteurs d'ordre culturel, lié au poids historique, en Amérique Latine, d'une représentation paternaliste de l'État, qui remonterait, selon López-Maya (1989 : 24-29), au type de gestion initiée par les conquistadors et renforcée ensuite par la tradition des caudillos. Selon elle, « les formes modernes de « l'État social » et de « l'État producteur » se lient avec un héritage culturel qui met l'accent sur le rôle protecteur de l'État (p. 27). L'importance, au Venezuela, de la ressource pétrolière renforce naturellement cette représentation étatique en lui conférant une dimension patrimoniale. L'État étant le propriétaire de la principale source de revenu de l'ensemble de la société (le pétrole), il est de ce fait considéré comme responsable du bien-être de ses citoyens. Le fait de disposer d'une rente aussi massive lui permet, par ailleurs, d'atténuer les confrontations directes entre groupes sociaux, en les transformant en demandes adressées à un État qui agit dès lors en tant que *distributeur* (et non *re*distributeur) de la ressource (López-Maya *et al*., 1989 : 36 ; Melcher, : 60-61). Ceci permet de poursuivre une stratégie de développement que Lopez-Maya qualifie de « polyvalente », dans la mesure où elle peut satisfaire différents acteurs sociaux et différentes activités économiques *simultanément*, l'État étant à même d'en absorber les coûts et les effets indésirables (López-Maya *et al*., 1989 : 35). Les fonctions contradictoires attribuées par O'Connor à l'État capitaliste (fonction d'accumulation et fonction de légitimation (cité dans López-Maya *et al*. (1989 : 36)) sont donc facilitées, du moins en apparence.

La dimension « populiste » de la forme d'État décrite par Cox est donc également visible au Venezuela dans le développement d'un État distributeur, corporatiste, au sein et/ou vis-à-vis duquel chaque acteur politique oriente et canalise ses demandes. Cependant,

l'importance des revenus pétroliers combinés aux effets de la dynamique des pactes vont générer une version plus stable et plus institutionnalisée de ce populisme dans le cas vénézuélien, en l'incarnant dans un régime multipartite (bien que fonctionnant davantage sur une base bipartite), dénué du personnalisme habituellement rattaché au populisme latino-américain.

L'hégémonie puntofijiste

Aux débuts particulièrement difficiles de l'administration Betancourt va ainsi succéder, à partir de 1964, une période de relative stabilité, facilitée notamment par le retour de la croissance économique et par l'essoufflement de l'insurrection armée. Cette situation va permettre à la domination puntofijiste d'acquérir sa dimension véritablement hégémonique, notamment à travers le développement d'un cadre institutionnel de type corporatiste à même d'assurer une distribution relativement inclusive de la rentre pétrolière. Ainsi, malgré les contraintes spécifiques qui pèsent sur le Venezuela en tant qu'État « périphérique », on va y retrouver la plupart des caractéristiques de la « social-démocratie » keynésienne qui constitue, à l'époque, le modèle hégémonique dominant, aussi bien à l'intérieur des États qu'au niveau de l'ordre mondial lui-même. Celle-ci repose essentiellement sur un *partage* des fruits de la croissance qui assure une certaine adhésion de la part des classes subordonnées à un système qui les domine, tout en fournissant à ce dernier un puissant combustible à travers la consommation de masse.

C'est donc dans ce contexte qu'il faut comprendre et interpréter le présumé « exceptionnalisme vénézuélien ». La croissance économique rendue possible, du moins dans un premier temps, par le soutien massif de l'État à l'accumulation de capital offre en effet des perspectives de mobilité sociale réelles (bien que limitées) et a dès lors tendance à faire passer une pauvreté et un chômage pourtant endémiques comme des situations temporaires au sein d'une société qui serait engagée irrémédiablement sur la voie du progrès (Lander, 2005 : 26 ; Ellner, 2008 : 51-87). En outre, étant donné les ressources fiscales considérables mises à la disposition de l'État par la rente pétrolière, les classes dominantes n'ont pas de raison de se sentir menacée par les aspirations des classes populaires, puisque le gouvernement est généralement en mesure d'y satisfaire sans augmenter le poids de la fiscalité (p. 51-87). Cette capacité distributive offerte à l'État par des revenus pétroliers massifs et son enracinement dans des arrangements institutionnels relativement inclusifs expliquerait ainsi le climat de relative harmonie sociale et raciale qui va prévaloir jusqu'à la fin des années 70, et qui

surprend lorsqu'on le compare avec les tensions vécues par les autres pays de la région au même moment. La dimension hégémonique d'une pareille situation est particulièrement explicite, dans la mesure où la domination d'un petit nombre est masquée par un ordre social en apparence universel, où chacun serait soumis aux mêmes règles, disposerait des mêmes chances de réussite, etc.[62]

Naturellement, les vertus supposées du modèle puntofijiste ont leurs limites et la vision idyllique qui en est proposée par les partisans de la thèse exceptionnaliste résiste mal à l'épreuve de la réalité. En effet, nous allons le voir, cette « harmonie » présumée sera loin d'être aussi absolue que ne voudront le laisser croire les observateurs les plus enthousiastes de la scène politique vénézuélienne, comme en témoigneront notamment la violence de la répression qui va s'abattre sur les partisans de la gauche révolutionnaire, ainsi que sur les manifestations périodiques de tensions sociales, certes « atténuées » par les booms économiques successifs, mais toujours bien présentes.[63] Par ailleurs, dans la mesure où cette stabilité - même relative – du puntofijisme constituera bel et bien une particularité notable du Venezuela au sein du panorama régional latino-américain, elle reposera toutefois sur un équilibre précaire, tributaire, en grande partie, de l'abondance de revenus pétroliers. Ceux-ci vont en effet permettre de pallier (mais pour un temps seulement) aux limites inhérentes à la réalité socio-économique du Venezuela de même qu'à soutenir un processus de développement en apparence dénué de « jeu à somme nulle ». Toutefois, ce faisant, le pétrole va également contribuer à développer, ou à renforcer, des tendances qui, à terme, finiront par miner les fondements mêmes du modèle en place.

Institutionnellement, ce dernier s'incarne d'ailleurs, nous l'avons dit, dans une forme de corporatisme clientéliste qui s'articule autour des partis politiques (en particulier l'AD et le COPEI), lesquels constituent les principaux organes de médiations entre l'État et la société civile. C'est particulièrement vrai en ce qui concerne les mécanismes de représentation des demandes populaires. Que ce soit à la campagne, dans les usines ou dans les barrios, l'État va en effet systématiquement privilégier les organismes affiliés aux partis officiels, ce qui va contribuer à une démobilisation progressive des milieux défavorisés dont les options vont se réduire à soutenir des groupes autonomes aux actions criminalisées (ou au mieux ignorées) ou

[62] Il est significatif de noter, à cet égard, que durant cette période, considérée par beaucoup comme « l'âge d'or » du Venezuela, la *distribution* des revenus n'a pas changé de manière notable, malgré une amélioration *générale* des conditions de vie de la population (Lander, 2005 : 22).

[63] López-Maya, Lander et Parker (2005) ont ainsi montré, dans une étude comparative portant sur les mobilisations populaires pendant et après Punto Fijo, que, contrairement à une idée reçue, celles-ci étaient probablement aussi fréquentes durant cette période que depuis l'arrivée au pouvoir de Chávez et qu'elles y étaient plus violemment réprimées, la différence majeure étant surtout qu'elles portaient généralement sur des revendications socio-économiques « immédiates » et non sur le système politique en lui-même.

alors s'en remettre à des canaux étatiques riches en ressources, mais qui en entretiennent la dépendance (financière et politique). Ainsi le mouvement syndical, suite à la marginalisation de la gauche en son sein durant les années 60, se retrouve-t-il plus que jamais soumis à l'influence des partis officiels. Le mandat de Leoni (1964-1969) se caractérise d'ailleurs par l'absence de conflits syndicaux majeurs, une première depuis 1936. Cette paix sociale relative n'est cependant pas entièrement attribuable au déclin de la gauche. Elle s'explique également par les espoirs suscités par l'élection le Leoni en 1964 (un candidat proche du mouvement syndical), lesquels seront rapidement suivis de mesures concrètes en faveur des travailleurs.[64] De plus, la portée du soutien dont jouit Leoni est à relativiser, comme en témoigne le troisième schisme qui interviendra au sein de l'AD en 67 et qui aura la sympathie de la majorité des syndicats adéquistes.[65] Néanmoins, ces frictions (tout comme celles qui opposent adéquistes et copéistes au sein de la CTV) relèveront davantage de luttes d'influence entre factions dirigeantes à propos de leur accès au pouvoir que de projets sociaux réellement antagonistes. La dispersion qui va en résulter au sein du mouvement syndical et la capacité de l'État à lui offrir des gains matériels concrets vont dès lors en limiter considérablement le potentiel d'action autonome.

Il en va de même en ce qui concerne le mouvement paysan. La réforme agraire de 1960 est en effet très loin de faire l'unanimité à la campagne et les conditions de vie des paysans demeurent exécrables, malgré quelques améliorations notables (Powell, 1970 : 17). Cependant ici aussi les logiques partisanes et les divisions au sein de la FCV (sans parler du clientélisme étatique et de la possibilité toujours présente d'émigrer en ville) l'emportent sur la constitution d'un pôle agraire unifié à même de défendre ses intérêts de manière autonome.

Les *barrios* vont également faire l'objet de stratégies clientélistes de la part du pouvoir, notamment afin d'y lutter contre l'influence considérable du PCV. Comme l'explique Fernandes (2010 : 46) :

> « […] the plans included self-help community projects that were heavily funded by the state. The AD built up a vast network of support in the barrios, including Comités de Barrios and Comités de Base. The AD government [also] sought to utilize the Juntas Promejoras as instruments of rule. […] In the 1970s, the Juntas de Vecinos were added to these organizations, as local institutions designed to attract resources and distribute them locally ».

[64] Les plus emblématiques concernent l'institutionnalisation de la participation syndicale dans la gestion des entreprises et la création d'une « Banque des Travailleurs », deux mesures que certains accuseront toutefois de favoriser la bureaucratisation du mouvement syndical (Ellner, 1993 : 38).

[65] Après la scission du MIR en 1960 et de l'ARS en 1962, c'est en effet au tour du MEP de se séparer de l'AD en 1967, toujours en raison de divergences quant à la « droitisation » progressive du parti.

Face à ces tentatives de cooptation et dans un contexte de criminalisation de la gauche, la lutte armée va finir par incarner l'unique option disponible pour les déçus du puntofijisme. Or, nous l'avons évoqué, la guérilla vénézuélienne va faire face à ses propres difficultés. La radicalité de sa posture en limite notamment les soutiens potentiels dans la population, ceux-ci se concentrant principalement dans les secteurs ultra-radicaux du mouvement étudiant, dans les *barrios* et à la campagne.[66] Or, la marginalité de cette base d'appui l'expose à une répression d'autant plus brutale qu'elle peut se draper d'une légitimité démocratique largement acceptée. Ainsi, malgré quelques victoires initiales, la défaite politique de la guérilla apparait rapidement comme inéluctable et pousse notamment le PCV à rechercher une solution négociée dès 1963. Il faudra cependant attendre 1968 et l'élection de Caldera pour assister à la réintégration des forces de gauche dans le jeu démocratique, sous l'auspice de sa politique de « pacification ».

Enfin, en ce qui concerne les autres acteurs clés du modèle hégémonique, leur intégration au cadre institutionnel puntofijiste va se faire selon différentes modalités. La bourgeoisie, à travers son principal organe de représentation, la FEDECAMARAS, disposera d'un accès direct (et autonome) au processus décisionnel, reflétant par là sa place privilégiée au sein du modèle hégémonique puntofijiste. Quant à l'armée et à l'Église, leur rôle politique est bien réel, mais sur des bases différentes. L'Église s'est vue garantir l'autonomie de fonctionnement qu'elle désirait et se garde dès lors d'intervenir directement dans l'arène politique. Elle agit plutôt à titre de garant moral du système démocratique. L'armée, quant à elle, trouve dans la lutte contre l'insurrection armée une occasion de surmonter ses contradictions internes et de redéfinir son rôle au sein de la société. Le quasi-monopole qui lui est accordé dans l'organisation de la répression la rassure quant à son avenir. Même les secteurs les plus conservateurs prennent conscience des avantages qui découlent de son inscription dans le nouveau cadre démocratique (existence d'un ordre légal légitime, base d'opinion large, alliance précieuse avec les partis et les syndicats pour mener la répression). Par ailleurs, le pacte conclu entre l'État et l'institution militaire assure à cette dernière une place au sein des appareils d'État, ainsi que, comme pour les autres membres de l'alliance au pouvoir, la prise en compte de ses intérêts spécifiques (équipements, formation, etc.).

[66] Paradoxalement, les appuis de la guérilla au sein du mouvement ouvrier vont en effet se révéler extrêmement faibles, ce qui constituera indéniablement une de ses plus grandes faiblesses.

Contradictions structurelles de l'hégémonie puntofijiste

Plusieurs éléments permettent d'affirmer qu'en 1968, l'hégémonie puntofijiste a atteint, en quelque sorte, son plein potentiel. Les élections qui ont lieu cette année-là voient en effet le candidat du COPEI, Rafael Caldera, l'emporter sur l'AD, marquant la première défaite électorale du parti populiste qui paye cher les divisions successives qui ont accompagné son recentrage à droite durant ses 10 années au pouvoir. Or, cette première alternance se passe dans le calme et par ailleurs, contre toute attente, Caldera va gouverner au « centre ».[67] Néanmoins, outre qu'il faille ici encore relativiser la portée de l'adhésion de la population à l'hégémonie puntofijiste[68], celle-ci est également traversée de contradictions structurelles « endogènes » dont les effets vont commencer à se faire sentir dès la fin des années 60, en particulier à travers les problèmes rencontrés par la stratégie de développement. En effet, après des débuts prometteurs[69], l'industrialisation par substitution des importations (ISI) se heurte vite aux limites caractéristiques de ce type de développement, lesquelles ont pu s'observer, sous des modalités diverses, dans la plupart des pays ayant opté pour cette stratégie. Naturellement, cette « stagnation » de la stratégie d'ISI, que certains datent, pour le Venezuela, de 1968, ne peut en aucun cas s'interpréter comme l'expression de facteurs purement économiques (à supposer qu'une telle chose existe) ou de contradictions « objectives » inhérentes à l'ISI.[70] Il s'agit plutôt d'une conjonction de contraintes

[67] Son mandat se caractérisera en effet par des nationalisations d'industries clés, par l'établissement de liens diplomatiques avec le bloc soviétique ou encore par la politique de « pacification », consistant notamment en la légalisation du PCV et du MRI, bannis en 1962, en échange de la reconnaissance, de leur part, de la légitimité du système démocratique. Il n'est bien sûr pas anodin que ces politiques prennent place à l'apogée du keynésianisme sur le plan mondial et dans un contexte d'autonomisation croissante du Tiers-Monde.

[68] Des révoltes étudiantes éclatent ainsi dans la lignée de mai 68, dont l'intensité iront jusqu'à forcer le gouvernement Caldera à envoyer l'armée sur le campus de l'Université Central du Venezuela, en 1970, révélant du même coup les limites de la tolérance du régime face aux défis posés à sa légitimité. De la même manière, l'expulsion du prêtre radical belge Francisco Wuytack, en raison de son implication dans la lutte des habitants des *barrios* pour de meilleurs logements, des emplois, l'accès à l'école, etc., démontre non seulement que ces problèmes sont loin d'avoir été éliminés sous le puntofijisme, mais surtout que l'État n'est pas en mesure de leur apporter des réponses autres que répressives. Même au sein du propre parti de Caldera, le COPEI, un mouvement de contestation inspiré de la théologie de la libération va émerger vers la fin des années 60 et contester ouvertement les injustices sociales qui continuent de ronger le pays.

[69] Le PIB croit ainsi de 10,2% annuellement entre 62 et 65 et de 4,7% entre 65 et 69. Les protections douanières permettent la conquête du marché national (la part des importations dans la consommation finale des ménages passe de 34,7% en 57 à 12,9% en 64). Enfin, le secteur manufacturier, en termes d'emplois, montre des résultats impressionnants, même s'ils demeurent insuffisants pour absorber toute la main d'œuvre disponible. Entre 60 et 69, sa participation dans la population active passe ainsi de 10,9% à 16,9% (de 253000 à 496000) (López-Maya *et al*., 1989 : 40).

[70] De nombreux économistes libéraux ont ainsi reproché le protectionnisme inhérent à cette stratégie et ont attribué son échec à son irrespect de « lois » économiques telles que les avantages comparatifs ricardiens, laissant totalement de côté, par exemple, le rôle des rapports de force dans la conduite de l'économie mondiale. À l'inverse, des auteurs comme Naomi Klein (2008) ont plutôt eu tendance à dénoncer le rôle joué par les

internationales et de contradictions liées au contexte socio-économique et politique du Venezuela.

Ainsi, un des principaux problèmes auquel le pays doit faire face – l'incapacité de son industrie à s'auto-soutenir – tient autant à la situation « objective » du Venezuela au sein de l'économie mondiale, qu'à la réalité de son cadre institutionnel ou aux politique économiques poursuivies par les gouvernements successifs. En effet, dans la mesure où les dépenses d'investissements sont orientées presqu'exclusivement vers l'importation de biens d'équipement étrangers, elles n'entrainent que peu de retombées pour l'économie nationale, limitant ainsi les possibilités d'entrelacements des différents secteurs productifs (López-Maya *et al*., 1989 : 40-43 ; Melcher, : 70) et menant aux fameux « cul-de-bouteilles ».[71] Par ailleurs, les schémas de production et de consommation sont calqués sur ceux des pays industrialisés. L'abondance de devises et les politiques publiques visant à favoriser le développement du secteur productif (ex. : exemptions douanières massives pour l'importation de biens de capitaux) permettent ainsi l'importation et l'acquisition d'équipement industriel de technologie avancée, mais dont la production s'oriente surtout vers les couches minoritaires de la population disposant de hauts revenus et qui se caractérisent en outre par leur faible capacité d'absorption de main d'œuvre (López-Maya *et al*., 1989 ; Melcher, : 72). D'où un excès chronique de capacités productives et des faibles taux de productivité. L'ISI renforce également la proportion de biens intermédiaires et de capitaux dans les importations, lesquels sont plus difficilement substituables que les biens de consommation finale (López-Maya *et al*., 1989). Cela crée donc une dépendance rigide aux devises ainsi qu'à leur source principale : le secteur pétrolier. Lorsque les revenus pétroliers diminuent, c'est la crise. Les variations dans les revenus tirés du pétrole sont d'autant plus problématiques qu'elles sont en décalage avec l'investissement industriel. Les hausses de revenus suscitent une hausse de la demande interne que l'industrie ne peut généralement pas satisfaire directement, ce qui pousse cette demande à « déborder vers l'extérieur ». Par la suite, lorsque les capacités productives rattrapent le coup, la demande est souvent déjà engagée dans une phase de contraction, renforçant les problèmes de capacités oisives et de faible productivité (López-Maya *et al*., 1989).

---

puissances occidentales (États-Unis en tête) dans l'échec de ces stratégies en en minimisant souvent les propres contradictions internes.

[71] Il s'agit d'un problème typique de l'ISI, qui découle de l'absence de « symbiose » dans le développement des différents secteurs productifs et de l'étroitesse caractéristique du marché national. De manière chronique, certaines branches industrielles se retrouvent donc dans une impasse, qu'il revient généralement à l'État de débloquer, souvent à travers une stratégie de « fuite en avant ».

Il apparait dès lors que l'industrialisation produit en fait le résultat inverse de ce qui était recherché. La croissance favorise en effet la concentration de la richesse, tout en laissant de côté une proportion significative de travailleurs potentiels. Au lieu de mener graduellement à une économie auto-suffisante, libérée d'une trop grande dépendance envers l'État et les revenus pétroliers, ces deux dimensions ne font au contraire que se renforcer. Plutôt que de compléter harmonieusement les tendances spontanées du modèle de développement, l'action de l'État doit surtout en contrer les effets négatifs, tout en continuant d'en stimuler la croissance par différents moyens. Dès lors, l'hypertrophie du secteur public, le contrôles des prix, la hausse des dépenses sociales ou encore les restrictions aux importations apparaissent comme autant de mesures *nécessaires* au soutien de l'offre *et* de la demande. Mais outre que ces mesures reposent, pour la plupart, sur la disponibilité fluctuante de la manne pétrolière, toute action qui vise à maintenir, en l'état, le rythme de l'industrialisation, contribue inévitablement à en renforcer les contradictions et effets négatifs à long terme.

Ces contradictions « objectives » de l'ISI sont naturellement renforcées par la réalité du cadre institutionnel puntofijiste, qui favorise les comportements rentiers et l'omniprésence d'un État chargé de pallier à *toutes* les contradictions, internes comme externes. Les arrangements institutionnels qui ont permis la stabilisation du modèle hégémonique lors de la transition démocratique de 1958, vont ainsi finir, à la longue, par en miner la légitimité. Les pactes originaux ont certes subi diverses modifications au gré des évolutions de la conjoncture[72], mais leur esprit initial est demeuré largement intact et avec lui l'idée que chaque acteur politique reconnu par les pactes peut revendiquer légitimement une part du pouvoir. Ceci a donc pour conséquence de « fossiliser » la scène politique en l'empêchant d'évoluer en même temps que le reste de la société, dont elle s'isole dès lors de plus en plus. C'est d'autant plus le cas que l'homogénéisation idéologique opérée au gré des purges internes aux partis et de la marginalisation de la gauche a fini, nous l'avons vu, par réduire considérablement le spectre des alternatives offertes aux différents secteurs de la société (en particulier les plus défavorisés) pour la prise en compte de leurs demandes, avec des conséquences de taille pour la suite des événements. Le discrédit de la gauche radicale se double en effet d'une absence croissante de relai et de représentation des réalités et aspirations des classes populaires. Tant que les perspectives de croissance leur permettent de se « calquer » sur celles des classes moyennes et de participer du même « mythe » d'une société

[72] Que ce soit la polarisation croissante de la scène politique autour des seuls AD et COPEI ou encore l'assouplissement du principe de participation directe à l'exercice du pouvoir pour les acteurs reconnus par les pactes.

irrémédiablement en progrès, le système tient, malgré (ou grâce à) une démobilisation politique notable des secteurs populaires.[73] Mais lorsque ces perspectives vont s'enrayer et que la dissonance deviendra trop forte entre le discours et la réalité, les partis de gauche ne seront pas plus en mesure que les autres de proposer une alternative, ayant dû abandonner leur potentiel radical pour réintégrer le jeu démocratique. Ceci expliquera probablement que l'alternative provienne, à travers le chavisme, de l'extérieur du système de parti, ce dernier parvenant à mobiliser des secteurs qui s'étaient tout simplement détournés de la politique.

Ainsi, au fur et à mesure que le tissu social se complexifie, les mécanismes de représentations hérités de 1958 deviennent de plus en plus désuets. Les voies d'accès au pouvoir prévues par les pactes sur la base de la configuration des rapports de force qui prévalait au moment de la transition deviennent progressivement des privilèges dont chaque acteur exige le respect. Les tendances clientélistes inhérentes à un tel système sont renforcées par le caractère rentier de l'État et se combinent aux contradictions caractéristiques de la stratégie de développement vénézuélienne, dont la dépendance croissante aux revenus pétroliers, ainsi qu'à l'État, comptent parmi les illustrations les plus dramatiques.

[73] Cette « démobilisation » concerne évidemment la scène politique « officielle » qui ignorera de plus en plus les aspirations particulières des secteurs populaires. La réalité des *barrios* est quant à elle beaucoup plus complexe. Nous allons le voir, entre cooptation clientéliste et résistance, il existera en effet une gamme infinie de mobilisations populaires durant le puntofijisme, que le chavisme sera, par la suite, particulièrement habile à exploiter.

3. Crise hégémonique et contre-offensive néolibérale

Les doutes quant à la pertinence de la stratégie de développement poursuivie au Venezuela apparaissent ainsi dès le début des années 70, dans la mesure où les différentes impasses auxquelles aboutit l'ISI se font de plus en plus problématiques. Cette situation semble dès lors plaider pour une révision, ne fut-ce que partielle, du modèle poursuivi et on commence effectivement à s'interroger, çà et là, sur les effets néfastes lié au monopole du pétrole sur l'économie vénézuélienne, de même que sur les dysfonctionnements entourant la distribution de la rente pétrolière par un État de plus en plus envahissant (López-Maya *et al*., 1989 : 42-51).

Mais loin de pouvoir se comprendre sur la seule base de la situation vénézuélienne, ces débats s'inscrivent également dans un contexte plus large de remise en question, à l'échelle de la planète, de la plupart des arrangements issus de l'après-guerre, sous le coup de l'exacerbation de leurs propres contradictions internes. Nous l'avons déjà évoqué, les années 70 vont en effet être le théâtre de multiples bouleversements qui amèneront notamment des auteurs comme Robert Cox à y voir l'expression d'une véritable *crise organique mondiale* observable tant sur les plans matériels, qu'idéologiques et institutionnels (Cox, 1987 : 273-308). Les principales manifestations de cette crise sont trop connues que pour être rappelées ici dans le détail et les débats quant à leurs origines et significations, bien qu'intéressants, sortent du cadre de ce mémoire. Nous nous contenterons simplement d'en souligner brièvement les grandes caractéristiques autour desquelles il existe un consensus relativement large, mais surtout dont les incidences sur le Venezuela vont nous permettre de mieux en cerner les évolutions particulières au cours de cette période charnière que vont constituer les décennies 70-80.

On pourrait ainsi résumer la situation mondiale qui caractérise les années 70 par 3 éléments qui en illustrent bien les dynamiques sous-jacentes. Tout d'abord*, l'exaspération généralisée des compromis keynésiens qui ont caractérisé les « Trente Glorieuses ».* Les économies du centre vont en effet être confrontées à un ralentissement généralisé de la croissance, une combinaison jusque-là inédite de chômage et d'inflation et l'apparition de crises fiscales structurelles. Dans ce contexte, les politiques traditionnelles de soutien de la demande paraissent inefficaces, voire même contre-productives, et le modèle économique interventionniste qui les a inspiré en ressortira lourdement discrédité.

En ce qui concerne les économies périphériques, là où elle est appliquée, la stratégie d'ISI se heurte également à de sérieuses limites, à l'image de ce que nous avons décrit pour le

Venezuela. La dépendance économique, technologique et financière vis-à-vis du centre demeure extrêmement forte et seul un endettement extérieur de moins en moins soutenable permet de pallier momentanément aux contradictions fondamentales du modèle, notamment à travers sa distribution clientéliste par un État omniprésent. Cette logique va être poussée à son paroxysme à la suite du choc pétrolier de 1973, qui va mettre à la disposition de ces États une surabondance de liquidités bon marché, leur permettant dès lors de différer la pleine réalisation d'une crise structurelle latente.[74]

Le deuxième élément marquant de la décennie 70 est sans aucun doute *le déclin relatif qui s'observe dans le chef de la superpuissance américaine* sous le coup de différents facteurs (défaite au Vietnam, dévaluation du dollar, concurrence japonaise et européenne, etc.). Ceux-ci la rendent de moins en moins apte à assumer les coûts financiers et militaires de son hégémonie, comme en témoigne la suspension unilatérale de la convertibilité en or du dollar par l'administration Nixon en 1971, laquelle signera la fin du système de change fixe hérité de Bretton Woods. Cette situation contribuera dès lors *à internationaliser la crise économique*, tout en fragilisant un ordre institutionnel mondial dont la dimension consensuelle se fait chaque jour moins évidente.[75]

Enfin, cette tendance est également renforcée par les débuts (certes encore timides) *d'un processus de globalisation caractérisé, notamment, par la montée en puissance d'acteurs économiques transnationaux* (FMN, institutions financières) qui, bientôt aidés par l'essor fulgurant des « nouvelles technologies de l'information », vont progressivement redéfinir la nature même des rapports de force mondiaux, contribuant dès lors, à leur manière, à la marginalisation croissante du modèle institutionnel stato-centré issu de Bretton Woods.

Dans ce contexte, nous l'avons dit, le Venezuela va surtout profiter, du moins dans un premier temps, du « relâchement » qui intervient dans l'hégémonie mondiale, lequel entraine une amélioration presque « mécanique » de sa position relative sous le double effet de la stagnation économique du « Nord » et du boom pétrolier qui fait suite à la crise de 1973. Dès lors, malgré les (timides) débuts de remise en question qui sont apparus fin des années 60, début 70, au sujet de la stratégie de développement poursuivie depuis1958, le boom pétrolier va plutôt entrainer un approfondissement sans précédent du paradigme développementaliste et

[74] Cette période verra d'ailleurs l'apogée du projet tiermondiste de NOEI, porté notamment par une OPEP au somment de son influence, mais dont le « succès » relatif reposait en réalité davantage sur la fragilité du centre que sur la solidité interne du « bloc » qui le défendait. Ceci expliquera notamment la violence du « retour de bâton » qui interviendra à partir de 1982 avec l'éclatement de la crise de la dette.

[75] On assiste, par exemple, à un retour en force du protectionnisme et du mercantilisme qui fragilise grandement la mission que s'était fixé le GATT. De la même manière, la Banque Mondiale et le FMI sont de plus en plus décriés (tant à droite qu'à gauche) et leur position centrale dans l'ordre institutionnel de Bretton Woods se voit sérieusement remise en question (Dezalay et Garth, 2002 :152-154).

la croyance, plus que jamais présente dans l'imaginaire du pays, que celui-ci est sur le point de faire partie des « Grands ». Deux éléments majeurs vont toutefois entrainer des différences *qualitatives* de taille par rapport à la situation qui prévalait au Venezuela depuis 1958. Tout d'abord, l'ampleur des ressources rendues disponibles par l'afflux massifs de revenus pétroliers va pousser le degré et l'étendue de l'intervention de l'État dans l'économie à des niveaux inégalés. Lorsqu'il s'installe à la présidence de la République en 1974, c'est-à-dire en plein boom pétrolier, Carlos Andres Pérez va en effet initier une série de mesures fortement interventionnistes, qui auront un impact considérable sur la structure de l'économie et de la société vénézuélienne.[76] Parmi celles-ci, la nationalisation du secteur pétrolier est sans doute l'une des plus décisives et elle nous amène d'ailleurs à exposer la deuxième évolution majeure intervenue dans le modèle de développement vénézuélien ; l'ajout du rôle de *producteur* à celui de rentier-distributeur traditionnellement assumé par l'État. Comme l'indique Lopéz-Maya (1989 : 45) :

> « S'il est vrai que l'État s'occupait déjà d'activités productives, jusqu'alors celles-ci pouvaient être considérée comme dérivées ou « subsidiaires », [...] La différence c'est que maintenant l'État devient propriétaire et *directement responsable* de la base fondamentale de l'économie vénézuélienne : l'industrie pétrolière. Ça implique [...] sa conversion en organisateur de la production, en acteur décisif pour orienter le développement futur du pays. »

Plus que jamais, c'est donc l'État qui apparait comme le moteur incontournable de la modernisation du pays. La disponibilité d'une manne pétrolière en apparence inépuisable lui confère ainsi une dimension presque « magique ». Tout lui semble en effet possible. Éradiquer la pauvreté, développer une industrie de pointe, résoudre les problèmes de logement, rien n'est trop ambitieux pour satisfaire une société de plus en plus persuadée de faire désormais partie du club des « Nations prospères ». Cette conviction se traduit d'ailleurs également sur le plan international où l'administration de CAP va être particulièrement active dans la promotion d'une politique volontariste et ouvertement « tiermondiste », comme en témoignent son rapprochement opéré avec Cuba ou encore le rôle clé joué par le Venezuela dans la mise sur pied du Secrétariat Économique pour l'Amérique Latine (SELA), une instance panaméricaine devant œuvrer, sans les États-Unis, à l'autonomisation économique du sous-continent (Ellner, 2008a : 371). Ces velléités d'indépendance sont toutefois à relativiser, dans la mesure où elles ne dépasseront jamais certaines limites importantes. Elles n'iront ainsi

[76] Pour une description de ces mesures, qui vont d'une politique active de plein-emploi et de protection sociale à un soutien massif à l'investissement privé, voir Ellner (2008a : 71-77).

jamais jusqu'à prôner une rupture complète avec les États-Unis (loin de là), pas plus d'ailleurs qu'avec les structures fondamentales de l'ordre économique international (Boyer, 2011). Il s'agit plutôt, pour le Venezuela, d'œuvrer à un rééquilibrage *à l'intérieur même* de l'ordre en vigueur, plutôt que d'en proposer une refonte radicale, ce qui reflète en définitive une configuration des forces sociales vénézuéliennes peu propice à la formulation d'un nouveau projet hégémonique.

Ainsi, malgré l'euphorie ambiante, les fragilités fondamentales de l'économie vénézuéliennes vont demeurer, voir s'aggraver. C'est notamment le cas des inégalités, qui se creusent en l'absence d'une politique réelle de *re*distribution des revenus et ce, bien que tous les secteurs de la société vénézuélienne bénéficient, à des degrés divers, du boom pétrolier.[77] Les problèmes de décalage entre capacités productives et demande continuent également de se poser, comme en témoignent la dépendance toujours croissante aux importations ou encore la récession de 1977 (López-Maya *et al*., 1989 : 48). L'inflation devient par ailleurs de plus en plus problématique et les investissements pharaoniques entrepris par l'État, notamment dans les secteurs de l'aluminium ou de l'électricité, entrainent une explosion de l'endettement public, qui n'est soutenable que dans la mesure où les prix du pétrole demeurent élevés, ce qui ne peut évidemment être le cas indéfiniment (Ellner, 2008a : 71-77). Tout ceci contribue dès lors à une exacerbation des contradictions inhérentes au modèle puntofijiste, laquelle trouve également son expression sur les plans politiques et sociaux.

Nous avons ainsi déjà exposé les problèmes liés au clientélisme ou encore à la « fossilisation » de la scène politique, qui se manifestent dès la fin des années 60 et qui découlent de l'omniprésence d'un État rentier au Venezuela, accompagné du système de pactes caractéristique de la démocratie puntofijiste. La décennie 70 verra ces tendances se renforcer sous le coup de l'explosion des revenus pétroliers et du gigantisme étatique auquel elle va donner lieu. Plus que jamais, l'État est l'acteur central autour duquel s'oriente et s'organise l'*ensemble* de la vie politique du Venezuela. Les partis politiques (en particulier l'AD et le COPEI, dont le « pacte institutionnel » conclu en 1968 vient consolider l'hégémonie, dans la lignée de « l'esprit » de Punto Fijo (López-Maya *et al*., 1989 : 89-90)) continuent de servir de lien privilégié entre les différents secteurs de la société et les instances décisionnelles gouvernementales. Toutefois, leur suprématie s'érode quelque peu au profit d'une complexification des mécanismes de représentation institutionnelle qui tend vers une

[77] Le PIB par habitant est alors le plus élevé d'Amérique Latine et « seul » 17% de la population est considéré comme pauvre (Wilpert, 2007 : 11-12).

forme de corporatisme dans laquelle c'est surtout l'État – et donc l'exécutif – qui joue le rôle d'arbitre *et* de distributeur de la ressource.

Par ailleurs, la disparition de la menace « existentielle » que faisait peser la guérilla sur le système de Punto Fijo à ses débuts, qui découle de la défaite de la gauche et de sa réintégration dans le fonctionnement démocratique, entraine, paradoxalement, un relâchement dans l'unité de l'alliance au pouvoir et une complexification des positions et intérêts défendus par les différents secteurs qui la composent. On peut y voir un effet de l'autonomisation du fonctionnement institutionnel par rapport aux dynamiques objectives et subjectives, dont les institutions sont pourtant censées assurer la concordance en situation d'hégémonie.[78] Ce phénomène s'observe notamment au sein du mouvement syndical, qui, à l'image de la CTV, se diversifie, se complexifie et s'autonomise graduellement (même si c'est de manière limitée) de la tutelle des partis (López-Maya *et al*., 1989 : 91-93). L'institutionnalisation formelle de la participation syndicale dans le courant des années 70 va naturellement jouer un rôle important dans cette autonomisation, de même que l'ouverture de la CTV envers d'anciens représentants de la gauche radicale dans le but de combattre son image d'instrument de l'AD. Néanmoins, les largesses financières de l'État et des mesures gouvernementales favorables à la classe ouvrière (introduction d'un salaire minimum, passage d'une législation durcissant les conditions de licenciement) vont sérieusement limiter la combativité du mouvement syndical sous l'administration de CAP.

Le secteur entrepreneurial quant à lui, traditionnellement plus indépendant vis-à-vis du système de partis, voit également sa base se diversifier et développer des revendications corporatistes de plus en plus variées et parfois même contradictoire (p. 83-84). Quant à l'armée, à partir de la décennie 70, son rôle antisubversif perd de l'importance et ses fonctions commencent à changer. On assiste à une professionnalisation de l'institution et au passage d'une mission contre-insurrectionnelle à un fonctionnement orienté davantage autour de la formation technologique et scientifique (p. 85-86). La structure éducative de l'institution s'élargit et se complexifie (création de l'*instituto de Altos Estudios para la Defensa Nacional* en 70, ainsi que de l'institut universitaire polytechnique des forces armées destiné à appuyer les plans d'industrialisation militaire). Ceci entraine une plus grande participation militaire dans l'appareil étatique, mais également, à l'inverse, une plus grande participation civile dans les institutions militaires (López-Maya *et al*., 1989 : 85-86). À la fin des années 70, cette

[78] Selon la trialectique coxienne exposée ci-dessus.

situation aboutit à de profonds changements dans la composition et les objectifs du secteur militaire.[79]

Parallèlement à ces évolutions qui affectent les acteurs composant le cœur de l'alliance hégémonique, il est également important de mentionner celles qui interviennent en-dehors de celle-ci et qui consiste soit en l'apparition de *nouveaux* acteurs, soit en la reconfiguration d'éléments plus anciens. En ce qui concerne ces derniers, on évoquera principalement les bouleversements qui agitent la gauche radicale dans la lignée de la politique de « pacification » amorcée en 1968. Le PCV se voit à nouveau légalisé en 1969 et le MIR en 1973, en échange de l'acceptation, de leur part, de la légitimité et des paramètres du modèle démocratique. Il s'agit évidemment d'une défaite stratégique et idéologique de taille pour la gauche, dont elle ne se remettra jamais entièrement. Sortis extrêmement affaiblis et isolés d'une décennie de lutte armée et de répression féroce, les partis révolutionnaires vont dès lors surtout chercher à se refaire une place au sein du jeu politique vénézuélien, en se concentrant prioritairement sur les questions institutionnelles, au détriment de leurs revendications traditionnelles de refontes radicales des structures socio-économiques (Ellner, 2008a : 75-76). La création du MAS, en 1971, par une frange dissidente du PCV incarne toutes les ambigüités et les limites d'une telle stratégie. C'est sur la base d'une critique du dogmatisme et de ce qui est perçu comme un renoncement à voir le socialisme réalisé dans un futur proche, que le MAS rompt avec le PCV (p. 70). Inspirés par l'influent mouvement Eurocommuniste, ses partisans souhaitent refonder une gauche innovante (ils se réclament ainsi d'un « communisme de nouveau type »), à même d'offrir une véritable alternative au bipartisme puntofijiste et susceptible, grâce à un meilleur ancrage dans la société, de faire advenir « le socialisme de son vivant ».[80] Si cette initiative donnera effectivement un vent de fraîcheur à une gauche vénézuélienne moribonde, elle ne parviendra jamais vraiment à dépasser l'enthousiasme initial, ni à aller au-delà de sa base d'appui dans les classes moyennes et de ses revendications essentiellement institutionnelles, ce qui lui aurait permis d'incarner une alternative crédible, notamment pour des secteurs marginalisés dénués de représentation politique, dotée de chances réelles d'accès au pouvoir.

[79] Lopez-Maya (1989 : 85-86) y distingue alors quatre tendances :
- un groupe constitutionnaliste favorable au statu quo.
- un groupe conservateur minoritaire, lié à des intérêts économiques internes et externes et qui prône une relation plus étroite avec les États-Unis.
- un groupe « dissident » qui intègre l'armée pour s'éduquer et s'élever socialement avant de repasser à la vie civile.
- un groupe radical minoritaire, qui considère que 20 ans de démocratie n'ont pas su aider la majorité de la population et qui prône un changement de pouvoir au niveau national.

[80] En référence au slogan utilisé par le MAS pour se distinguer d'un PCV accusé d'avoir délaissé l'idéal révolutionnaire de ces débuts (Ellner, 2008a : 70).

La décennie 70 voit ainsi la gauche se cantonner à un rôle simplement *correctif* des excès du modèle en vigueur, dans une perspective essentiellement collaborationniste. Cette tendance sera d'ailleurs renforcée par le « virage à gauche » engagé sous la présidence de Carlos Andres Pérez, qui, bien que relatif (Ellner, 2008a : 71-77), se heurte à une réaction extrêmement virulente de la part des secteurs conservateurs de la société vénézuélienne, qui y voient un risque de « débordement » populiste (p. 71-77). On est alors au tout début d'une contre-offensive conservatrice (menée, à l'échelle du globe, sous la bannière du néolibéralisme), qui voit dans le poids croissant accordé aux syndicats et à l'État une menace de plus en plus réelle aux privilèges des classes supérieures. Galvanisée par le contexte de crise du keynésianisme qui caractérise cette période et sur laquelle nous reviendrons, celles-ci vont dès lors chercher à discréditer le modèle économique et social mis en place depuis près de 30 ans. Observable au Venezuela, cette situation pousse les partis de gauche à soutenir le programme économique et social du président Pérez (nationalisation, interventionnisme économique, protection sociale, etc.), contribuant par là un peu plus à limiter leur potentiel radical.

À côté de ces reconfigurations qui caractérisent des acteurs qui se sont vus, dès le début, exclure du modèle hégémonique et qui cherchent désormais à l'intégrer en profitant de sa stabilisation et de son assouplissement, la décennie 70 voit également émerger de nouveaux protagonistes, qui apparaissent en marge et parfois explicitement contre les mécanismes traditionnels de représentation politique hérités de Punto Fijo. Ceux-ci s'inscrivent notamment dans la lignée des « nouveaux mouvement sociaux » qui fleurissent un peu partout à travers le monde et qui se distinguent des anciennes formes d'organisations sociales « not only in their identities and strategies, but also in their objectives » (García-Guadilla, 2003 : 180). Comme l'explique María Pilar García-Guadilla (p. 181) :

> « These [...] organizations are clearly outside corporatist structures, including organized labor, and are distinct from formal social organizations that do not challenge the government in any way, such as non-profit foundations and civil associations. [...] They are independent social actors in that they are separate from the state and political parties, and embrace projects based on new values and demands related to the environment, class matters, and human rights, among others. Nevertheless, these actors frequently mobilize their constituencies in order to influence political decisions. »

Dans les *barrios*, par exemple, « pacificación under Caldera had created an opening for the kind of community work that had been sidelined by both militants and the state during the guerilla era. An alternative current of activism gained force, one emphasizing community

needs over political aims […] » (Fernandes, 2010 : 52). Ainsi, la défense des intérêts des résidents des quartiers pauvres face aux projets de « réhabilitation » menés par les administrations Caldera et Peres ou encore la promotion d'une démocratisation de la culture à même de lutter contre la ségrégation sociale, culturelle et raciale dont les pauvres sont l'objet deviennent-ils des enjeux de luttes décisifs, bien que marginaux, durant la décennie 70 (p. 49-56).

Parallèlement, il convient également d'évoquer le cas du « mouvement de voisinage », dans la mesure où ce dernier sera appelé à jouer un rôle politique extrêmement important dans le courant des années 80. C'est dans le sillage d'une urbanisation frénétique et largement incontrôlée, liée à l'industrialisation massive des années 60, que se créent les premières associations de voisinage. Elles sont le fruit, à l'origine, d'habitants des quartiers aisés qui se réunissent pour empêcher la réalisation de projets qui violeraient les prescriptions urbanistiques municipales. Toutefois, au fil du temps, leur composition et leur champ de revendications vont se diversifier pour finir par englober *toutes* les catégories sociales vénézuéliennes (jusque dans les *barrios*), contribuant ainsi à en faire progressivement des acteurs politiques de premier plan.

Dès 1971, le mouvement se réunit sous une structure nationale et en 1978, une loi vient reconnaître les associations de voisinage comme étant les représentants exclusifs des intérêts de leur communauté, tout en incitant les municipalités à en créer là où il n'y en aurait pas. S'ensuivra un véritable boom dans le nombre d'associations, qui mènera, dans les années 90, un politologue vénézuélien à y voir « la force sociale la plus importante, quantitativement, du Venezuela, éclipsant même les syndicats » (Ellner, 1999 : 93). Nous reviendrons plus tard sur les évolutions ultérieures de ce « mouvement de voisinage », sur son implantation ambigüe dans les *barrios*, ainsi que sur le rôle qu'il sera amené à jouer dans les tentatives de réformes administratives des décennies 80-90, mais pour l'instant, il est important de noter que ces associations rejettent explicitement tous liens avec des partis politiques considérés comme inefficaces ou corrompus et elles vont dès lors se faire l'étendard de revendications politiques qui appellent à un approfondissement du cadre démocratique vénézuélien à travers des mesures comme la décentralisation administrative ou la réforme des modes de scrutin électoraux. Le succès rencontré par ce mouvement marque ainsi une première brèche dans le système représentatif puntofijiste, et celle-ci ne fera que s'agrandir dans le contexte de crise politique et économique qui va caractériser la décennie 80.

Contre-offensive néolibérale

Dès la fin des années 70, début 80, on assiste donc, au Venezuela, à une crise de plus en plus manifeste de la stratégie développementaliste poursuivie depuis les débuts de l'industrialisation, doublée d'une crise du système représentatif puntofijiste, dans la mesure où les canaux de représentation hérités de 1958 (essentiellement les partis politiques et les syndicats) correspondent de moins en moins à une réalité sociale vénézuélienne en pleine mutation. Le « miracle » économique qui a suivi le premier boom pétrolier a laissé la place à un État surendetté, une industrie mal en point et des inégalités sociales toujours aussi criantes (López-Maya *et al*., 1989). Les espoirs immenses suscités par la formidable croissance économique des années 70 ont pour la plupart été déçus et plus grand monde ne croit en la possibilité de résoudre les problèmes du pays en poursuivant la même politique de distribution de la rente pétrolière en vigueur dans le cadre du consensus « développementaliste ». Cette situation va dès lors progressivement pousser à une redéfinition de la nature de l'État vénézuélien, de même que de son rôle au sein de la société et de l'économie, une démarche qui sera par ailleurs influencée par les débuts d'une « contre-offensive » néolibérale mondiale alors sur le point d'être engagée.

De nouveau, la nature et les modalités de cette contre-offensive ont déjà été largement détaillées et nous nous contenterons donc d'en souligner les caractéristiques pertinentes pour notre propos. Pour en revenir au climat de crise qui a marqué les années 70, ce qui était en jeu à l'époque, c'était en réalité *la viabilité même du régime d'accumulation* mis en place dans l'immédiat après-guerre. Or, confronté à l'indépassabilité de ses propres contradictions, celui-ci va finalement céder la place à une tentative de reconfiguration hégémonique menée par une alliance de forces sociales principalement issues des processus d'internationalisation de la production et de certains appareils d'État (la « nébuleuse » décrite par Cox (1992 : 30)), initiée sous l'égide d'une idéologie néolibérale alors en plein essor.

Prenant appui sur un processus de globalisation qui sera à la fois la cause, mais surtout la *conséquence* des politiques qu'elle va prôner, cette « nébuleuse » va progressivement parvenir à restructurer l'environnement économique mondial autour d'une circulation planétaire et sans entrave du capital, garantie notamment par des mécanismes de contrôle diffus et largement informels, dont une des principales caractéristique sera d'être

délibérément isolés de la moindre forme d'ingérence politique et/ou démocratique qui risquerait d'en perturber le « bon fonctionnement ».[81]

L'impact sur le Venezuela (de même que sur n'importe quel pays d'ailleurs) d'un tel bouleversement sera évidemment considérable, puisque cette offensive va profondément modifier la nature même du « jeu » économique mondial, forçant (littéralement ou indirectement nous allons le voir) les pays qui ne veulent pas rester « en-dehors » à s'adapter à cette nouvelle réalité. Originaire des pays du centre, ce que certains ont défini comme la « révolution informationnelle »[82] et qui va constituer un aspect central du tournant néolibéral, va ainsi permettre aux pays développés - États-Unis en tête - de retrouver leur suprématie économique et politique sur un Tiers Monde dont la crise de la dette[83], initiée en 1982, va définitivement signer la fin des illusions quant à la possibilité d'un NOEI qui lui soit plus favorable. Néanmoins, comme il a déjà également été largement souligné, cette reconquête de la suprématie occidentale va se faire sur une base entièrement différente de celle qui prévalait dans le cadre de la Pax Americana. La nouvelle économie mondiale est en effet *globale*, tant au niveau des échanges (ce qui n'est pas nouveau) qu'au niveau de la production elle-même. Les unités économiques du système ne sont donc plus les États, mais plutôt des *réseaux transnationaux*, fluides et éphémères, qui rendront notamment caduques les notions de « centre » et de « périphéries » entendues comme des attributs proprement *étatiques*.

Confronté, comme ses voisins, à un endettement record et à une structure productive plus que jamais inadaptées aux nouveaux canons de la concurrence internationale, le Venezuela va toutefois bénéficier une fois de plus de son statut d'État pétrolier pour différer quelque peu la pleine réalisation de la crise qui pousse au même moment l'ensemble de la région à subir un processus « d'ajustement » aussi brutal que douloureux. La campagne présidentielle de 1978 témoigne certes - et pour la première fois - d'une véritable remise en cause des compromis historiques post-1958, mais bien que les débats tournent essentiellement autour de la réforme de l'État, de la corruption rampante et de la révision nécessaire du

[81] Gill (1998) a parlé à cet égard de « nouveau constitutionnalisme ».
[82] C'est le cas de Manuel Castells (2006), qui y voit le nouveau paradigme économique ayant succédé au fordisme.
[83] Celle-ci éclatera suite à l'annonce faite par le Mexique, en 1982, de son incapacité à poursuivre le remboursement de sa dette extérieure. La hausse subite des taux directeurs américains initiée en 1979 par Paul Volcker dans le cadre du tournant monétariste de la FED va en effet causer une hausse considérable du coût du remboursement de la dette des pays du Sud et un tarissement parallèle des sources de crédit disponibles, révélant au passage la précarité de la situation dans laquelle se trouvaient en réalité la plupart des États du Tiers Monde. Obligés de se tourner vers des institutions financières internationales qui vont profiter de l'occasion pour se reconstruire une légitimité en tant que garantes de la nouvelle orthodoxie néolibérale, ceux-ci vont se voir imposer les fameuses « mesures d'ajustement structurel » destinées à en réorganiser les économies selon les nouvelles normes économiques mondiales.

modèle économique, aucun consensus n'émerge encore autour du modèle éventuellement appelé à lui succéder. C'est finalement le candidat du COPEI, Luis Herrera Campins, qui remporte l'élection après avoir fait campagne autour d'une critique du volontarisme international de CAP, de son gigantisme économique et de l'hyper-présidentialisme qui a caractérisé sa gestion du pays durant ses années au pouvoir. Le mandat de Campins sera l'occasion d'une première tentative de réorientation du modèle économique, avec, notamment, l'introduction (timides) de certaines mesures « néolibérales » (désengagement de l'État dans les relations de travail, libéralisation des prix, contrôle stricte de l'inflation, flexibilisation de la main d'œuvre, etc. (López-Maya *et al*., 1989)), témoignant par-là de l'influence que commencent à exercer ces idées sur des élites latino-américaines souvent formées dans des établissements nord-américains. Ce programme se heurte toutefois rapidement aux rigidités institutionnelles inhérentes au cadre politique puntofijiste – fragilisé, mais toujours bien en place – et les multiples résistances, délais ou inapplications qui en résultent en minent toute possibilité de mise en œuvre un tant soit peu cohérente. En outre, la survenance d'un second boom pétrolier en 1980-1981 annule en quelque sorte les intentions premières du gouvernement Campins, qui finit par se livrer à la même politique de distribution clientéliste des revenus pétrolier, qu'il avait pourtant sévèrement critiquée chez ses prédécesseurs. Dans ce contexte, le déficit budgétaire et l'inflation repartent de plus belle et l'endettement externe atteint des niveaux dramatiques (López-Maya *et al*., 1989).

Les limites évidentes dont souffre le Venezuela en termes d'absorption de capital poussent par ailleurs leurs détenteurs à rechercher de meilleures opportunités de placements en-dehors du pays, et notamment aux États-Unis où ils sont attirés par la hausse subite des taux d'intérêts qui fait suite au tournant monétariste de la Réserve Fédérale américaine (Lander, 2005). À partir de 1981, la chute des prix du pétrole, à laquelle s'ajouteront les répercussions de la crise de la dette mexicaine de 1982, vont renforcer cette tendance à la fuite de capitaux et finalement obliger le Venezuela à intervenir pour éviter que ses réserves de change ne s'épuisent définitivement. Le 18 février 1983, face à une véritable hémorragie de capitaux qui menace de laisser le pays sans la moindre devise pour faire face à ses engagements internationaux, le Gouvernement se résout à dévaluer le Bolívar, tout en décrétant un contrôle des changes stricte. Cet épisode, qualifié de « vendredi noir », marque, pour beaucoup, la pleine réalisation de la crise structurelle jusque-là latente du modèle économique vénézuélien (López-Maya *et al*., 1989 : 79-80). Il semble plus que jamais nécessaire d'initier le passage vers une économie « post-pétrolière », mais c'est au contraire à

une fuite en avant du modèle rentier-distributif que l'on va assister dans les années qui suivent ce premier avertissement.[84]

En effet, malgré la situation financière critique du pays, le successeur de Campins à la présidence de la République, James Lusinchi (AD), ne parviendra pas davantage que son prédécesseur à rompre avec le modèle rentier-distributif traditionnel. C'est avec 57% des voix - le plus haut score jamais obtenu depuis 1958 - que ce dernier est porté à la tête du pays lors des élections de 1983 (Ellner, 2008a : 81). Au cours d'une campagne dominée, assez logiquement, par les thèmes de la crise économique et de la nécessaire révision des pactes institutionnels, Lusinchi séduit les électeurs en promettant un nouveau « *Pacto Social* » qui doit non seulement gérer la crise à court terme, mais également mettre en place un nouveau cadre institutionnel sur le long terme (López-Maya *et al*., 1989). Toutefois, les détails exactes du changement d'orientation politico-économique que ce nouveau pacte est censé mettre en œuvre demeurent relativement vague et la présidence de Lusinchi se caractérisera finalement par la poursuite de la distribution d'une rente en grande partie inexistante, renforçant un peu plus les problèmes d'endettement externe du Venezuela (Lander, 1996). Lorsqu'il quitte le pouvoir en 1988, Lusinchi laisse derrière lui un pays exsangue sur le plan financier, une situation économique catastrophique – avec notamment des entreprises nationales sous-financées, mal gérées et criblées de dettes[85] – ainsi qu'une image de la classe politique vénézuélienne durablement ternie par d'importants scandales de corruption. En effet, suite à l'instauration du contrôle sur les changes en 1983, la distribution de la rente pétrolière passe désormais par un système de taux de change différentiel qui permet de subventionner certains secteurs à travers l'octroi de dollar à taux préférentiels. Ce système sera à l'origine d'un des plus vastes scandales de corruption de l'histoire du pays, contribuant un peu plus à dégrader l'image des acteurs politiques traditionnels face à une population excédée (Ellner, 2008a : 81-84). C'est d'autant plus le cas que cet épisode se double d'une série d'accords passés avec des créanciers internationaux qui se révèlent extrêmement avantageux pour ces derniers, mais nettement moins pour l'État vénézuélien. On assiste ainsi à un basculement manifeste des priorités gouvernementales vers la satisfaction des intérêts d'acteurs transnationaux, qui non

[84] « During the final period of the rentier boom the limitations of capital absorption became evident at all levels. The most critical level, however, was the political one. Not only did the process of rent distribution not come to an end but, to the contrary, this process intensified with the distribution of future rents capitalized through foreign public debt.... The fall in rent was thus combined with the obligations associated with an enormous external debt that accumulated during the years of rentier euphoria. », Baptista, cité dans Lander et Fierro (1996 : 50-51).

[85] Qui deviennent, dès lors, des cibles particulièrement vulnérables pour un processus de privatisation que de plus en plus de voix, dont celles de la FEDECAMARAS, appellent de leurs vœux (Ellner, 2008a : 81-84).

seulement continue d'enfoncer les finances publiques dans le rouge, mais au détriment, en plus, d'un lien avec la population de plus en plus mis à mal (Ellner, 2008a).

La décennie 80 voit ainsi l'hégémonie puntofijiste s'enfoncer dans un marasme, dont la crise économique, à l'image de la situation mondiale, n'est toutefois qu'un aspect parmi d'autres. Sur le plan institutionnel, il est en effet indéniable que la société vénézuélienne traverse alors une grave crise de représentation. À l'intérieur même du cadre institutionnel puntofijiste, les tensions se font de plus en plus nombreuses entre les principaux acteurs politiques traditionnels et les pactes se révèlent de moins en moins aptes à y apporter une réponse institutionnelle. Les conflits se multiplient, par exemple, entre le gouvernement et la FEDECAMARAS autour du type de réformes économiques à mettre en place (López-Maya *et al*., 1989). La CTV est quant à elle confrontée à un scandale majeur et sa position d'interlocuteur privilégié en matière de concertation sociale s'en trouve grandement fragilisée, sans parler de l'érosion continue de sa représentativité dans le cadre de l'explosion du secteur informel. Par ailleurs, en faisant fi, à de nombreux égards, des arrangements institutionnels issus des pactes, le gouvernement Campins renforce un peu plus l'idée de leur obsolescence. L'isolement progressif de son exécutif qui dérive de sa conception technocratique du pouvoir suscite de nombreuses critiques de la part des partis d'opposition et des principaux organes de représentation sectorielle (FDECAMARAS, CTV, etc.), tout en étant contesté jusque dans les rangs mêmes de son propre parti (López-Maya *et al*., 1989).

Parallèlement, les acteurs politiques traditionnellement associés au puntofijisme (partis, syndicats, etc.) sont également de plus en plus discrédités au sein d'un cadre institutionnel pourtant construit autour de leur quasi-monopole représentatif. La corruption endémique et le corporatisme à courte vue qu'ils affichent témoignent d'ailleurs de la rupture croissante qui s'installe entre représentants et représentés au sein de la société vénézuélienne. Cette rupture se traduit également au niveau de l'imaginaire nationale, construit depuis 1958 autour des mythes de l'harmonie et du progrès pour tous, dont les bases matérielles sont de plus en plus fragilisées par la dégradation continue de la situation économique. Dès lors, l'incapacité des partis politiques multiclassistes à intégrer - dans leur discours et leurs programmes - la polarisation sociale croissante, accentue encore un peu plus la crise de représentation dont souffre le cadre politique vénézuélien (Roberts, 2003). Dans ce contexte, un consensus croissant se forme dans la population autour de la nécessité de rompre avec la « particratie » puntofijiste et de chercher des moyens d'approfondir le cadre démocratique vénézuélien. Les demandes de participation et d'inclusion se multiplient de la part d'acteurs sociaux et politiques - anciens ou nouveaux - issus pour certains de la complexification

récente de la société vénézuélienne, et qui ont tous pour caractéristique de se retrouver de fait exclus des compromis hérités de 1958.

Parmi ceux-ci, la gauche vénézuélienne connait, à cette époque, un certain renouveau politique après la débâcle des années 60-70. Que ce soit suite à la création du MAS (Movimiento Al Socialismo), mais encore plus avec l'apparition de Causa R (Causa Radical), elle cherche alors à dépasser le dogmatisme d'antan et fait de l'approfondissement du cadre démocratique vénézuélien son principal cheval de bataille (à défaut d'incarner une véritable alternative sur le plan socio-économique) (Ellner, 2008a). Le cas de Causa R est particulièrement intéressant, puisqu'à l'inverse du MAS, dont la base d'appui demeure essentiellement constituée des classes moyennes, il s'agit ici d'un parti *organiquement* issu du mouvement syndical, dont il va notamment articuler les nombreux déçu de l'attitude conciliatrice et bureaucratique de la CTV (Hellinger, 2003 : 35-37). La particularité et le succès électoral grandissant que connaitra Causa R, surtout à partir du début des années 90 (qui ont poussé Hellinger à y voir un candidat sérieux pour la redéfinition d'un modèle hégémonique vénézuélien à partir d'un projet « ouvriériste » (p. 35-37)), tiennent à sa conception de la prise du pouvoir qui relève davantage de la « guerre de position » gramscienne que de la « guerre de mouvement » traditionnellement privilégiée par la gauche vénézuélienne. Le mouvement s'est en effet construit minutieusement, depuis la base, à travers « a close, consultative relationship with workers [that] was key to the party's resistance to the tactics of co-optation, legal intervention, and repression, which usually permitted the traditional parties to beat back challenges to their hegemonies » (p. 36). Nous reviendrons sur les raisons qui l'ont empêché de pousser plus loin son projet de société et qui tiennent principalement à l'apparition de divisions internes et à un trop grand pragmatisme politique, mais il faut cependant reconnaître le rôle déterminant joué par ce parti durant les années 80-90, dans la légitimation et la défense de thèmes comme la radicalisation de la démocratie vénézuélienne, la décentralisation administrative ou encore la réforme électorale.

Similairement, le mouvement de voisinage va également être amené, à la même époque, à jouer un rôle tout aussi déterminant sur la scène politique vénézuélienne. Nous avons déjà évoqué les caractéristiques de cette nouvelle forme d'organisation sociale, ainsi que leur prolifération impressionnante sur l'ensemble du territoire vénézuélien, surtout après l'adoption, en 1979, de la Loi Organique du Régime Municipal (LORM) qui leur accorde une reconnaissance légale en tant que représentantes exclusives de leur communauté et encourage les municipalités à former de nouvelles associations. Ce « succès » aura dès lors un impact considérable sur la dynamique politique vénézuélienne, notamment en en légitimant

progressivement une conception communautaire et liée à des enjeux de proximité. À l'image de Causa R, le mouvement sera aux avant-postes dans la campagne pour l'élection directe des élus locaux (Gouverneurs, maires, etc.), qui finira par porter ses fruits à partir de 1989 avec, notamment, l'adoption de la Loi Organique de Décentralisation, qui s'inscrit toutefois dans le virage néolibéral adopté par Carlos Andres Perez durant son second mandat à la tête du pays, sur lequel nous reviendrons (Ellner, 2008a : 90-99).

Présentée comme l'exemple type de ces « nouveaux mouvements sociaux » qui susciteront tant d'enthousiasme dans le courant des années 80 (Ellner, 1999 : 75-78), le mouvement de voisinage finira cependant par incarner une « société civile » plébiscitée par le modèle néolibéral, c'est-à-dire un pendant apolitique du système de partis, dédié à la défense d'intérêts particuliers. Le mouvement se caractérise en effet, selon le sociologue Edgardo Lander (cité dans Fernandes (2010 : 57), par une vision de la citoyenneté qui relierait celle-ci à la propriété privée et à sa défense (ainsi que des privilèges qui vont avec) contre des secteurs populaires majoritairement perçus comme une menace potentielle à leur encontre.[86] Il s'agit donc d'un mouvement qui témoigne de la fissure croissante qui apparait dans l'imaginaire national vénézuélien entre classes aisées et classes « dangereuses », auparavant « voilée » par le mythe de l'harmonie qui avait accompagné la croissance fulgurante des années 60-70. Les années 80 – et surtout 90 – sont d'ailleurs le théâtre d'une résurgence des préjugés sociaux et racistes au sein d'un discours politique vénézuélien qui s'était plutôt habitué à un certain consensualisme. Dans ce contexte, le mouvement de voisinage reflète surtout les préoccupations et les valeurs propres aux classes moyennes-supérieures, généralement blanches et au style de vie occidentalisé. Celles-ci seront d'ailleurs les premiers acteurs à s'organiser significativement face à la déliquescence du système politique vénézuélien. Leurs revendications colleront parfaitement avec les objectifs d'une certaine bourgeoisie vénézuélienne (FEDECAMARAS en tête), qui cherchera, à travers la promotion de thèmes comme la décentralisation, un moyen de limiter l'influence des partis et d'œuvrer à une redéfinition de l'État qui cadrerait davantage avec sa volonté d'inscription dans l'économie mondiale.

Pour toutes ces raisons, l'implantation des associations de voisinage dans les *barrios*, quoique bien réelle, se révèlera ambiguë, à l'image, cependant, de l'ensemble de l'histoire de l'organisation politique dans les quartiers populaires vénézuéliens. Ces associations auront en

[86] Ceci ne reflète qu'une tendance *dominante* au sein d'un mouvement par ailleurs complexe et dont il n'était pas clair, durant toute une période (plus ou moins jusqu'à la mi-80), qu'il ne pourrait pas finir par incarner une réelle alternative au système en place à travers une alliance "organique" avec d'autres forces sociales, en particuliers au sein des classes populaires (Ellner, 1999 : 75-97).

effet souvent tendance, dans les quartiers pauvres, à adopter une perspective propre aux groupes issus des classes moyennes, pour solutionner des problèmes qui leur sont pourtant spécifiques. Par ailleurs, à l'inverse des associations des quartiers aisés, celles des *barrios* vont généralement maintenir une affiliation partisane (Fernandes, 2010), dans la lignée de la tradition clientéliste qui unit les pouvoirs publics et les secteurs populaires depuis les débuts de l'ère démocratique au Venezuela. Toutefois, comme le rappelle Fernandes (2010 : 62), cette tradition se double d'une culture radicale de lutte et de résistance, qui la pousse à voir dans « l'histoire de l'organisation populaire dans les *barrios*, un entrelacement d'actions indépendantes et en liaisons avec l'État, et le façonnement de stratégies créatives à l'intérieur, en-dehors ou contre le système politique ». Dans son ouvrage *Who can stop the drums ?*, Fernandes retrace ainsi l'histoire de ces luttes à partir de l'implication des *barrios* dans le renversement de la dictature, en 1958, jusqu'à l'émergence de mouvements visant à répondre aux ravages des ajustements structurels dans les années 80, en passant par la lutte armée des années 60 ou encore les mouvements culturels des années 70 (p. 39-63). Tout ceci aurait contribué, selon elle, à forger une identité et une conscience politique exprimée, comme pour les associations de voisinages, sur une base « géographique », mais puisant cette fois ses racine dans les exclusions et les expériences spécifiques aux habitants des *barrios*, sur lesquelles Chávez s'appuiera ensuite lors de son arrivée au pouvoir. Vers la mi-80, encouragés par la dégradation dramatique de la situation économique et sociale et par le désengagement progressif de l'État et des partis politiques qui l'accompagne, des mouvements commencent à voir le jour dans les *barrios*, pour en adresser les problèmes particuliers à travers une grille de lecture qui cette fois leur est propre et qui s'oppose à la vision « classe moyenne » du mouvement de voisinage, contribuant dès lors, de leur côté, à creuser également le fossé qui sépare de plus en plus les classes populaires de leur équivalent dans les beaux quartiers (p. 58-62).

Enfin, il faut également noter les importants bouleversements qui agitent l'institution militaire et qui vont faire de celle-ci (ou plutôt d'une partie de ses membres) un acteur à part entière dans l'exigence croissante d'une réforme en profondeur du cadre institutionnel vénézuélien, voir, plus généralement, d'un dépassement pur et simple du puntofijisme. Les changements intervenus au sein de l'armée à partir des années 70 y ont en effet contribué à l'émergence d'une frange progressiste, composée principalement de soldats issus des milieux populaires, pour qui l'armée demeure l'une des seules garanties de mobilité sociale. Ceux-ci sont marqués par une formation reçue dans les universités vénézuéliennes qui les a sensibilisés à des sujets allant de la philosophie à l'histoire nationale, en passant par la

sociologie ou encore la science politique.[87] Parmi cette frange militaire progressiste, un groupe de jeunes officiers souhaitant renouer avec les idéaux du fondateur de la nation, Simon Bolívar, fondent, en 1982, un groupuscule militaire clandestin (le MBR-200) appelé à devenir le fer de lance de la future « révolution bolivarienne » (López-Maya, 2003a). Pour l'instant, il ne s'agit toutefois que d'un groupe d'étude et de discussion informel entre militaires, fortement influencé par les quelques liens qu'il entretient avec certains secteurs de la gauche radicale (intellectuels, anciens guérilleros, partis politiques, etc.), grâce auxquels il développe une certaine vision de la démocratie et de la justice sociale, qui en feront, comme nous l'avons dit, les porteurs d'un projet politique à part entière, dans le contexte de la déliquescence croissante de l'hégémonie puntofijiste.

Au fur et à mesure que la situation économique et institutionnelle se dégrade dans le courant des années 80, on assiste donc, au sein de la société vénézuélienne, à des (re)positionnements et à des alliances diverses et parfois contradictoires, qui traduisent, chacun à leur manière, l'émergence de nouveaux rapports de force (idéologique, politique, économique) résultant des bouleversements structurels alors en cours. Des enjeux comme la décentralisation administrative ou encore la réforme du mode de scrutin électoral, accusé d'accorder trop de poids aux partis politiques, résonnent ainsi favorablement dans presque *tous* les secteurs de la société vénézuélienne.[88] D'ailleurs, nous l'avons vu, ils sont portés par des acteurs et des projets multiples, que ce soit le néolibéralisme défendu par l'élite globalisée de Caracas, l'ouvriérisme porté par Causa R ou encore le national-progressisme incarné par le MBR-200. Ces derniers ont cependant tous pour caractéristiques de dénoncer le corporatisme et la bureaucratie des principaux partis politiques et syndicats vénézuéliens, tout en appelant à un approfondissement du cadre institutionnel démocratique.

Face à cette pression croissante, les réactions des gouvernements Campins et Lusinchi vont révéler toute la difficulté de procéder de l'intérieur à une réforme du système dont les principaux bénéficiaires ont évidemment tout intérêt à minimiser la portée. La Loi Organique du Régime Municipale, adoptée en 1979, sera une première tentative d'ouverture, de la part du gouvernement vénézuélien, face aux exigences de démocratisation portées, entre autres, par le mouvement de voisinage et le MAS (Alvarez, 2003 : 149-150). La loi est toutefois

[87] Il est à ce titre fondamental de préciser qu'il s'agit de la première génération à ne pas avoir été formée dans les écoles américaines (López-Maya, 2003a : 73-92).

[88] Daniel H. Levine explique ainsi que : « *The idea of constitutional reform was in the air in Venezuela throughout the 1990s and several attempts were made at reform (working through the Congress) but the political institutions of the time were paralyzed and unable to advance on this, or any other front*. [...] *The political logic embedded in the 1999 Constitution carried forward much of the political critique of the preceding decade but with some notable twists »* (Levine, 2008 : 5-6).

jugée insuffisante de la part des principaux acteurs concernés, qui réclament des changements plus radicaux, et on lui reproche en outre de n'avoir fait l'objet d'aucune consultation préalable (García-Guadilla, 2003 : 182-183). De la même manière, les quelques tentatives de réformes initiées par la suite sous le gouvernement de Lusinchi seront également dénoncées pour leur élitisme et le peu de concertation dont elles feront l'objet (p. 182-183). Cette tendance à vouloir guider, de manière autoritaire, le processus de réforme afin de pouvoir en limiter les impacts sera ainsi caractéristique de l'ensemble des initiatives institutionnelles menées durant les années 80. Il faut cependant noter, dans ce contexte, la mise sur pied, en 1983, de la Commission Présidentielle sur la Réforme de l'État (COPRE), qui fait suite à une promesse de campagne formulée par le candidat Lusinchi (p. 182-183). Celle-ci se voit confier la mission de réfléchir à la modernisation de l'État vénézuélien et à la mise en place de nouveaux canaux de participation citoyenne. Ses conclusions seront présentées en 1988 à l'exécutif national sous la forme d'un projet appelant à une « réforme compréhensive de l'État ». La plupart des propositions qu'elle contient cherchent alors à rejoindre les exigences démocratiques formulées depuis bientôt 10 ans par différents groupes sociaux ou partis politiques vénézuéliens, notamment en termes de décentralisation administrative et de réforme électorale, et elles seront reprises, dans leur très grande majorité, par Carlos Andres Peres lors de son second mandat à la tête du pays, suite à sa victoire aux élections de 1989 (García-Guadilla, 2003). Si le rapport du COPRE est plutôt bien accueilli dans la plupart des milieux qui militent de longue date pour l'introduction du type de réforme qu'il préconise, il ne manque toutefois pas de susciter un certain malaise en ce qui concerne son inscription explicite dans un discours néolibéral alors en pleine expansion au niveau mondial, dont l'insistance sur la responsabilité individuelle et sur la nécessité de diminuer le rôle de l'État dans des domaines comme la protection sociale ou l'éducation est très loin, cette fois, de faire l'unanimité (Ellner, 2008a ; García-Guadilla, 2003 : 183). Par ailleurs, bien que cette réforme initie indéniablement certains changements fondamentaux - dont, nous allons le voir, la véritable portée n'a pas toujours été anticipée par ses principaux protagonistes - elle demeure toutefois inscrite dans une volonté politique qui vise avant tout, selon García-Guadilla (2003 : 183), « to dampen representation in the existing system and not to promote democratic reform of institutions and greater participation by citizens ». Cette ligne d'action va dès lors se révéler incapable d'être à la hauteur des changements exigés par la dégradation continue de la situation et, dans ce contexte, la population va être de plus en plus encline à rechercher des solutions en-dehors du système politique traditionnel.

Domination néolibérale

Dans le contexte de crise aigüe qui marque la fin de la décennie 80 au Venezuela, celui-ci va finalement être rattrapé par la vague néolibérale qui s'est abattue sur l'ensemble de la région dans le sillage de la crise de la dette de 1982. En effet, après une décennie de tergiversation et de fuite en avant de la part des élites politiques traditionnelles, la situation économique atteint un degré de gravité tel qu'un changement d'orientation radical devient tout simplement inévitable. Lorsque les prix du pétrole plongent à nouveau à partir de 1986, les revenus gouvernementaux vont cette fois diminuer de moitié. À côté du double déficit (fiscal et commercial) colossal qui se creuse, l'inflation atteint également des proportions hors de contrôle. Le Venezuela se retrouve ainsi rapidement au bord du gouffre et n'a finalement d'autre choix que de solliciter l'aide du FMI, dont les interventions un peu partout dans la région depuis une dizaine d'années ont par ailleurs démontré la radicalité du changement d'orientation idéologique intervenu au sein de l'institution. À la suite d'une mission menée dans le pays dans le courant de 1987, ce dernier établit une liste de recommandations à l'adresse du gouvernement vénézuélien, qu'il l'appelle à mettre en œuvre s'il souhaite pouvoir renégocier sa dette et accéder à des facilités de paiement de la part de l'institution. Parmi les mesures proposées, on retrouve l'ensemble des recettes désormais classiques des « thérapies de choc » néolibérales préconisées un peu partout dans le Tiers-Monde par ces institutions financières internationales, dans la lignée du nouveau « consensus de Washington ».[89] Au Venezuela, une fraction jusque-là minoritaire (bien qu'influente) de la classe dirigeante qui a essayé de pousser, tout au long des années 80, à une réorientation de l'économie vénézuélienne selon les nouveaux canons du néolibéralisme globalisé, trouve dans cette situation l'occasion rêvée de mener une fois pour toute les réformes auxquelles elle aspire. Pour ce faire, elle va trouver, en la personne de Carlos Andres Perez - l'ancien Président resté associé, dans l'imaginaire vénézuélien, à l'âge d'or de l'interventionnisme étatique - un allié pour le moins inattendu.

En effet, aux élections présidentielles de 1989, les vénézuéliens décident de porter au pouvoir le vétéran CAP, en espérant qu'il saura leur faire revivre la même croissance et la même prospérité que celles qui avaient caractérisé son premier mandat à la tête du pays, alors en plein boom pétrolier. Or, sitôt installé au pouvoir, CAP s'empresse plutôt de faire siennes l'ensemble des recommandations du FMI, qu'il présente certes comme le « *gran viraje* » (grand tournant) nécessaire pour remettre le Venezuela sur les rails de la prospérité, mais qui,

[89] Pour plus de détails sur ces mesures et leurs impacts, voir Lander *et al*. (1996 : 50-73).

du moins à court terme et moyen terme[90], auront un impact désastreux sur l'économie et sur la qualité de vie de l'immense majorité des vénézuélien. En effet, l'application brutale des mesures d'ajustement prônée par le FMI va entrainer une contraction sévère du PIB, ainsi qu'une augmentation subite du prix de bon nombre de biens de première nécessité, à la suite des mesures de libéralisations implantées par le gouvernement et de l'arrêt des subventions qu'il versait jusque-là (Lander *et al*., 1996). Face à la violence de l'ajustement, les réactions ne se font pas attendre. Dès le mois de février 1989, le doublement, du jour au lendemain, des tarifs des principaux transports en commun va servir de déclencheur aux pires émeutes que le pays ait connues en 30 ans (López-Maya, 2003b). Contrairement à ce que son nom semble indiquer, le « *caracazo* » sera l'occasion d'une éruption inédite de violence de la part des secteurs populaires, qui s'étendra à *l'ensemble* du pays. Durant plusieurs jours, les habitants des *barrios* vont ainsi laisser éclater leur colère en se livrant à des actes de vandalismes et de pillages qui glaceront d'effroi des classes moyennes-supérieures terrorisées face à la matérialisation d'une de leurs craintes les plus viscérales. Dépassé, le Gouvernement décide finalement d'envoyer l'armée pour rétablir l'ordre et il donne à cette dernière carte blanche pour y parvenir. Le résultat est dramatique : entre 300 et 3000 morts et un imaginaire politique national durablement fissuré. En effet, les conséquences de ces événements dans une population bercée depuis des décennies par le mythe de l'harmonie sociale et raciale sont considérables, même si elles ne se matérialiseront pas immédiatement sur le plan politique. La rupture semble toutefois bel et bien consommée entre les différentes classes sociales vénézuéliennes, avec d'un côté les exclus (habitants des *barrios*, paysans et autres marginaux), souvent noirs ou métisses et dont les rangs ne cessent d'augmenter sous le coup de la crise économique majeure que traverse le pays. Et de l'autre, les classes aisées, majoritairement blanches et au style de vie occidentalisé, qui se sentent de plus en plus menacées par une « plèbe » présentée comme sous-éduquée et violente. Cette rupture ne fera ensuite que s'aggraver dans les années qui suivent le *caracazo* et l'évolution des discours politiques témoignera de plus en plus de cette nouvelle réalité.

En attendant, s'il est moins spectaculaire, le pendant politique des réformes engagées par CAP n'en est pas moins radical et ses conséquences seront tout aussi déterminantes pour la suite des événements. Dans le sillage des recommandations formulées en 1988 par la COPRE, la Loi Organique de Décentralisation est adoptée en 1989 (Ellner, 2008a : 94-95).

[90] Lander et Fierro (1996) expliquent bien qu'il est difficile de dire si d'autres mesures auraient "mieux fonctionné", d'autant plus que cela dépend de ce que l'on entend par "mieux fonctionner" (pour qui et pour quoi?), mais les résultats à court et moyen terme sont, quant à eux, suffisamment explicites.

Elle initie une réforme drastique de l'État qui passe, entre autres, par de nombreux transferts de compétences du niveau fédéral aux états fédérés, par la révocation de certains mécanismes de coordination entre ces deux paliers de Gouvernement, par une réforme des modes de scrutins électoraux ou encore par l'élection directe de certains représentants locaux (maires, Gouverneurs, etc.) (p. 94-95). Elle aura pour conséquence (voulue) de miner considérablement l'autorité du Gouvernement central, tout en réduisant l'influence des partis politiques dans la « gestion » du pays. Ces mesures participent en effet du projet de refonte « néolibérale » du rapport entre l'État et la société, qui cherche à « délégitimer le politique » au profit d'une vision technocratique des enjeux sociaux, réduits de ce fait à une vulgaire logique d'optimisation du processus d'allocation des ressources. Cependant, en fragilisant le cadre institutionnel garant de l'hégémonie puntofijiste, ces mesures ont également permis l'apparition de nouveaux acteurs et de nouvelles dynamiques politiques, dont certains étaient porteurs d'un projet radicalement autre. C'est le cas, notamment, de Causa R qui, contrairement au néolibéralisme dominant, lie la question de la participation politique à la nécessité d'une plus grande justice sociale et économique (Hellinger, 2003 : 35-37). Ce parti issu de la gauche révolutionnaire vénézuélienne sera probablement l'un des principaux bénéficiaires de la réforme de l'État engagée par CAP. Grâce à son implantation solide dans différentes régions clés du pays, Causa R devient en effet, en l'espace de quelques années, la troisième force politique nationale, allant jusqu'à remporter la direction de certains États clés et manquant de peu la présidence de la République lors des élections de 1993 (p. 35-37).

Ce succès fulgurant de Causa R témoigne bien des contradictions liées à un projet néolibéral qui tout en accélérant la décomposition du cadre hégémonique précédant, est encore très loin de s'être construit une base de consentement suffisante pour être à même de soutenir son propre projet hégémonique – pour autant qu'un tel projet existe. Dans la mesure où il est mené à bien par une équipe de technocrates dénués d'affiliation partisane, l'agenda néolibéral de CAP se heurte d'ailleurs relativement vite à front d'opposition extrêmement large, allant de la gauche vénézuélienne qui en conteste les répercussions sociales désastreuses, jusqu'aux élites politiques traditionnelles qui en subissent l'attaque en règle contre le modèle étatique puntofijiste, en passant par une large frange du secteur industriel qui craint sa mise en concurrence soudaine avec l'économie mondiale (Crisp, 1998). De plus, le Venezuela, à l'inverse de beaucoup de ses voisins dans la région, n'a pas connu de dictature militaire ayant permis d'initier le virage néolibéral dans un contexte qui en limitait la contestation. Dès lors, si le retour à la démocratie et les questions de transition institutionnelle dominent les débats ailleurs dans le continent, c'est au contraire l'enjeu de son

approfondissement qui fait l'unanimité au Venezuela, dans une population de ce fait peu encline à accepter « l'isolement technocratique » qui caractérise la « gouvernance » néolibérale. C'est d'autant moins le cas que sa mise en œuvre s'accompagne d'une dégradation dramatique des conditions de vie de la majorité des citoyens, jusqu'ici pourtant habitués au « miracle » pétrolier et à un État capable de satisfaire toutes leurs demandes. Il en résulte une sorte de « vide » politique, conséquence de la fragilisation continue de l'hégémonie puntofijiste et de l'incapacité du néolibéralisme à lui en offrir une alternative crédible. Ce vide va donner l'occasion à d'autres projets hégémoniques, à l'image de celui porté par Causa R ou encore du « bolivarianisme » du MBR-200 de tirer profit de la situation.

Ce dernier incarne une option « militaire-progressiste » qui, à côté de l'ouvriérisme de Causa R et du néolibéralisme porté par CAP, représente la troisième alternative susceptible de succéder au puntofijisme. Puisant ses origines dans la tradition du caudillisme éclairé et de l'alliance civile-militaire incarnée par des figures emblématiques comme Simon Bolívar ou Ezequiel Zamorra, le mouvement bolivarien partage en outre avec la gauche radicale (avec laquelle il entretient, à cette époque, de nombreux liens) le souci d'une plus grande justice sociale et la volonté de dépasser la démocratie représentative puntofijiste par une radicalisation de la démocratie (López-Maya, 2003a). Toutefois, à l'inverse des partis de gauche, les bolivariens vont chercher, dans un premier temps, à s'emparer du pouvoir par des moyens extra-institutionnels sur la base d'un rejet du jeu démocratique puntofijiste jugé corrompu et d'une vision idéalisée du changement social qui remonte aux beaux jours de la lutte contre la dictature, en 1958. De plus en plus convaincus de la nécessité de remédier au marasme dans lequel s'enfonce le puntofijisme, c'est finalement le traumatisme causé par le *caracazo* qui va les décider à passer à l'action. Beaucoup de soldats sont en effet sortis ébranlés de la violence avec laquelle l'État a répondu à la détresse exprimée par les classes populaires durant les émeutes de 1989, des classes populaires dont la plupart d'entre eux partageaient alors l'origine modeste et les difficultés sociales et économiques. Suite à ces événements dramatiques, les rangs du MBR-200 se gonflent ainsi progressivement de nombreux militaires désabusés par un pouvoir qui les a forcé à tirer sur les leurs (p. 76-77). C'est ainsi qu'en février 1992, un groupe de soldats menés par le jeune colonel Hugo Chávez, tente un coup d'État, dont l'échec sonnera, paradoxalement, les débuts du succès *politique* du mouvement bolivarien. Face, notamment, à l'absence d'emballement populaire de la part d'une population certes excédée, mais dont les bolivariens avaient sous-estimé l'attachement aux règles démocratiques, il apparait rapidement que l'opération est un échec. Lors d'une apparition télévisée désormais célèbre, Chávez appelle ses troupes à déposer les armes et à se

rendre, mais surtout, il prend la pleine responsabilité de l'opération et de son échec et affirme ne renoncer au changement que « *por ahora* » (pour l'instant). Cet événement constitue indéniablement un des instants fondateurs du « mythe » de Chávez et il vaudra aux bolivariens une sympathie croissante dans la population. Il poussera également le MBR-200 à sortir de la clandestinité pour devenir une véritable organisation politique nationale vouée à la formulation et à la défense d'un « projet bolivarien » encore à préciser, mais qui jouit déjà, à l'époque, d'une puissance évocatrice incontestable en ces temps de crise politique et économique majeure. Cependant, cette première tentative d'institutionnalisation du processus bolivarien n'est pas sans causer quelques tensions entre, d'une part, la volonté affichée du MBR-200 d'incarner un projet politique radicalement différent de la particratie puntofijiste considérée comme ayant trahi l'idéal démocratique et, d'autre part, son recours à des mécanismes de décision verticaux et centralisés, pourtant caractéristiques de cette conception instrumentale de la politique que le mouvement appelle à dépasser (López-Maya, 2003a : 80-84). Par ailleurs, le souci d'élargir le mouvement à des non-militaires, dans le cadre de l'alliance « civile-militaire » supposée en constituer un des éléments centraux, n'efface pas un certain malaise lié à l'influence disproportionnée qu'exercent les hommes en uniforme au sein du mouvement.[91]

La tentative de coup d'État de février 1992 sera ensuite suivie, quelques mois plus tard, par un nouvel essai de la part, cette fois, d'officiers conservateurs. Ces derniers échouent également à renverser le pouvoir, mais ce nouveau drame sonne comme un véritable coup de tonnerre dans une société habituée à se considérer comme un modèle de stabilité démocratique. Par ailleurs, la popularité de Chávez en inquiète plus d'un au sein de l'élite traditionnelle et on commence à craindre sérieusement les répercussions possibles du chaos institutionnel dans lequel s'enfonce alors la présidence de CAP. En 1993, face à des accusations de corruption que beaucoup considèrent comme un simple prétexte destiné à mettre fin à l'instabilité qui minait son mandat, celui-ci est finalement forcé de quitter le pouvoir avant le terme officiel de son mandat présidentiel.

Il sera remplacé à la tête du pays par Rafael Caldera, dont l'élection vient marquer la première brèche de taille dans le système de Punto Fijo. En effet, bien que ce dernier ait fait carrière au sein d'un des deux partis dominants (le COPEI, sous la bannière duquel il avait déjà présidé le Venezuela de 1969 à 1974), c'est en tant que candidat du MAS (et d'une coalition de 16 petits partis) qu'il se présente et gagne les élections de 1993. C'est donc la

[91] Ces éléments vont demeurer des sources de tensions considérables au sein du chavisme, et ce jusqu'à ce jour (López-Maya, 2003a).

première fois, depuis 1958, que l'élection n'est pas remportée par un représentant d'un des deux partis hégémoniques (AD et COPEI). Caldera est alors élu sur la base d'une plate-forme explicitement anti-néolibérale et il va jouer sur son image de doyen de la politique vénézuélienne pour rassurer une population alors en plein doute. Il va d'ailleurs se montrer clément avec les putschistes bolivariens, qu'il fera sortir de prison dès son arrivée au pouvoir. Il affirme comprendre les motivations qui ont poussé les militaires rebelles à agir, tout en regrettant qu'ils aient choisi de le faire en-dehors du cadre institutionnel « légitime ». Ce faisant, il s'attire les faveurs d'une grande partie de la population qui demeure attachée au respect des institutions démocratiques, malgré une profonde envie de changement.

Cependant, même s'il essayera d'en atténuer les effets négatifs et de procéder à leur implantation sur la base d'une plus grande concertation, la présidence de Caldera sera finalement marquée par la poursuite des réformes néolibérales engagées par son prédécesseur (Ellner, 2008a : 99-108). Confronté dès le début de son mandat à une crise bancaire majeure, Caldera se retrouve en effet rapidement à la merci de la finance internationale. Il finit dès lors par adopter un programme d'ajustement structurel similaire à celui de 1989, qui initie, notamment, l'ouverture du secteur pétrolier au capital étranger (la « *apertura* »). La détérioration de la situation économique et sociale du pays et l'extrême désillusion qui feront suite à ces nouvelles mesures d'ajustement contre lesquelles la population s'était pourtant massivement prononcée vont contribuer à achever définitivement le puntofijisme, en rendant quasiment généralisé le sentiment que la solution aux problèmes du pays ne pourra désormais provenir que d'acteurs politiques situés *en-dehors* du système traditionnel (Hellinger, 2003 : 27-53).

À cet égard, les mieux placés pour succéder à Caldera, et plus largement au puntofijisme dont il a accéléré l'effondrement, semblent être les anciens révolutionnaires de Causa R et les bolivariens du MBR-200 et d'Hugo Chávez[92]. Depuis 1989, les premiers engrangent en effet les succès électoraux et leur défaite lors de la présidentielle de 1993 ne s'est jouée qu'à un fil (beaucoup affirment d'ailleurs qu'elle fut surtout le résultat d'une fraude massive en faveur de Caldera). Cependant, le parti va finir par être victime de son propre succès, dans la mesure où les contradictions croissantes qui le minent entre sa quête d'un pouvoir politique toujours plus proche et la volonté de travailler à des formes nouvelles de participation démocratique vont finir par mener à d'importantes divisions internes. Parmi

[92] L'option néolibérale demeure influente, d'autant plus qu'elle bénéficie d'un cadre mondial extrêmement favorable, mais elle est durablement discréditée au sein d'une population qui en a subi directement les effets et surtout, elle ne trouve *aucune force politique capable de s'en faire le porteur.*

celles-ci, la scission de la frange favorable à l'alliance civile-militaire incarnée par les bolivariens, qu'elle avait d'ailleurs soutenu lors de la tentative de coup d'État de 1992, sera décisive. Emmenée par l'influent Pablo Medina, ancien guérillero et secrétaire général de Causa R jusque 1997, cette faction formera, la même année, le parti Patria Para Todos (PPT), qui soutiendra la candidature de Chávez aux élections de 1998, auxquelles Causa R ne sera même pas en mesure de proposer un candidat.

En ce qui concerne Chávez et le MBR-200, malgré quelques ambigüités évidentes, celui-ci s'est progressivement construit une assise organisationnelle nationale par le biais d'assemblées citoyennes et de groupes d'études et de discussion (les « cercles bolivariens ») tenus à travers le pays et intégrés aux niveaux municipal, régional et national (López-Maya, 2003a : 80-84). Ces Cercles Bolivariens avaient pour objectif de préciser le projet bolivarien, de servir d'outil de mobilisation, mais également de mettre en pratique, de manière concrète, l'idéal participatif censé constituer un des fondements clés du mouvement. L'importance numérique des bolivariens demeure néanmoins encore relativement marginale à l'époque, même s'ils gagnent en popularité. Les membres actifs se recrutent essentiellement parmi les franges les plus politisées des classes populaires et moyennes inférieures, mais surtout de l'institution militaire, avec laquelle les relations sont loin d'être toujours harmonieuses. Convaincu que le jeu électoral est tronqué en faveur des partis dominants, le MBR-200 se cantonne d'abord dans une position abstentionniste et de critique des dérives du puntofijisme qui en font davantage un instrument de réflexion que de mobilisation politique concrète. Les choses vont néanmoins changer en 1997. En effet, la situation sociale et économique du pays a continué de se dégrader et les enjeux des élections de 1998 sont considérés cette fois comme trop importants pour être boycottées, d'autant plus que la perspective d'obtenir un score suffisant pour introduire des changements significatifs apparait plus que probable. Les bolivariens décident donc de se présenter, mais pour ce faire, le mouvement va se doter d'une plate-forme électorale, le MVR (Movimiento V [Quinta] República), dont le but est « to protect the still fragile structure of the MBR-200 from the vicissitudes of the electoral campaign » (p. 82). En effet, d'après López-Maya (2003a : 82) :

> « Some movement leaders feared that upon entering the electoral race, a new flood of party members and sympathisers who did not share the ideals or interests of the Bolivarianos would join the organization. This process ran the risk of blurring the movement's ideological orientation. The structure of the new organization was to be flexible and capable of handling all the activities connected with the campaign. [...] The MVR was thus conceived as a tool of the party to incorporate independant personalities and other groups with distinct

ideologies and political positions, whose only commonality with the MBR-200 was their support of Hugo Chávez's candidacy. »

Dès lors, si le MBR-200, malgré des limites évidentes, maintenait tout de même une dimension programmatique forte d'apprentissage et de formulation d'alternatives, le MVR relève, quant à lui, de la pure instrumentalité. Conçu comme « an electoral front controlled by the MBR-200 » (López-Maya, 2003a : 83), sa seule raison d'être est d'organiser la victoire *électorale* du mouvement bolivarien. Or, les nombreux succès qu'il va permettre de remporter dans les premières années du chavisme (qui seront le théâtre, comme nous allons le voir, de confrontations électorales à répétition), vont progressivement le pousser à éclipser le MBR-200, laissant le mouvement dans une indétermination idéologique et une ambigüité institutionnelle qui demeurent des traits caractéristiques du chavisme jusqu'à ce jour et sur lesquelles nous allons revenir ultérieurement.

En attendant, la campagne électorale de 1998 va témoigner de l'écroulement irrévocable du puntofijisme - sur fond d'un nouvel effondrement des cours du pétrole - ainsi que du degré de polarisation sociale inédit atteint sous le coup de la situation économique catastrophique qui règne alors au Venezuela. 65% de la population vit désormais sous le seuil de pauvreté. Jamais la fracture sociale séparant les riches et les pauvres n'a été aussi évidente et l'ensemble des institutions politiques et symboliques du puntofijisme est définitivement discréditée. Il apparait ainsi assez vite que s'afficher comme le candidat d'un des partis traditionnels est synonyme de défaite assurée, comme en fera l'expérience Irene Saéz, une ancienne Miss Univers dont le soutient reçu durant la course par le COPEI contribuera à signer la défaite (Hellinger, 2003 : 43-45). Par ailleurs, pour la première fois depuis les débuts de la démocratie vénézuélienne, les principaux candidats défendent des programmes qui reflètent des clivages idéologiques, mais surtout socio-économiques clairs. Dans ce contexte, le candidat Chávez dispose de quelques avantages de taille. Suite à l'effondrement de Causa R, il est en effet le seul candidat qui prend explicitement la défense des laissés pour compte du puntofijisme, dont les rangs ont explosé sous le coup des réformes néolibérales. Il l'a d'ailleurs bien compris et il mettra constamment en avant durant sa campagne, ses origines modestes et l'antagonisme qui l'oppose aux « riches » et aux « oligarques », antagonisme visible jusque dans ses propres traits « métissés », qui permettent d'autant plus aux habitants des *barrios* de s'identifier pleinement à lui.[93] En face, les classes moyennes-supérieures, mais

[93] Il faut également noter qu'une bonne partie des classes moyennes qui a subi de plein fouet les effets d'une décennie de crise économique se retrouve également dans un discours antisystème et "nationaliste" qui désigne

surtout les milieux d'affaires et plus largement les partisans d'une option « néolibérale » verront quant à eux pas moins de trois candidats se disputer leurs votes, chacun défendant, à des degrés divers, une plateforme économique d'inspiration néolibérale couplée avec des propositions plus ou moins novatrices en matière institutionnelle.[94] D'ailleurs sur ce dernier point, Chávez est également favorisé puisqu'il est le seul à assumer pleinement la convocation d'une assemblée constituante en cas de victoire, un thème pourtant extrêmement populaire au sein de la population et ce, peu importe les secteurs concernés. Dès lors, l'incapacité manifeste des élites vénézuéliennes à se mettre d'accord sur les contours d'un nouveau projet hégémonique - coincée entre leurs propres contradictions internes et la défense d'un programme économique associé à la débâcle des 10 dernières années - va finalement les conduire à perdre la main au profit de Chávez et de son mouvement bolivarien. Face à la victoire imminente de l'ancien colonel putschiste, elles tenteront bien de s'unir, en désespoir de cause, derrière la candidature de son plus proche concurrent, le candidat indépendant Salas Römer, mais cet ultime sursaut interviendra beaucoup trop tard et ce dernier sera lourdement battu par un résultat sans appel de 56% contre 39% (Hellinger, 2003 : 43). C'est ainsi qu'en définitive, comme le souligne très bien Hellinger, « where the business sector, the social movements, and organized labor had failed, the military succeeded in striking the final blow against the Punto Fijo regime » (p. 43). Reste maintenant à savoir ce que ce mouvement au programme pour le moins ambigu va être à même de proposer pour le remplacer.

"les élites" (et non les "propriétaires" ou les "capitalistes") comme les principaux responsables du marasme ambiant.

[94] On retrouve ici le problème lié à l'absence de formation politique liée « organiquement » au projet néolibéral. Les anciens partis sont en effet profondément divisés quant à la stratégie à adopter vis-à-vis d'un discours qui est en grande partie construit autour de la remise en cause de leur rôle au sein de la société (Hellinger, 2003 : 42-43).

4. Révolution bolivarienne et (contre ?)hégémonie chaviste

À bien des égards, on peut comprendre ceux qui n'ont vu dans l'élection d'Hugo Chávez à la présidence du Venezuela, en 1998, qu'un surprenant anachronisme. En effet, suite à la « troisième vague »[95] de démocratisation qui a traversé la région à partir des années 80, les militaires latino-américains ont plutôt majoritairement réintégré les casernes, ce qui rend l'arrivée au pouvoir de cet ancien colonel putschiste d'autant plus étonnante qu'elle intervient dans un pays longtemps loué pour la stabilité de son modèle démocratique et pour la réserve affichée par ses militaires en matière de participation politique.

Par ailleurs, et c'est probablement là le fait le plus marquant, le nouveau président vénézuélien tient un discours explicitement *nationaliste*, un registre que beaucoup croyait pourtant définitivement relégué au rang des vestiges historiques, à tout le moins en tant que projet politique susceptible de s'emparer du pouvoir. En cette fin de millénaire, l'heure semble en effet plus que jamais être à l'inévitabilité d'une globalisation que d'aucun voudrait « heureuse ». Même les résistances qu'elle suscite semblent désormais devoir se situer sur le plan global et non plus dans le cadre « dépassé » des États-nation.[96] D'ailleurs, qu'ils soient dirigés par des forces « de gauche » ou « de droite », ceux-ci ne se sont-ils pas largement résignés à se faire au mieux les arbitres, au pire les simples vecteurs d'un processus auquel on affirme de plus en plus « qu'il n'y a pas d'alternative »[97] ?

Si sous certains aspects ce constat peut effectivement sembler objectivement fondé, il traduit néanmoins une lecture pour le moins superficielle de la domination néolibérale, laquelle se retrouve partagée, assez paradoxalement, aussi bien par ses plus fervents adhérents que par certains de ses adversaires les plus farouches. Dans les deux cas, l'erreur commune consiste à prendre pour acquis ce que les artisans de cette domination prétendent, à savoir que la globalisation – dans sa dimension économique, mais également (et surtout) *politique* – est une réalité « achevée », rendant toute forme de résistance, soit inutile, soit condamnée à se formuler selon les propres termes de cette nouvelle hégémonie globale. Or, si on ne peut effectivement nier l'avancement spectaculaire opéré par le volet économique de la globalisation durant les décennies 80-90, il faut également en pointer les immenses faiblesses

[95] En référence aux travaux du politologue conservateur américain, Samuel Huntington, qui a distingué trois « vagues » de démocratisation dans l'histoire contemporaine.
[96] On assiste alors au développement fulgurant des ONG ou autre mouvements altermondialistes, seuls à même, selon eux, de faire face aux nouveaux défis « globaux » qui caractérise ce début de millénaire.
[97] Il s'agit là d'une déclaration bien connue de l'ancienne Première Ministre anglaise, Margaret Thatcher, qui sert depuis de symbole à cette époque où l'indépassabilité du capitalisme était fièrement brandie par les partisans du néolibéralisme.

du point de vue de sa « gestion » politique.[98] Celles-ci furent particulièrement évidentes dans les débuts de l'offensive néolibérale, mais même les efforts déployés depuis lors dans le cadre de la « nouvelle gouvernance mondiale » sont loin d'être concluants.[99] On peut dès lors considérer que si l'idéologie néolibérale a effectivement constitué un *outil politique* extrêmement efficace lorsqu'il s'est agi de briser les anciennes formes de solidarité et de promouvoir, par la même occasion, un projet de société en accord avec les intérêts de classe qu'elle défendait, elle s'est toutefois révélée bien moins à même, une fois au commande, de fournir *à elle seule*, les bases d'un nouvel ordre hégémonique. Et comment pourrait-il en être autrement ? La négation même du politique qui la caractérise l'empêche de fournir à une conflictualité sociale *inévitable* une réponse autre que l'invocation utopique d'un principe d'autorégulation, dont même les marchés les plus « parfaits » n'ont de cesse de démontrer la parfaite... inexistence. Polanyi (1983) avait pourtant déjà prévenu qu'une telle mystification ne pouvait mener qu'à la destruction pure et simple de la société et que cette dernière finirait dès lors immanquablement par y opposer une résistance farouche.

Toutefois, présumer que cette résistance prendra nécessairement la forme d'une « société civile transnationale » encore largement inexistante, c'est justement succomber au même genre d'abstractions hyperglobalistes mises de l'avant par les institutions internationales, qui empêchent de saisir la multiplicité des formes de lutte (existantes ou envisageables) à même de contester une globalisation tout sauf achevée.[100]

Il semble donc que ce n'est qu'en se laissant convaincre par les discours qui ont abondé, dans le courant des années 90, sur l'inévitabilité de la globalisation dans sa version néolibérale qu'il devenait impossible de voir dans l'élection d'Hugo Chávez autre chose qu'une forme d'archaïsme coupable de faire retomber le Venezuela dans une époque révolue. À l'inverse, à la suite de ce qu'on vient d'évoquer et au-delà des nombreuses caractéristiques qui distinguent le chavisme des populismes « classiques » auxquels on s'est pourtant empressé de l'associer, il semble qu'il faille surtout voir, dans celui-ci, la réponse particulière que s'est donnée la société vénézuélienne aux menaces que faisait peser sur elle le dogmatisme néolibéral. En outre, dans la mesure où celui-ci a suscité des réactions de défense dans *l'ensemble* de la région, la particularité du Venezuela a surtout tenu au fait que dans son

[98] Voir notamment à ce sujet Harvey (2005).
[99] La « gouvernance » renvoie à une vision technocratique et minimaliste du politique, perçu comme une forme de gestion chargée d'optimiser l'adaptation de la société à une réalité économique présentée comme inéluctable. Elle est au cœur du projet hégémonique néolibéral, qui cherche par-là à institutionnaliser une forme de politique *apolitique*. Pour une discussion sur la signification et les limites de cette entreprise, voir Drainville (2004 : 104-139).
[100] Il s'agit d'un argument développé notamment par Drainville (2004).

cas, cette réponse a rapidement trouvé à s'incarner dans un projet politique qui est parvenu à s'emparer du pouvoir politique. Il ne s'agit toutefois que d'une exception momentanée puisqu'on peut affirmer, rétrospectivement, que bien loin d'avoir constitué une anomalie historique, le chavisme a plutôt fait office de précurseur dans un mouvement qui allait progressivement voir bon nombre d'États latino-américains « basculer » à gauche et se doter de gouvernements plus ou moins radicaux, mais partageant généralement tous une même méfiance vis-à-vis de Washington et un même soucis de prendre leur distance avec une orthodoxie néolibérale passablement discréditée après les affres de la « décennie perdue ».[101]

Ce qui importe dès lors, dans ce contexte - plus que d'émettre des jugements a priori - c'est de prendre ces évolutions pour ce qu'elles sont : une forme de réaction à un projet de globalisation néolibérale dont on ne peut pas plus présumer l'hégémonie que le caractère contre-hégémonique des résistances qu'il suscite. Une telle qualification relève ultimement de l'observation empirique et nous allons voir que celle-ci est loin de mener à des conclusions univoques en ce qui concerne la nature du projet bolivarien.

Première « phase » du chavisme : entre indétermination et réformes structurelles

Dans le climat de « consensualisme idéologique mou » qui règne sur le plan régional - pour ne pas dire mondial - au moment de son arrivée au pouvoir, le moins que l'on puisse dire c'est qu'Hugo Chávez fait clairement figure d'exception. Sa rhétorique nationaliste dénote, nous l'avons vu, dans un contexte de célébration généralisée de la globalisation et son amitié avec le dirigeant cubain Fidel Castro en pousse plus d'un à redouter une « soviétisation » du Venezuela. N'hésitant pas à fustiger « l'impérialisme américain » et la cupidité de « l'oligarchie » vénézuélienne, il s'attire ainsi rapidement les foudres de la Maison-Blanche et provoque en même temps une certaine inquiétude au sein des milieux d'affaires, qui craignent de le voir remettre en cause certains de leurs privilèges (hausses de taxes, expropriations, etc.).

[101] La liste des pays « passés » à gauche en l'espace d'une décennie est en effet impressionnante (Brésil, Chili, Bolivie, Équateur, Paraguay, Uruguay, Argentine, Salvador, ...), bien que ce panorama masque mal une hétérogénéité profonde entre les mesures effectivement mises en œuvre par ces différents gouvernements. Cependant, pour ambigu qu'il soit, ce « virage à gauche » révèle néanmoins le degré d'illégitimité atteint par le néolibéralisme dans la région et les perspectives qu'il ouvre, ne fut-ce que sur le plan géopolitique, en termes d'autonomisation par rapport aux États-Unis ne peuvent certainement pas être minorées. Pour une bonne présentation des enjeux et défis qui entourent ces événements, voir Bajoit, Houtart et Duterme (2008).

On dénonce également volontiers le « populisme » d'un président dont le programme – hormis quelques vagues références à des idéaux bolivariens par ailleurs mal définis[102] – demeure extrêmement flou (Lander, 2011). Cultivant un talent certain pour la mise en scène et les envolées lyriques, Chávez multiplie les discours fleuves au cours desquels les références idéologiques les plus variées se succèdent de manière confuse et souvent contradictoire, avec pour matrice principale, une opposition typique du registre populiste entre un « peuple » uni et indifférencié et des forces « réactionnaires », « antinationales » ou encore « oligarchiques » (Hawkins, 2003).

Ces ambigüités idéologiques se doublent, par ailleurs, d'une série de mesures dont on peine à dégager, une fois encore, une quelconque cohérence. Le nouveau gouvernement revient ainsi sur certaines des réformes néolibérales initiées par les administrations précédentes, en particulier en ce qui concerne les privatisations, mais il poursuit en même temps une politique macroéconomique, et notamment en matière fiscale, résolument orthodoxe (Ellner, 2008a : 111-112). De même, après avoir vertement critiqué « l'oligarchie financière » durant sa campagne, Chávez s'emploie, une fois au pouvoir, à rassurer les investisseurs potentiels en répétant à de nombreuses reprises son attachement à la libre entreprise et au respect de la propriété privée. Il mettra en outre un point d'honneur à respecter les engagements internationaux du pays, y compris ceux dont la légalité aurait légitimement pu être mise en doute (p. 112). Dès lors, aussi bien à gauche qu'à droite, ces orientations quelques peu contradictoires sont présentées comme la preuve de l'opportunisme politique du président, qui se retrouve accusé, simultanément, de faire le jeu du néolibéralisme et de mettre en place les bases d'un Venezuela communiste... Chávez a beau revendiquer cette indétermination au nom de la quête d'une « troisième voie » qu'il juge nécessaire entre un capitalisme prédateur et un communisme dont l'échec n'est plus à prouver, cet objectif, somme toute légitime, masque mal en réalité des orientations qui servent des intérêts tout simplement inconciliables.

Il faut tout de même noter, dans ce contexte, la politique menée par son gouvernement dans le secteur pétrolier, qui ne souffre, quant à elle, que très peu d'ambigüités. En effet, dans ce domaine, la volonté chaviste de renouer avec la politique volontariste qui avait fait les beaux jours du paradigme développementaliste est cette fois manifeste. L'enjeu, évidemment, est de chercher à récupérer une marge de manœuvre politique dont l'abondance de la

[102] Le discours bolivarien s'oriente ainsi autour de trois figures "mythiques" de l'histoire du Venezuela : Simón Bolívar, héro de l'indépendance nationale qui incarne l'idéal de souveraineté nationale, Ezequiel Zamora, rebelle paysan incarnant, quant à lui, l'alliance civico-militaire chère à Chávez et enfin Simón Rodríguez, précepteur de Bolívar, qui représente pour sa part l'importance de l'éducation dans l'idéal bolivarien.

ressource pétrolière au Venezuela est censée garantir l'existence, mais que plus de 20 ans d'instabilité des cours mondiaux du pétrole, combinés à une autonomisation croissante du secteur pétrolier (à commencer par la compagnie pétrolière nationale, la Pdvsa), ont considérablement mis à mal. La stratégie chaviste visant à remettre cette ressource clé au service d'un projet authentiquement « national » va dès lors se déployer sur deux plans distincts. Tout d'abord, les efforts du gouvernement vont se porter en priorité sur la redynamisation d'une OPEP moribonde, dont plus grand monde en 1998, et à commencer par le Venezuela lui-même, ne respecte les quotas de production (Wilpert, 2007 : 96-97). Grâce à l'activisme diplomatique de son nouveau Ministre de l'Énergie, le Venezuela parvient à convaincre la plupart des États producteurs (Mexique, Arabie Saoudite, Irak, etc.) de mettre en place de nouveaux quotas et surtout *de s'y tenir*. Les résultats de ce changement d'orientation ne vont pas tarder à se faire sentir avec une remontée et une stabilisation des cours, qui vont permettre de rétablir quelque peu les finances du pays (p. 96-97).

Le second « axe » de la stratégie de « reconquête » pétrolière porte, quant à lui, sur la reprise en main, à l'interne cette fois, du secteur pétrolier, une opération qui va se révéler, nettement plus difficile. En effet, dès ses débuts en 1976, la Pdvsa s'est retrouvée dominée par une hiérarchie administrative et gestionnaire ne se sentant que peu de loyauté envers une « communauté nationale » dont elle devait pourtant, du moins en théorie, défendre les intérêts.[103] Cette tendance fut rendue explicite en 1983 avec le lancement d'une stratégie d'internationalisation qui devait permettre de soustraire l'activité de la compagnie à la mainmise d'un État jugé de plus en plus corrompu et inefficace. La privatisation entamée sous la politique « d'apertura » du gouvernement Caldera (1993-1998) n'a dès lors que poussé encore plus loin une dynamique qui a fini par faire de la Pdvsa un « État dans l'État », véritable « bastion » de l'idéologie néolibérale au Venezuela (Mommer, 2003). Dans ce contexte, l'arrivée au pouvoir d'un président « nationaliste » ne pouvait que susciter des grincements de dents chez les cadres « globalisés » de l'entreprise publique. Cependant, face à l'incertitude qui règne dans un premier temps concernant les intentions exactes du chavisme, l'affrontement entre ces deux « camps » - qui va devenir inévitable – demeure, à l'origine, essentiellement latent.

C'est ainsi que la politique pétrolière du nouveau gouvernement chaviste, bien qu'affichant des résultats bien moins ambigus que dans d'autres domaines (en particulier sur le plan international) n'est pas davantage de nature à contredire ceux qui ont tendance à ne

[103] Pour une présentation de l'évolution du secteur pétrolier vénézuélien suite à la nationalisation de 1976, voir Mommer (2003).

voir, derrière la rhétorique révolutionnaire du président, qu'un retour aux recettes traditionnelles du populisme vénézuélien.

On comprend mieux, dans ce contexte, que les débuts du chavisme aient pu donner l'impression qu'il ne s'agissait que d'une version de plus du traditionnel populisme latino-américain, alliant un certain pragmatisme économique multiclassiste avec une rhétorique nationaliste et « populaire », relevant au mieux du paternalisme, au pire de la vulgaire démagogie (Hawkins, 2003). Toutefois, plutôt que d'interpréter cette indétermination initiale du chavisme comme une preuve de son opportunisme politique ou de son vide idéologique, ce qui relève généralement d'un parti pris normatif qui a le tort de se focaliser excessivement sur la seule personne de Chávez, il nous semble plus pertinent d'y voir l'illustration du concept de « signifiant flottant » mobilisé par Laclau pour décrire la dynamique à l'œuvre dans les débuts de tout populisme (Laclau, 2008). La théorie du populisme de Laclau a l'avantage de voir, dans ce phénomène politique souvent dénigré, non pas une anomalie ou une forme de dysfonctionnement pathologique de la politique, mais bien l'expression, à un degré certes extrême, de ce qui constitue en réalité l'essence même du politique. Selon Laclau, lorsqu'un ordre social donné n'est plus en mesure d'offrir une réponse satisfaisante à un certain nombre de demandes émanant de différents secteurs de la société, une « chaine équivalentielle » est alors susceptible d'apparaitre entre ses différentes demandes, qui ne partagent toutefois, du moins initialement, que leur *opposition* au système en place. À ce stade, cette chaine aurait alors tendance à se « fixer » dans un signifiant nécessairement flou, puisque devant incarner l'unité d'éléments fondamentalement hétérogènes, réunis sur la seule base d'une négativité partagée. L'hégémonie, dans ce contexte, est perçue comme le processus par lequel cette indétermination initiale va progressivement se préciser, au gré d'une articulation des différentes demandes qui contribue à en modifier non seulement les relations, mais également la *substance* même, aboutissant éventuellement à un nouvel ordre social *totalisant*, c'est-à-dire à même d'offrir une place déterminée à chaque demande.[104]

Il ne s'agit pas toutefois, comme on pourrait avoir tendance à le croire à la lecture de Laclau, d'un processus strictement *discursif*. Cette lutte (car c'est de cela qu'il s'agit) hégémonique, bien qu'elle participe indéniablement (et nécessairement) d'une tentative de reconfiguration des schémas de représentation des acteurs impliqués, s'inscrit en effet dans une réalité « matérielle » des rapports de force qui la contraint et qu'elle s'emploie à changer.

[104] Par opposition à la logique "équivalentielle", qui unit entre elles des demandes exclues d'un ordre social donné, Laclau qualifie cette logique hégémonique de "différentielle", puisqu'elle attribue à chaque demande une "place" *spécifique* au sein d'un ordre social cette fois inclusif.

On retombe ici sur la trialectique coxienne entre éléments subjectifs, objectifs et institutionnels, qui nous semble fondamentale pour rendre compte de cette dynamique. Il est en effet crucial de rappeler que lorsque Chávez prend le pouvoir, plus de 65% de la population vénézuélienne vit sous le seuil de pauvreté.[105] La majorité de la force de travail œuvre dans le secteur informel (Ellner, 2003 : 161-178) et la plupart des industries clés du pays (dont la pétrolière) sont aux mains de capitaux étrangers.[106] En plus de ces circonstances *internes*, la réalité de l'ordre mondial est également très loin d'offrir, comme nous l'avons vu, un cadre propice à la formulation de projets alternatifs, aussi imprécis soient-ils. Cette situation « objective » a donc *nécessairement* un impact considérable sur la nature et l'efficacité des discours tenus, de même qu'elle contraint les options disponibles pour tout projet hégémonique.

Dès lors, pour en revenir au « flottement » qui caractérise les débuts du chavisme, celui-ci est incontestablement une conséquence de l'indétermination profonde dans laquelle se trouve encore, à ce stade, le « bloc-historique » appelé à le composer, mais il est également le fruit d'une configuration particulière des rapports de force, aussi bien au niveau national que mondial, qui contraint considérablement toute tentative de mise en œuvre d'un projet qui se voudrait « révolutionnaire ». Il est ainsi évident que l'alliance pour le moins hétéroclite[107] qui a porté Chávez au pouvoir en 1998, ne partage pas grand-chose d'autre, à ce moment précis, que sa volonté de rupture avec le puntofijisme. L'élection de Chávez est davantage le résultat d'un « vide » politique dont son mouvement a été à même de tirer profit, que le fruit d'une coalition de forces sociales articulant un projet hégémonique cohérent et dont Chávez aurait été le représentant « organique ». Dans ce contexte, un des enjeux pour le chavisme va être de se préciser au fil d'un processus d'hégémonéisation éminemment incertain, qui va dépendre non seulement de l'évolution des rapports de forces *entre* les différents secteurs qui le constituent, mais également de leur relation avec une certaine configuration de forces sociale

[105] Il n'était « que » 17% en 1980... (Wilpert, 2007 : 13).
[106] C'est également le cas de l'ensemble de l'industrie bancaire du pays, suite à la crise financière de 1995, de même que de la plupart des anciens fleurons industriels nationaux dans les domaines de l'électricité, la sidérurgie, etc.
[107] En 1998, Chávez fait campagne au nom du « Polo Patriótico », une coalition de partis qui regroupe le MVR, le parti du président ; Patria Para Todos, une dissidence de Causa R emmené par l'ancien guérillero Pablo Medina ; le MAS, qui représente la gauche « modérée », ainsi que plusieurs autres petits partis. Or, cette coalition, pourtant nettement marquée « à gauche », va recevoir le soutien d'une large frange de la classe moyenne, mais également, ce qui est plus surprenant, d'un certain nombre de représentants du monde des affaires (Hellinger, 2003 : 43-45.) À l'inverse, ceux qui allaient devenir les principaux soutiens du président, c'est-à-dire les classes « populaires » n'ont pas joué un rôle déterminant dans cette première victoire du chavisme.

(nationales et mondiales) qui va venir en contraindre et en façonner, cette fois de *l'extérieur*, le déploiement.

Dans cette optique, il n'est donc pas surprenant, que ce soit sur le plan *institutionnel* que les changements introduits par l'arrivée au pouvoir de Chávez aient été les plus radicaux. En effet, non seulement l'enterrement définitif du puntofijisme constitue-t-il un des seuls éléments de consensus à l'époque au Venezuela, mais il représente également une *nécessité stratégique* d'autant plus vitale pour le chavisme que celui-ci « cannot hope to find allies from within the ruling class who would be willing to join forces with Venezuela's popular and middle sector » (Figueroa, 2006 : 201).[108] L'enjeu de la réforme constitutionnelle va dès lors représenter la priorité absolue du nouveau gouvernement, rejoignant par là des revendications vieilles de plus de 20 ans.

En accord avec sa promesse électorale, Chávez annonce ainsi, dès 1999, la tenue d'une assemblée constituante chargée de modifier l'ancienne Constitution, en vigueur depuis 1961. Afin d'éviter toute obstruction de la part d'un Congrès hostile, il organise un référendum par lequel il obtient que l'assemblée soit élue selon un mode de scrutin qui limite l'influence des partis politiques traditionnels (Hellinger, 2003 : 43-45). Grâce à ce procédé, le camp chaviste se retrouve doté d'une écrasante majorité au sein de l'assemblée constituante, ce qui lui donne les coudées franches pour rédiger le texte fondateur de la future « 5ème République ». Toutefois, rompant avec les tendances antérieures du système politique vénézuélien à exclure tout acteur autre que les partis traditionnels des processus de prise de décision, l'élaboration de la nouvelle Constitution « bolivarienne » va s'effectuer à travers un vaste processus de participation et de consultation des différents mouvements sociaux vénézuéliens (Alvarez, 2003 : 148-161). Des 624 propositions formulées par des organismes affichant par ailleurs des orientations idéologiques et politiques diverses, plus de la moitié seront finalement reprises dans le document final, ce qui tranche singulièrement avec l'accueil qui leur avaient été réservé jusque-là lors des (timides) tentatives de réformes institutionnelles menées, notamment, durant les années 90 (p. 158).

À bien des égards, le nouveau texte reflète néanmoins l'ambigüité qui caractérise encore le projet bolivarien à ce stade de son évolution. On retrouve ainsi des dispositions « avant-gardistes » qui privilégient la mise en place d'une démocratie « participative et

[108] Figueroa (2006) explique cette impossibilité par l'hégémonie dont jouit le capital étranger au sein des classes dominantes vénézuéliennes, une hégémonie considérablement renforcée sous le coup de la globalisation et qui rend une alliance avec certains secteurs de l'oligarchie nationale (similaire à celles qui furent conclues dans le cadre des « premières vagues » de populisme) hautement improbable. Dès lors, selon lui (p. 201), « this is why a radical transformation of the political regime is by necessity a fundamental aspect of Chavez' program ».

protagoniste »[109] dont le potentiel contre-hégémonique est bien réel. D'autant plus qu'elles se doublent d'une réaffirmation du rôle central de l'État dans l'économie, mais surtout dans la promotion active (et non pas uniquement dans la protection) de toutes une série de droits qui vont bien au-delà des droits civiques et politiques habituellement reconnus par les régimes libéraux.[110] Il y a donc ici une possibilité objective de construction d'une alternative radicale au service de laquelle l'appareil étatique vénézuélien peut être mobilisé. Mais naturellement il y a une marge entre le potentiel et la réalisation et les divergences d'interprétation qui existe au sein même du chavisme quant à la portée de ces dispositions[111] rendent leurs visées émancipatrices tributaires des pratiques et rapports de forces concrets à travers lesquels elles vont prendre corps. Cette incertitude est d'ailleurs d'autant plus grande que ces mesures « progressistes » s'accompagnent de tendances contradictoires, incarnées dans des clauses telles que celle qui reconnait l'inviolabilité absolue de la propriété privée ou encore les dispositions qui favorisent une plus grande concentration du pouvoir présidentiel, ainsi qu'une participation accrue de l'armée dans la vie politique du pays (Wilpert, 2007 : 40-41). Dès lors, si ce nouveau cadre institutionnel permet bien d'enterrer définitivement le puntofijisme (ce qui explique probablement que la nouvelle Constitution soit finalement approuvée par près de 72% de la population (Ellner, 2008a : 111)), il donne toutefois prise à des évolutions qui pourront se révéler éminemment contradictoires.

En attendant, dans la foulée de cette victoire, et pour continuer à tirer profit de la lune de miel qui semble régner entre son mouvement et les vénézuéliens, Chávez annonce la tenue, en 2001, d'une « méga-élection » au cours de laquelle l'ensemble des élus nationaux et étatiques (incluant le Président lui-même) vont être appelés à se représenter devant l'électorat, afin de re-légitimer leur mandat dans le cadre de la nouvelle Constitution. Sans grande surprise, c'est encore une fois le camp chaviste qui sort gagnant du scrutin, lequel dote les troupes présidentielles d'une confortable majorité dans la nouvelle Assemblée Nationale

[109] Ces deux termes sont également censés renvoyer à une conception plus riche de la démocratie directe que celle qui s'exprime, par exemple, à travers des mesures comme le référendum. Ils signifient que non seulement le "peuple" doit être impliqué directement dans les décisions (référendum), mais également dans leur *élaboration* (participation), ainsi que dans la *formulation même des enjeux* qui méritent d'être traités (protagonisme).

[110] Le texte reconnait ainsi l'existence de droits économiques et sociaux, du droit des femmes, de droits « environnementaux », du droit à l'information ou encore des droits des communautés indigènes.

[111] La portée exacte du « protagonisme » populaire plébiscité par la nouvelle Constitution, ainsi que la façon dont l'État est censé le promouvoir, est source de divisions au sein du camp chaviste, notamment entre un pôle radical partisan d'une substitution *totale* de la démocratie représentative « bourgeoise » par la démocratie participative « populaire » et un pôle modéré davantage enclin à voir dans celle-ci un *complément*, certes utile et souhaitable, mais dont il faut néanmoins tempérer les ardeurs. Sur l'opposition entre les lignes « dures et douces » du chavisme, voir Ellner (2008a : 139-174).

(substituée à l'ancien Congrès bicaméral), en plus de reporter, de nouveau sans surprise, Hugo Chávez à la présidence de la République.

Radicalisation de la révolution et hégémonie « populaire »

C'est ainsi qu'en 2001, la rupture définitive avec le puntofijisme, du moins sur le plan institutionnel, semble bel et bien consommée. Plus que jamais, la question qui se pose est dès lors de savoir quelle sera la nature du projet hégémonique amener à lui succéder. Jusqu'à présent, ce sont les secteurs les plus modérés du chavisme qui ont eu la main sur le processus, ce qui s'est traduit par des changements ambigus ou incomplets, résultat inévitable de la prudence et du pragmatisme privilégiés par ces partisans d'une ligne « douce ». Or, à partir de 2001, la révolution bolivarienne va entrer dans une période de radicalisation qui va résulter d'une part du durcissement d'une opposition qui commence à craindre que ces privilèges ne soient de plus en plus remis en cause par un président aux tendances clairement « populistes » et d'autre part, par Chávez lui-même, qui va être amener à « durcir » sa position dans le but de donner un second souffle à un processus qu'il juge alors en perte de vitesse.

En ce qui concerne le premier point, le démantèlement de la 4ème République a en effet laissé une élite politique et économique vénézuélienne privée de ses principaux relais de pouvoir et d'autant plus inquiètes pour son avenir que le chavisme a multiplié les succès électoraux grâce à une rhétorique « anti-oligarchique » dont elle est la cible principale. L'opposition au président va dès lors se cristalliser autour de ces secteurs qui ont le plus à perdre d'une éventuelle dérive « radicale » du président et au sein desquels la faction néolibérale va progressivement établir son hégémonie, dans un contexte de discrédit généralisé des anciens représentants du puntofijisme.[112] Leur stratégie principale va être de chercher à discréditer Chávez et son mouvement en l'accusant de profiter de la crédulité et du désœuvrement des masses populaires pour mener à bien des réformes fondamentalement anti-démocratiques (Ellner, 2008a : 111). L'objectif de ces attaques est surtout de changer l'opinion favorable que se fait une partie de la classe moyenne d'un président dont les sorties contre « l'oligarchie » et la défense de « l'intérêt national » est de nature à lui plaire. Pour ce faire, exploitant un racisme de classe de plus en plus assumé, l'opposition va s'acharner à présenter Chávez comme un autocrate inculte issu des classes populaires et bien décidé à faire

[112] C'est ainsi que la direction de la Pdvsa et les principaux médias privés du pays vont devenir les plus ardents opposants au président, dans la mesure où les anciens partis dominants n'ont, quant à eux, aucune alternative crédible à proposer, sans parler de la désaffection profonde dont ils font l'objet au sein de la population.

du Venezuela un nouveau Cuba. Bien qu'exagérées, ces accusations (relayées avec zèle par les principaux médias du pays) vont néanmoins trouver un certain écho parmi une classe moyenne de moins en moins à l'aise avec l'exubérance d'un président par ailleurs prompt à la surenchère.

C'est d'autant plus le cas que Chávez est engagé, de son côté, dans une réflexion sur la révolution qui va également l'amener à en radicaliser le contenu, afin d'essayer de relancer un processus bolivarien dont la ferveur révolutionnaire semble bien s'essouffler. En effet, si l'on omet l'adoption de la nouvelle Constitution - dont la portée demeure en grande partie symbolique - les 3 premières années du chavisme sont loin d'avoir été à la hauteur des changements annoncés. Les conditions de vie demeurent ainsi extrêmement difficile pour la majeure partie de la population et les anciennes pratiques politiques (clientélisme, bureaucratie, corruption) semblent avoir la vie dure, même si elles sont dorénavant recouvertes d'un « verni » bolivarien.[113] Dans ce contexte, Chávez va être amené à prêter l'oreille à ceux qui parmi son mouvement, plaident depuis le début pour une posture plus *radicale*, seule à même, selon eux, d'obtenir des changements véritables. Ces partisans d'une ligne « dure », bien qu'ils affichent une certaine hétérogénéité idéologique, sont cependant unanimes à réclamer un rejet *explicite* du néolibéralisme et ils insistent par ailleurs sur le caractère *nécessairement* antagoniste de certains intérêts, notamment économiques, qui doit pousser, selon eux, toute révolution à choisir clairement son camp.

C'est donc autant par conviction que par nécessité stratégique, que le discours (et l'action) chaviste va progressivement s'orienter vers les secteurs « populaires » du Venezuela (habitants des *barrios*, paysans, etc.). Il apparait en effet de plus en plus évident que ce « peuple » dont le président ne cesse de parler désigne en fait ces catégories traditionnellement exclues de la politique vénézuélienne, rendant dès lors d'autant plus difficile l'identification au chavisme de la part des classes moyennes. Cette « cristallisation populaire » de l'hégémonie chaviste s'inscrit dans la lignée du clivage social, culturel et désormais politique qui se creuse depuis plus de 20 ans entre les secteurs marginalisés du Venezuela et les « élites ». Plus que jamais, le discours du président joue de la dichotomie « *pardos* / *escualidos* [114]» qui s'est progressivement consolidée dans l'imaginaire national vénézuélien à la suite de la fin de « l'harmonie » caractéristique de

[113] La population est ainsi de plus en plus critique vis-à-vis de cette "*boliburguesía*" (contraction de bourgeoisie et bolivarienne), qui s'est considérablement enrichie grâce à la révolution et qui affiche une corruption et un opportunisme ostentatoire. À sujet, voir notamment Saint-Upéry (2006).

[114] Littéralement "les bruns" et "les sordides", deux expressions couramment utilisées pour désigner respectivement les secteurs populaires et les élites vénézuéliennes.

Punto Fijo et dont le caracazo était venu illustrer - de façon dramatique - la pleine réalité. Cette dichotomie repose évidemment sur des critères socio-économiques, mais également raciaux, culturels et géographiques. Elle va en outre avoir la particularité, à travers le chavisme, de s'articuler dans un registre discursif éminemment *émotionnel* et *moralisateur*. En effet, d'après Louzé (2010) :

> « L'incapacité à formuler des alternatives politiques plausibles à partir de projets socio-économiques alternatifs [...] explique pourquoi les antagonismes se jouent désormais sur le terrain de la morale. [...] Le problème au Venezuela ne réside pas tant dans le conflit ou l'antagonisme en tant que tels, que dans un type de mise en discours : l'adversaire ostracisé et diabolisé devient un mal politique. Entre les divers protagonistes, il n'existe plus de possibilité d'échanges. Le politique se déploie au Venezuela sur le registre de la moralité et les antagonismes se disent dans un vocabulaire moral. »

On retrouve évidemment ici une des conséquences de l'indétermination idéologique originelle du chavisme, dont la radicalisation progressive autour des considérations propres aux classes populaires est en grande partie contingente, à défaut d'en être une expression « organique ». Or, le chavisme est d'autant moins susceptible de lui donner un quelconque contenu socioéconomique que, contrairement à beaucoup d'expériences populistes « classiques », « (it) has not been able to use the labor movement as the organizational pillar of his popular constituency » (Roberts, 2003 : 68). Ce n'est pourtant pas faute d'avoir essayé, mais les efforts déployés par le chavisme pour se subordonner le mouvement syndical ont majoritairement échoué, pour des raisons aussi bien internes qu'externes au mouvement.[115] D'où cette tendance du président à user d'un registre moral, mais également, nous allons le voir, à orienter son discours, ainsi que ses tentatives d'institutionnalisation, autour de la réalité et des considérations propres aux « communautés populaires » des *barrios*, plutôt qu'autour de l'usine, ou de la campagne par exemple.[116]

En attendant, la dialectique de radicalisation mutuelle engagée entre Chavez et l'opposition va connaître une tournure particulièrement dramatique à partir de 2001, pour prendre de plus en plus la forme d'une lutte ouverte entre deux camps irrémédiablement antagonistes. Le point de départ est l'adoption par Chavez, en 2001, d'un paquet de 49 lois spéciales, portant sur des sujets aussi sensibles que la reprise en main du secteur pétrolier ou

[115] Pour une explication des raisons qui ont empêché les syndicats chavistes de profiter de la vulnérabilité de la CTV au début des années 2000, voir Ellner, (2003 : 161-178).
[116] Ellner (2009 : 4) explique ainsi : « For the Chavistas, the "revolutionary process" consists of people gaining control of their lives in the areas where they live, more so than in the workplace (as Communists, Trotskyists, and other hard-line Chavistas advocate). This emphasis is reflected in the fact that the community councils have received far more attention and resources than the worker management schemes ever did ».

la très délicate question de la réforme agraire (Ellner, 2008a : 112-113). Tant par sa forme (les lois sont adoptées « unilatéralement » en vertu d'une loi habilitante) que par son contenu (l'orientation anti-néolibérale de ces mesures étant cette fois on ne peut plus explicite), cette décision témoigne de la volonté de confrontation de Chavez, qui apparait bien décidé à rompre avec le pragmatisme et la (relative) modération qui avait caractérisé sa présidence jusque-là. Ce durcissement soudain de la politique du président va cependant entrainer des défections de la part de ses alliés les plus modérés au sein de la majorité gouvernementale, lesquels en contestent autant le fond que la forme. Ceux-ci vont dès lors rejoindre les rangs d'une opposition dont les secteurs les plus réactionnaires vont, quant à eux, profiter de cet épisode pour remettre encore un peu plus en cause la légitimité d'un président qui en menace désormais certains des intérêts « vitaux ».

C'est dans ce contexte qu'en avril 2002, le noyau dur de l'opposition anti-chaviste tente un coup d'État, qui bénéficie du soutien d'une large frange du secteur entrepreneurial, de la plupart des partis politiques traditionnels, des principaux médias privés et d'une partie de l'armée (Wilpert, 2007 : 23-24). Les putschistes reçoivent également le soutien actif des États-Unis, dont les relations avec le gouvernement Chávez se sont considérablement tendues à la suite de l'arrivée à la Maison-Blanche de George W. Bush.[117] Cependant, la tentative échoue grâce à la loyauté de nombreux militaires restés fidèles au président et surtout grâce à une mobilisation populaire massive à l'aide de laquelle Chávez est finalement réinstallé à son poste après à peine 48 heures d'incertitude.

Ce premier échec est suivi, fin 2002, début 2003, d'une vaste grève patronale qui touche l'ensemble de l'économie du pays, et notamment le secteur pétrolier, occasionnant de lourdes pertes pour le gouvernement (Weisbrot et Sandoval, 2007 : 4). Cette tentative échoue cependant de nouveau à faire plier Chávez, entre autres parce qu'elle sera peu suivie par les travailleurs « ordinaires », lesquels vont permettre à l'économie de tourner, ne fut-ce qu'au ralenti, minant dès lors l'efficacité de l'opération. Murée dans une position d'intransigeance qui l'empêche de réclamer une autre issue que le départ du président, l'opposition finit isolée et Chávez en profite pour « purger » la compagnie pétrolière nationale (Pdvsa) des cadres et dirigeants les plus farouchement opposés à sa présidence,[118] portant dès lors un coup extrêmement dur à un camp anti-chaviste au sein duquel des divisions commencent à apparaître autour de la pertinence de poursuivre une ligne dure, au risque de tout perdre.

[117] C'est particulièrement vrai à la suite du durcissement de la politique étrangère américaine, dans la foulée du 11 septembre 2001, le Venezuela d'Hugo Chávez se retrouvant classé parmi les États « voyous ».
[118] Ce sont ainsi près de 18000 employés qui sont licenciés par Chávez, majoritairement parmi les cadres moyens-supérieurs, ce qui posera par la suite des problèmes liés à la pénurie de personnel qualifié.

Finalement, en 2004, l'opposition tente une ultime stratégie pour se débarrasser du président, légalement cette fois. Elle organise, en vertu de la nouvelle Constitution (un fait dont Chavez ne manque pas de souligner l'ironie), un référendum révocatoire portant sur la présidence de Chávez. Suite à une campagne extrêmement tendue, qui verra chaque camp accuser l'autre de fraude et de manipulation, c'est le « non » qui l'emporte finalement (avec 59% des votes), un résultat confirmé par les observateurs internationaux et qui met ainsi fin aux derniers espoirs de l'opposition de voir Chavez quitter le pouvoir. Dans la foulée de cette défaite, les anti-chavistes (de plus en plus divisés) s'emmurent toutefois dans une stratégie de rejet qui les déconnecte progressivement du reste de la population, lassée des confrontations à répétition. C'est ainsi que leur décision de boycotter les élections législatives de 2005 sera très mal perçue au Venezuela et son seul effet sera de doter les troupes présidentielles d'un contrôle absolu sur l'Assemblée Nationale, un contrôle conforté par la suite par une victoire écrasante de Chávez à la présidentielle de 2006 (63% des voix). Suite à ces événements, l'opposition, anéantie et rongée par les divisions internes, va être incapable, pour un temps, d'opposer la moindre résistance au rouleau compresseur chaviste. Forcés de reconnaitre le soutien populaire considérable dont bénéficie le mouvement bolivarien, une bonne partie de ses représentants va dès lors décider de jouer le jeu du président et chercher à tirer quelques profits d'une posture plus conciliante, consacrant ainsi la *domination* désormais incontestée du chavisme sur le cadre politique vénézuélien.

Une des conséquences de cette série d'affrontement a été d'amener un chavisme déjà peu enclin à l'introspection idéologique à délaisser les débats doctrinaux et les questions programmatiques pour se concentrer quasi-exclusivement sur le seul objectif de sa survie politique. Les interrogations qui entouraient les objectifs poursuivis par la révolution ont ainsi été temporairement mises de côté au profit d'une « union sacrée » derrière le président, rendue d'autant plus nécessaire que l'opposition semblait prête à tout pour le chasser du pouvoir. La succession de luttes autour d'enjeux concrets a ainsi favorisé l'idée selon laquelle « events themselves, rather than ideological formulations, would determine the direction of the "revolutionary process" » (Ellner, 2008b : 14) et la plupart des initiatives chavistes de cette période reflètent une logique instrumentale, destinée avant tout à *organiser* la mobilisation populaire en vue du prochain affrontement. Que ce soit les « commandos Ayacucho » (remplacés ensuite par les « *commandos Maisanta* »), mis en place lors de la campagne pour le référendum révocatoire ou encore les « Unités de Bataille Électorale », ces initiatives traduisent chacune, jusque dans leur dénomination « guerrière », le poids des impératifs stratégiques en période « d'affrontement catastrophiste ».

Toutefois, si cette période fut effectivement peu propice aux initiatives innovantes et aux débats d'idée, elle a néanmoins permis de clarifier les alliances en présence et surtout elle a achevé de consacrer l'irruption pleine et entière du « peuple » sur la scène politique vénézuélienne. En effet, suite au rôle *décisif* joué par les catégories populaires lors des événements de 2002-2004, plus personne ne peut ignorer ce « peuple » qui occupe désormais le centre du débat public au Venezuela, après en avoir été absent durant près de 4 décennies.[119] Chávez y est évidemment pour beaucoup dans cette légitimation croissante des aspirations populaires, son talent d'orateur, ainsi que son aptitude à se faire l'écho de la réalité vécue par les *pardos* étant d'ailleurs reconnus de tous. Mais cette célébration de celui qu'il nomme « *el soberano* » va désormais d'autant plus résonner dans les *barrios*, que leurs habitants sont parfaitement conscients que c'est à eux, et à eux seuls, que le président doit d'avoir remporté son bras de fer contre l'opposition. Si cet état de fait a pour incontestable mérite d'avoir permis aux catégories populaires de prendre conscience d'elles-mêmes en tant qu'acteur politique à part entière, la faible institutionnalisation dont fait l'objet leur participation pointe cependant vers un risque de dépendance excessive face à un Chávez omniprésent et enclin à revendiquer son lien « direct » avec les masses vénézuéliennes. On retrouve ici une des ambigüités fondamentales du chavisme, dont le succès repose sur une implication populaire réelle, mais dont il doit simultanément s'assurer qu'elle serve bien les intérêts de « sa » révolution.

Or, cet enjeu de l'institutionnalisation du « protagonisme populaire » va se faire d'autant plus aigu que la radicalisation qui s'opère à partir de 2001, et encore plus suite aux événements de 2002-2004, va imposer un recours de plus en plus systématique au « peuple », dont l'invocation était restée jusque-là largement rhétorique. Bien que cette mobilisation de la « base » ait été essentiellement instrumentale durant la période de confrontation ouverte avec l'opposition, elle préfigure cependant un véritable tournant dans la stratégie chaviste, qui dès 2004 va multiplier ou approfondir les initiatives visant cette fois une implication réelle du « peuple » dans des domaines aussi variés que l'économie, la santé, l'éducation ou encore l'urbanisme. Il apparait en effet de plus en plus clairement que le seul contrôle de l'État ne peut suffire à mener à bien la révolution. Celle-ci doit pouvoir reposer sur une organisation populaire active et consciente, capable de la défendre contre une opposition prête à tout pour la faire échouer. En termes gramscien, il s'agit en réalité de porter l'hégémonie sur le terrain

[119] Ainsi, d'après Coronil (2008 : 3), « now it is impossible to participate in politics in Venezuela without recognizing the centrality of common people. Even conservative leaders whose familiarity with ordinary Venezuelans is restricted to their servants, now proclaim—have to claim—that they struggle for *el pueblo* ».

de la *société civile*, pour s'assurer que celle-ci forme un tout *organique* avec la société politique, dont elle constitue les « fortifications ».

Or, le défi du chavisme, comme nous l'avons déjà évoqué, c'est qu'il ne peut réellement compter sur une société civile vigoureuse, déjà constituée, dont il n'aurait qu'à institutionnaliser la participation. Comme l'explique Ellner (2009 : 14) :

> « Prior to Chavez's election in 1998, Venezuela lacked the type of vibrant, well-organized social movements that paved the way for the election of Evo Morales in Bolivia and Rafael Correa in Ecuador. For many years in Venezuela, neighborhood and worker cooperative movements were independent of the state, but they failed to flourish or play a major role in the lives of nonprivileged Venezuelans. [...] *Social programs and the organizations they create - and not autonomous social movements - are the backbone of the Chavista movement.* »[120]

C'est en effet à travers la multiplication de programmes sociaux nécessitant l'organisation et la participation active de leurs bénéficiaires dans leur implantation que le chavisme va chercher à se doter d'une assise organisationnelle solide au sein de la population. Cette stratégie consiste à favoriser l'émergence de « structures parallèles » *à côté* des structures « officielles » (chavistes ou étatiques) jugées trop lentes et inefficaces.[121] Les différentes « missions » qui vont proliférer dans les *barrios* à partir de 2003 offrent ainsi une excellente illustration de cette nouvelle orientation. Les plus connues, les missions « Barrio Adentro » et « Robinson » vont permettre de passer outre les institutions particulièrement élitistes et bureaucratiques de la santé et de l'éducation nationale pour aller fournir directement aux habitants des *barrios* les services dont ils ont besoin dans ces domaines. En exigeant la formation de comités populaires chargés d'articuler les demandes vis-à-vis des autorités et de participer à leur implantation, ces « missions » se distinguent des formes traditionnelles d'assitencialisme et elles permettent de stimuler ce « protagonisme populaire » censé inspirer l'idéal bolivarien.

Naturellement, cette stratégie de contournement est très loin de faire l'unanimité, tant du côté de l'opposition, ce qui n'est pas surprenant, qu'au sein même du camp chaviste, dont certains « modérés » pointent le risque de bureaucratisation lié à la multiplication des institutions (« officielles » et « parallèles ») en charge d'un même domaine ou encore la naïveté d'une posture qui prétend ignorer l'inexpérience, voir l'incompétence, d'un « peuple » considéré comme nécessairement vertueux. Si ces critiques cachent souvent assez mal une forme de mépris face à une participation populaire qui risque de menacer les privilèges de

[120] Souligné par nos soins.
[121] Sur cette stratégie des « structures parallèles », voir Ellner (2008a : 166-171).

ceux qui les formulent, elles vont toutefois se révéler en partie fondées. En effet, les cas de corruption, de mauvaise gestion ou encore d'inefficacité vont se multiplier, entrainant un gaspillage considérable de ressources publiques - en plus de miner la crédibilité de ces instances participatives (Ellner, 2008a : 129-131). Bien sûr, de tels problèmes sont inhérents à un processus d'apprentissage populaire qui nécessite du temps et de la tolérance pour avoir une chance d'aboutir, mais ils pointent également vers certaines insuffisances dans la stratégie chaviste en ce qui concerne, notamment, la coordination de ces différentes initiatives au sein d'un projet d'ensemble qui soit plus clairement défini et dont on puisse également s'assurer qu'il soit respecté.

La question du lien entre l'État et la société civile (et plus largement entre ce que Gramsci aurait qualifié de « discipline » et de « spontanéité ») est donc posée au Venezuela, dans un contexte qui tranche toutefois singulièrement avec la séparation rigide censée opposer ces deux sphères dans le cadre de l'idéologie (néo)libérale. Or, cette question va se faire d'autant plus aigüe qu'à partir de 2005-2006, le chavisme va profiter de la déroute de l'opposition pour initier une nouvelle « phase » du processus révolutionnaire, marqué par la quête d'un « Socialisme du 21ème Siècle » aux contours certes imprécis, mais aux implications potentiellement radicales, et ce tant sur le plan interne que *mondial*.

Car en effet, jusque-là, la dimension internationale de l'action chaviste n'a pas réellement dépassé une dénonciation (largement rhétorique) de « l'impérialisme américain » ou d'un « néolibéralisme inhumain et prédateur ». Certes Chávez s'est opposé, en 2001, au projet de ZLÉA proposé par les États-Unis et l'implication de la CIA dans la tentative de coup d'État de 2002 peut laisser penser que sa présidence inquiète au moins une partie des tenants de l'ordre mondial. Néanmoins, à bien y regarder, le gros des affrontements qui ont entouré jusqu'ici sa présidence n'ont pas tant opposé le camp bolivarien aux représentants « habituels » de la nouvelle hégémonie globale (FMN, créanciers internationaux, IFI). Ils ont surtout opposé entre elles des forces sociales *nationales* vénézuéliennes, autour d'une lutte acharnée pour le contrôle de l'appareil étatique. Que les intérêts mondiaux aient une préférence pour le camp néolibéral est une évidence, mais cela ne les empêchera toutefois pas de collaborer avec un Chávez qui sera souvent très loin, nous allons le voir, d'en menacer fondamentalement les intérêts, *au contraire*.

Il faut donc se garder de toute caractérisation simpliste du mouvement bolivarien, ne fut-ce qu'en raison de l'hétérogénéité déjà mentionnée de ses forces sociales constitutives. Entre radicaux et pragmatiques, ouvriéristes ou populistes, les lignes de forces peuvent (et vont) souvent varier en fonction d'une multitude de facteurs propres au mouvement lui-même,

mais qui découlent également de l'environnement dans lequel il évolue. Pour l'instant, ce qui semble unir cette coalition hétéroclite, c'est surtout l'ambition partagée d'une réassertion *nationaliste* du contrôle souverain de l'État vénézuélien sur la conduite de son économie. Toutefois, ce « contrôle » peut prendre différentes formes et servir différents objectifs, qui ne seront pas nécessairement en contradiction avec les intérêts du capitalisme mondialisé.

Le « Socialisme du 21ème Siècle »

La période 2005-2006 initie donc une nouvelle phase dans l'évolution du projet chaviste, qui bénéficie désormais, à l'interne, d'une suprématie politique incontestée, mais également à l'externe, d'un environnement international qui lui est plus que jamais favorable. En effet, suite au déclenchement des guerres d'Afghanistan et d'Irak - respectivement en 2001 et 2003 - les États-Unis se retrouvent engagés dans deux conflits armés qui vont progressivement prendre l'allure de véritables bourbiers. Dès lors que l'attention du géant américain se retrouve de plus en plus monopolisée par le Moyen-Orient, la perspective de voir les États-Unis intervenir directement au Venezuela s'éloigne considérablement, alors qu'elle semblait encore plausible au plus fort de la rhétorique guerrière de l'administration Bush sur la « guerre contre le terrorisme » qui avait précédé l'invasion de l'Irak en 2002-2003. Cet état de fait n'empêche évidemment pas les États-Unis de poursuivre leur soutient « indirect » à l'opposition anti-chaviste par le biais notamment du « National Endowement for Democracy », mais la déroute de l'opposition et l'embarras lié aux révélations du rôle joué par la CIA dans le coup d'État de 2002 rendent la réussite d'une telle stratégie peu plausible, du moins à court terme.

Ce relâchement relatif de la pression américaine s'accompagne en outre, au même moment, du fameux « virage à gauche » de l'Amérique Latine, au sein de laquelle le chavisme voit se multiplier les alliés politiques, sinon avérés, du moins potentiels. Nous avons déjà évoqué les différences fondamentales qui existent entre ces différentes « gauches » latino-américaines[122] et il serait pour le moins naïf d'interpréter ces événements comme la preuve de l'émergence d'un authentique bloc « contre-hégémonique » régional.[123] Il est toutefois extrêmement significatif que la plupart partagent une même méfiance face aux visées impérialistes de Washington, tout en contestant, bien qu'à des degrés divers, le

[122] Voir note 12.
[123] À cet égard, voir par exemple les critiques acerbes formulées par James Petras à l'encontre des gouvernements "progressistes" de la région sur son site : http://petras.lahaine.org/?cat=2, site consulté le 15 juin 2011.

dogmatisme néolibéral caractéristique du « Consensus » du même nom. À eux seuls, ces deux éléments suffisent à en faire un événement majeur dans l'histoire mouvementée du sous-continent. Un événement aux conséquences imprévisibles certes, mais dont l'une d'entre elles est indéniablement d'offrir à la révolution bolivarienne ne fut-ce que la possibilité objective d'œuvrer, en renfort de sa propre hégémonie interne, à la réalisation d'une véritable *contre-hégémonie globale*. Celle-ci se distinguerait de la stratégie plus étroitement *anti*-hégémonique poursuivie jusque-là par le chavisme sur le plan mondial, par le fait qu'elle contesterait la *nature* même de l'ordre mondial (et plus seulement ses effets), mais surtout qu'elle lui opposerait une *alternative* liant la recherche d'une nouvelle configuration des structures (économiques, politiques, culturelles, etc.) mondiales avec des changements radicaux *au sein même* des structures qui caractérisent, cette fois, les forces sociales (nationales ou transnationales) et les formes d'État appelés à le composer.

Or, on peut affirmer qu'une telle tentative voit effectivement le jour à cette époque (même si elle est loin d'être dénuée d'ambiguïtés), sous le signe de la quête désormais revendiquée d'un « Socialisme du 21ème Siècle » aux prétentions non seulement nationales, mais également *régionales*. C'est en 2005, lors d'une rencontre avec différents mouvements sociaux, que Chávez lance pour la première fois l'idée de « Socialisme du 21ème Siècle » (Harnecker, 2010 : 26-27). Si nul ne sait alors, et à commencer par le président lui-même, ce qu'un tel concept désigne exactement, la portée symbolique de la déclaration est, quant à elle, on ne peut plus évidente. En effet, par rapport à l'invocation initiale d'une « troisième voie » dont la « neutralité » cachait mal le refus d'une posture idéologique clairement assumée, la connotation extrêmement forte associée à l'idée de socialisme ne laisse cette fois plus beaucoup de doute quant aux orientations poursuivies par la révolution bolivarienne. La référence au Socialisme témoigne ainsi de la volonté nouvelle du processus révolutionnaire de s'attaquer aux fondements non plus seulement politiques, mais également *socio-économiques* des structures de pouvoir vénézuéliennes - ainsi que, nous allons le voir, *mondiales*. Cette radicalisation s'explique naturellement en grande partie par les leçons tirées du conflit contre l'opposition au cours duquel cette dernière n'a pas hésité à user de sa position privilégiée au sein des structures économiques, médiatiques et dans une certaine mesure, étatiques du Venezuela (de même qu'à faire appel à ses relais internationaux), pour faire échec aux tentatives de changements introduites par le chavisme. Mais l'insistance sur un socialisme *nouveau* reflète également le refus des solutions passées, notamment cubaine, dont les errements sont trop connus que pour être ignorés. Le Socialisme du 21ème Siècle se doit donc avant tout d'être *démocratique et participatif* (Harnecker, 2010), deux aspects trop

souvent sacrifiés par les expériences révolutionnaires du 20ème Siècle et jugés au contraire indispensables à l'accomplissement du projet bolivarien.

Cependant, outre ces principes somme toute assez vagues, le contenu exact du projet socialiste bolivarien demeure extrêmement flou. Peu de temps après avoir prêté serment pour un second mandat, Chávez va bien énoncer ce qu'il désigne comme étant les « 5 moteurs de la révolution »[124], mais ceux-ci s'apparentent davantage à des moyens qu'à des fins et ils laissent dans l'ombre de nombreux points pourtant essentiels. Dès lors, s'il existe relativement peu de doutes sur ce que le Socialisme du 21ème Siècle *ne doit pas* être (ni impérialiste, ni néolibéral, ni stalinien, etc.), *ce qu'il doit être* exactement est en revanche nettement moins clair. Certains affirment que c'est là une des forces du processus, qui évite ainsi de s'enfermer dans un dogmatisme rigide, en lui permettant de s'adapter aux évolutions concrètes de la situation. Mais d'autres pointent l'absence de mécanismes délibératifs formels au sein du chavisme, qui le rend dès lors particulièrement dépendant des impulsions données par Chávez et surtout qui favorise une « logique de l'urgence » (Louzé, 2010) potentiellement nuisible à sa stabilisation et qui n'est pas sans causer de nombreuses contradictions. Le lancement par Chávez, également en 2006, d'un nouveau parti, le PSUV, montre qu'il est bien conscient du problème, mais cette nouvelle structure n'a pas encore été à même, à ce jour, de remplir les objectifs qui lui avaient été fixés.

Pour en revenir toutefois à la nouvelle phase révolutionnaire lancée par Chávez en 2006, il s'agit d'abord de poursuivre la politique de (re)centralisation des pouvoirs politiques et économiques censée fournir à la révolution les conditions « matérielles » de son succès (en évitant, par la même occasion, tout « émiettement » de la souveraineté qui risquerait d'être mis à profit par ses adversaires). Ces mesures relèvent essentiellement des deux premiers « moteurs » de la révolution : « lois habilitantes » et « réforme constitutionnelle ». Les premières permettent à Chávez de légiférer « unilatéralement » dans un certain nombre de domaines clés[125], à l'image de la stratégie employée en 2001 et qui avait suscité l'ire de l'opposition. La seconde, quant à elle, est supposée « poursuivre » les changements engagés en 1999 avec l'adoption de la nouvelle Constitution bolivarienne, dont Chávez affirme qu'elle

[124] Les 5 moteurs sont : « Lois habilitantes », « Réforme constitutionnelle », « Morale et lumière », « Nouvelle géométrie du pouvoir » et « Explosion du pouvoir populaire ». Pour une description plus détaillée, voir : http://motoresconstituyentes.blogspot.com/2007/07/5-motores-constituyentes-de-la.html, site consulté le 5 juin 2011.

[125] C'est notamment à travers ces Lois que vont s'opérer les nationalisations dans les secteurs de l'électricité, des télécoms, de la sidérurgie, de certaines banques, etc.

contient encore de trop nombreuses manifestations de « l'ancien régime », dont il faut dès lors se débarrasser une fois pour toute.[126]

L'échec du référendum organisé en 2007[127] pour réformer la Constitution va cependant révéler les limites d'un processus dont l'ancrage populaire peine manifestement à égaler les déclarations enthousiastes du Président. Dans ce contexte, les trois derniers « moteurs » de la révolution (« morale et lumières », « nouvelle géométrie du pouvoir » et « explosion du pouvoir populaire ») vont se révéler d'autant plus importants qu'ils participent, chacun à leur manière, de l'approfondissement du « protagonisme populaire » engagé déjà depuis 2004 et qui représente l'aspect le plus potentiellement radical du processus bolivarien. En effet, il s'agit ici, non plus d'assurer un gouvernement *pour* le peuple, mais bien *par* le peuple lui-même (Louzé, 2010). Cela implique une double rupture avec les séparations « dirigeants/dirigés » et « experts/citoyens ordinaires », lesquelles sont pourtant aux fondements des régimes libéraux traditionnels. Dans ce contexte, la démocratie deviendrait, dans les mots de Castoriadis, « la possibilité effective pour tous de participer au pouvoir » et la citoyenneté plus tant un droit à garantir, qu'une *pratique* à favoriser. Ces principes, qui ne sont pas sans rappeler le « all-affected principle » considéré par Nancy Fraser comme le candidat le plus prometteur pour remplacer le paradigme « Keynésien-Westphalien »[128], sont ainsi censés permettre de construire, par la base, le Socialisme du 21ème Siècle, en les étendant à un maximum de domaines d'activité par le biais d'institutions déjà en place ou appelée à se développer, à l'image des Conseils Communaux, des Conseils de travailleurs, des Conseils paysans ou encore des Communes socialistes (Souchay, 2009). Cette (re)politisation de pans entiers de la vie sociale représente ainsi une alternative authentiquement *contre-hégémonique* non seulement au néolibéralisme, mais au capitalisme lui-même, ce qui explique probablement l'enthousiasme qu'elle suscite chez de nombreux observateurs en quête d'alternatives radicales au capitalisme (néo)libéral.

---

[126] À côté des changements qui visent à accélérer la « marche vers le socialisme », dont l'inscription explicite du terme « socialiste » dans la nouvelle Constitution représente l'exemple le plus symbolique, le projet de réforme contient également des dispositions qui accroitraient encore plus le pouvoir du président, dont une clause qui prévoit la possibilité de sa réélection illimitée et qui est loin de faire l'unanimité au sein même du camp chaviste.

[127] Le « non » l'emporte ainsi avec 51%, contre 49% pour le « oui ». De justesse donc, mais cela signifie tout de même, par rapport à la présidentielle de 2006, une perte de près de 3 millions de voix. D'après López-Maya (2008), l'analyse du taux de participation démontre que plus qu'une victoire pour l'opposition, cet échec est avant tout celui du chavisme. En effet, seul une petite partie de ces 3 millions d'électeurs s'est portée sur le « non ». Les autres sont tout simplement restés chez eux, exprimant par là une certaine lassitude face à un processus dont les effets concrets tardent à se faire sentir, mais également un certain malaise face à un terme - « Socialisme » - qui demeure associé, pour beaucoup, aux expériences autoritaires dans lesquelles il s'est incarné tout au long du 20ème Siècle. Le simple fait de le déclarer « du 21ème Siècle », en l'absence de précisions quant à son contenu réel, n'ont ainsi pas suffit à rassurer les indécis.

[128] "The all-affected principle [...] holds that all those affected by a given social structure or institution have moral standing as subjects in relation to it" (Caroll, 2006: 15).

C'est d'autant plus le cas qu'elle s'accompagne, cette fois sur le plan régional, d'initiatives qui semblent également de nature à subvertir radicalement certains aspects clés de la globalisation néolibérale et de son corollaire politique, la gouvernance mondiale. Parmi celles-ci la plus significative pour notre propos est probablement l'ALBA, lancée en 2005 par le Venezuela et Cuba, puis rejoint progressivement par de nombreux États de la région.[129] Conçu à l'origine comme une alternative concrète au projet américain de « Zone de Libre-Échange des Amériques » (ZLÉA) – et à l'inverse d'autres initiatives moins « radicales » comme l'UNASUR[130] ou même la Banque du Sud[131] – l'ALBA est ainsi animée d'une intention explicitement (contre)hégémonique. En effet :

> « It is an explicitly political economic and geo-strategic project between 'states that share the same vision of the exercise of national and regional sovereignty'. [...] Defined as an 'Economic Zone of Shared Development', the ALBA-PTA is conceived of as a needs-based social and popular economy that replaces comparative advantage with 'cooperative advantage' in the construction of a 21st century socialism. This practice is grounded in the ALBA-PTA principles of solidarity, cooperation, complementarity, reciprocity and sustainability [...] Unlike the existing neoliberal sub-regional projects (e.g. MERCOSUR; North American Free Trade Agreement, NAFTA), which are driven by powerful economic, governing and civil societal elites and interests—especially domestic and transnational corporations—the ALBA-PTA is constructed by the interplay of the state-in-revolution and the organized society » (Muhr, 2010).

On a donc ici une volonté affichée d'opposer à la globalisation néolibérale « par le haut », une globalisation socialiste « par le bas », laquelle reposerait sur l'articulation entre un bloc étatique révolutionnaire et une société civile transnationale, laquelle serait incarnée par le « Conseil des mouvements sociaux » de l'ALBA.[132]

---

[129] Sont membres de l'ALBA à l'heure actuelle : Venezuela, Cuba, Bolivie, Nicaragua, Dominique, Honduras (retiré en 2009 après le coup d'État), Equateur, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Antigua et Barbuda.

[130] L'UNASUR regroupe ainsi *tous* les pays d'Amérique du Sud (excepté la Guyane française) autour d'un projet d'union politique et économique qui doit permettre à la région de s'autonomiser par rapport aux USA. Néanmoins, l'hétérogénéité extrême de ses membres implique que cette union se fasse surtout « *a minima* ».

[131] Si l'idée, lancée par Chávez, était en effet de créer une institution à même de se substituer à la Banque Mondiale pour « libérer » la région des conditionnalités imposées par le « Consensus de Washington », le fait que la BS regroupe, ici encore, des États aux agendas divers et parfois contradictoires (on y retrouve notamment le Brésil) l'empêche également d'être « l'instrument révolutionnaire » rêvé par Chávez.

[132] Concernant cet organe, Muhr (2010 : 43) explique que : "Defined as an 'anti-imperialist space' and the 'principal mechanism for direct social integration and participation', its overall mission is to 'integrate the social movements of the ALBA-PTA member countries and those from non-members that identify with this effort' […] Actors therefore may include 'old' and 'new' local, national, inter- and transnational popular, indigenous and other social movements of the entire region and beyond […] In the ALBA-PTA member states, direct democratic council structures are built (community, worker, student, etc.), and 'national chapters' are created that coordinate and define independently the dynamics of action and liaison with the governments. This way, local struggles are upscaled to the transnational Council of Social Movements."

Cette tentative n'est toutefois pas sans soulever de nombreuses interrogations, notamment en ce qui concerne son caractère supposément contre-hégémonique. En effet, comme nous allons le voir à travers l'analyse d'une de ses institutions phares (les Conseils Communaux), il semble que la révolution bolivarienne puisse autant servir de base à une subversion réelle des principes qui guident la globalisation néolibérale, qu'elle n'est à même d'en incarner, au contraire, *un compagnon politique idéal*. Mais avant de détailler notre propos, faisons d'abord un détour par ces fameux CC dont Chávez (2007) affirme qu'ils constituent « la cellule fondamentale de la démocratie révolutionnaire et véritable ».

Consolidation contradictoire d'une contre-hégémonie bolivarienne : le cas des Conseils Communaux

Depuis leur lancement officiel en 2006, les Conseils Communaux (CC) sont rapidement devenus l'emblème de la révolution protagoniste initiée par le gouvernement chaviste, suscitant l'enthousiasme de ceux qui voient dans la promotion de la participation populaire une condition indispensable à tout projet authentiquement socialiste. Néanmoins, à l'image de la révolution bolivarienne, ces instances sont traversées de multiples contradictions qui révèlent bien toute la complexité du processus engagé au Venezuela et qui justifient, une fois de plus, le refus d'une quelconque qualification a priori, et encore moins univoque, des bouleversements actuellement en cours dans le cadre de la révolution bolivarienne.

Nous l'avons déjà évoqué, les CC voient officiellement le jour en avril 2006, avec la promulgation de la loi qui en régit la mise sur pied et le fonctionnement.[133] Ils étaient toutefois présents dans le cadre institutionnel vénézuélien dès 2002, à travers leur inscription dans la Loi sur les Conseils Locaux de Planification Publique (CLPP).[134] L'article 8 de cette dernière établissait en effet les « Conseils Communaux et Paroissiaux » comme des espaces dévolus à la société civile, pour que celle-ci s'organise et exerce son « protagonisme », *dans*

[133] "Ley de los Consejos Comunales", consultable en ligne via le site du Ministerio del Poder Popular para la Participación y Protección Social, http://gp.cnti.ve/site/minpades.gob.ve/view/documentoShow.php?id=24, site consulté le 28 mars 2011.

[134] Les CLPP ont vu le jour en 2002, directement en vertu de la nouvelle Constitution. L'initiative s'inspirait largement des expériences de budgets participatifs menées à Porto Alegre (et des conseils de planification US). Elle établissait, au niveau municipal, un organe de consultation et d'élaboration de politiques composé de représentants élus (maires, présidents des conseils de district, etc.) et de représentants de la « société civile » (associations de quartiers, groupes d'intérêts, etc.). L'idéal participatif de cette structure s'est toutefois heurté assez rapidement à différents problèmes, que ce soit au niveau de leur financement (les sommes allouées ne tenaient pas compte, par exemple, des différences de population entre municipalités), de l'échelon de décision retenu (dans bien des cas le niveau municipal demeurait beaucoup trop vaste pour permettre la proximité recherchée) ou encore en ce qui concernait le manque de coopération des élus à un organe que beaucoup ont considéré dès le début comme une menace à leurs prérogatives.

le cadre toutefois des CLPP, c'est-à-dire en *complément* des pouvoirs issus des formes traditionnelles de démocratie représentative (Lovera, 2008). Or, dans le contexte des débats qui font rage autour des limites de cette structure et, plus largement, de la radicalisation du processus bolivarien qui fait suite à la victoire au référendum révocatoire de 2004, l'idée prend forme, début 2005, de faire des CC une instance autonome *à part entière*, dont les fonctions viendraient dès lors non plus compléter les CLPP, mais bien, dans une large mesure, les remplacer.[135] La Loi sur les Conseils Communaux de 2006 abroge ainsi implicitement la disposition incluse à l'article 8 de la Loi sur les CLPP, en établissant cette nouvelle structure présentée, nous l'avons vu, par Chávez (2007) comme «la célula fundamental de la democracia revolucionaria y verdadera».

À l'inverse des CLPP qui reposaient sur des divisions administratives arbitraires, les CC sont quant à eux censés correspondre à une unité sociale « réelle » : la « communauté ». D'après le libellé de la loi, « les membres d'une communauté habitent un espace géographique déterminé, partagent une histoire et des intérêts communs, se connaissent et interagissent ensemble, utilisent les mêmes services publics et partagent des besoins et des capacités similaires d'un point de vue économique, social, urbanistique ou autres ».[136] Il appartient donc à chaque communauté de se reconnaitre comme telle et de fixer elle-même son territoire, la loi établissant simplement, sur la base des critères mentionnés ci-dessus, leur taille « optimale » en fonction des différents milieux de vie possibles. Elles peuvent ainsi regrouper entre 200 et 400 familles en milieu urbain, à partir de 20 en milieu rural et 10 en ce qui concerne les communautés indigènes.

Une fois délimitée, chacune de ces communautés peut ensuite se doter d'un CC. Pour ce faire, elle doit d'abord convoquer une « Assemblées de CitoyeENnEs », laquelle représente l'instance suprême du pouvoir communautaire. Tous les membres de la communauté âgés de plus de 15 ans sont en droit d'y siéger. Pour que leurs décisions soient valables, elles doivent cependant rassemblées les votes de plus de 60% des habitants de la communauté. C'est cette assemblée qui élit ensuite les *voceros*[137] appelés à composer le CC. Ceux-ci « traiteront des sujets d'intérêt pour la communauté au sein de différentes commissions (au moins sept) : santé, finances, production, infrastructures, culture, éducation, sport, etc. » (Cabot et Riera,

[135] Par ailleurs, là où les décisions adoptées par un CLPP pouvaient être « outrepassées » par les autorités municipales, celles qui émanent d'une majorité de CC ont désormais valeur obligatoire, établissant par-là la primauté du « Pouvoir Populaire » sur les pouvoirs représentatifs traditionnels, du moins dans les domaines de compétences qui lui sont expressément dévolus.
[136] Ley de los consejos comunales (art. 4 §1). (Traduction non-officielle).
[137] « Porte-parole » en espagnol. Ce terme est ainsi préféré à « représentant » afin de bien marquer la différence entre ce système et la démocratie représentative « bourgeoise ».

2009). Chacune de ces commissions (ou comités) ne peut agir que sur la base des priorités formulées et ratifiées par l'assemblée. C'est d'ailleurs cette dernière qui est chargée, en dernière instance, de valider ou de refuser les projets qui lui sont soumis par les différents comités.

Il faut préciser que dans beaucoup de cas, les comités en question existaient déjà puisque bon nombre de programmes sociaux initiés sous Chávez (à l'image des « missions ») exigeaient la mise en place de pareilles structures permettant d'en réaliser l'implantation, sans parler de la multitude d'organismes de quartier qui se sont développés avant et/ou en parallèle avec le chavisme dans l'intention de s'occuper du même genre d'enjeux (Wilpert, 2007 : 59-60). Un des objectifs des CC était donc d'articuler *organiquement* ces différentes initiatives au sein d'une instance unique, qui soit par ailleurs l'expression d'une souveraineté populaire constamment réaffirmée. À travers les CC, les membres des communautés qu'ils représentent sont ainsi amenés à *identifier* en commun les problèmes les plus pressants auxquels ils sont confrontés, à *formuler* les solutions à y apporter et enfin à *mettre en œuvre eux-mêmes* ces solutions. Pour ce faire, ils peuvent compter non seulement sur un soutien financier considérable de la part de l'État[138], mais également sur son appui logistique. Le ministère responsable leur offre en effet des formations gratuites (obligatoires ou sur demande, selon les cas), qui permettent aux membres des communautés concernées d'acquérir les compétences nécessaires à la réalisation des tâches qu'elles se sont fixées.

Officiellement, les CC s'inscrivent donc pleinement dans la quête de cette démocratie participative et protagoniste que la Constitution de 1999 a placé au cœur du projet bolivarien. Ils sont censés favoriser la construction « par le bas » du Socialisme du 21ème Siècle, grâce à la réappropriation populaire d'enjeux comme la gestion de l'eau ou du droit au logement, autant d'étapes considérées comme préliminaires à la réalisation ultime d'une souveraineté populaire pleine et entière. Dans cette optique, nous l'avons vu, ils seront rapidement rejoints par des instances similaires censées promouvoir le même type de participation horizontale dans les entreprises (Conseils Ouvriers) ainsi qu'à la campagne (Conseils Paysans). On essayera également d'en promouvoir une intégration *verticale* (à travers les Communes

[138] Un « Fond national » a ainsi été créé pour financer spécifiquement les projets présentés par les CC et les ressources disponibles sont loin d'être négligeable. Elles atteignaient 5 milliards $ en 2007 et une loi adoptée la même année leur réserve 50% des revenus pétroliers. Chaque CC dispose d'une « banque communale » chargée de recevoir et d'administrer les sommes reçues. Elles sont sous la responsabilité du comité « finance » et un « contrôleur social » est également élu pour veiller à la bonne gestion des ressources financières.

Socialistes[139] ou encore par leur insertion formelle dans des mécanismes de planification gouvernementale (Pearson, 2011)), de manière, cette fois, à favoriser le dépassement de logiques « micro-locales » potentiellement nuisible à la poursuite d'un projet hégémonique plus englobant. Dans ce contexte, la relation avec l'État est d'ailleurs perçue comme fondamentale, celui-ci étant chargé de donner l'impulsion et surtout d'assurer la coordination entre ces différentes instances révolutionnaires, tandis que celles-ci doivent en limiter les éventuelles dérives bureaucratiques et servent à radicaliser en permanence la portée des changements engagés. Les CC sont donc conçus « as nodes in a horizontal network, part of a civil society that may not be autonomous from the state as conceived in liberal thought, but nonetheless an autonomous sphere of civic life » (Hellinger, 2007 : 15). Par ailleurs, nous l'avons également déjà évoqué, la même logique est mise de l'avant, cette fois à l'échelle régionale, à travers la mise sur pied du Conseil des mouvements sociaux de l'ALBA, lequel est chargé de faire remonter auprès des instances exécutives régionales, les revendications portées par ces structures participatives dont le traité s'engage en outre à favoriser le développement.

On est donc en présence d'un projet hégémonique bolivarien qui reconnait à la fois la nécessité pour la révolution de « marcher sur ses deux jambes » (Caroll, 2006)[140], mais également de le faire tant au niveau national que *régional*, un « pallier » où il est davantage possible de maîtriser les flux trans(ou supra)nationaux de la globalisation économique et financière et dès lors de pouvoir œuvrer à une institutionnalisation politique réellement souveraine. Néanmoins, la volonté d'institutionnalisation « par le bas » du Socialisme bolivarien incarnée par le développement d'instances comme les CC, va se heurter à un certain nombre de limites (internes et externes) qui vont se traduire par des *contradictions pratiques*, dont le résultat sera d'en nuancer considérablement le potentiel subversif, quand elles ne l'annuleront pas tout simplement.

Tout d'abord, du point de vue des CC eux-mêmes, leur logique de « problem-solving » tend en effet à en focaliser l'attention sur les *effets* locaux de certains dysfonctionnements politiques et non pas sur leur origine même. Cette tendance est naturellement renforcée par leur dimension « micro-locale », qui rend d'autant plus difficile le fait d'aborder certains problèmes dans leur globalité, de même que par leur champ de compétences étroitement

[139] Celles-ci regroupent en principe une dizaine de CC et elles visent à traiter des problèmes nécessitant un niveau d'intervention plus large, ainsi qu'à étendre le champ d'action de la participation locale dans le domaine, notamment, de l'économie.

[140] C'est-à-dire en articulant État et société civile. Sur cette relation dialectique entre l'État et la « base », voir aussi Harnecker (2010 : 62-63).

« communautaire » qui n'inclue souvent pas les dimensions économiques ou plus largement politiques des problèmes envisagés. Il est d'ailleurs significatif que ce soit les CC qui reçoivent le plus d'attention (et de moyens) dans la stratégie chaviste d'institutionnalisation du « pouvoir populaire », à côté d'instances comme les Conseils Ouvriers que l'on pourrait penser davantage à même de fonder un projet réellement socialiste. Certes, cela s'inscrit dans une tradition vénézuélienne de valorisation de ce type de gestion communautaire qui remonte au moins jusqu'aux Juntas Promejoras du début du 20ème Siècle et nous avons également déjà évoqué la faible influence dont jouit le mouvement syndical au sein du chavisme. Néanmoins, on peut également y voir une façon, pour l'État chaviste, d'éviter une tournure révolutionnaire trop radicale sur laquelle il risquerait, in fine, de ne plus avoir de prise. Enfin, d'aucun pointent également la persistance d'une culture de l'assitencialisme fermement ancrée dans la population vénézuélienne, qui ne facilite pas davantage l'appropriation réelle des CC par un « peuple » plutôt habitué à voir un État « magique » satisfaire ses demandes (Louzé, 2009).

Parallèlement, la relation ambigüe qui unit l'État et les instances participatives comme les CC se traduit également par un certain nombre de contradictions manifestes. L'autonomie des CC apparait ainsi pour le moins précaire, dans la mesure où la loi de 2006 a été adoptée par le gouvernement sans aucune consultation de la « base », ce qui limite dès lors les possibilités de participation communautaire à des schémas préconçus et imposés d'en-haut, au risque de nuire à leur appropriation par des acteurs sociaux dont la réalité des besoins et des formes d'action ne correspond pas forcément aux plans établis par les autorités gouvernementales. Cette remarque vaut d'ailleurs pour l'ensemble du processus de consolidation du « Pouvoir Populaire », qui résulte davantage de décisions unilatérales adoptées par le gouvernement chaviste que d'une dialectique mutuellement constitutive entre forces sociales bolivariennes et État révolutionnaire.[141] Certes, ce paradoxe est officiellement justifié par l'absence d'une tradition participative forte au Venezuela, qui obligerait l'État à la stimuler dans l'espoir qu'elle se développe ensuite de manière autonome. Mais encore faut-il que cette autonomie soit effectivement favorisée dans la pratique, ce qui est loin d'être évident. À cet égard, le contrôle direct dont s'est doté le Président sur de nombreux aspects

[141] C'est encore plus le cas au niveau régional où, n'en déplaise aux discours enthousiastes prônant l'avènement d'un « bloc historique bolivarien » articulant forces sociales et États révolutionnaires d'Amérique du Sud, il semble que ce soit surtout le pôle étatique qui ait l'initiative et qui tente d'instituer « par le haut » une société civile à son image, dans une démarche qui n'est pas sans rappeler les efforts similaires déployés par les partisans de la nouvelle gouvernance mondiale.

du fonctionnement des CC[142] n'est d'ailleurs pas vraiment de nature à démentir ceux qui n'ont tendance à y voir qu'une forme d'instrumentalisation clientéliste de la participation populaire. Ici encore pourtant, la nécessité de dépasser une perspective « micro-locale » qui risque de se traduire par la défense d'intérêts particuliers au détriment d'une vision plus large du bien commun peut apparaître comme un objectif légitime. Mais le fait que l'unique contrepoids proposé soit un État de plus en plus centralisé qui cherche à entretenir l'idée d'un lien direct entre le peuple et son leader (notamment pour court-circuiter les niveaux de pouvoir intermédiaires, traditionnellement le lieu du caudillisme régional, qui furent renforcés par les réformes des années 80-90) pose également de sérieuses questions quant à l'autonomie réelle dont jouissent les CC, de même qu'en ce qui concerne leur capacité à servir de fondement au Socialisme du 21ème Siècle.

C'est d'autant plus le cas que ces contradictions s'inscrivent dans le contexte plus large d'une politique chaviste qui est loin d'avoir rompu de manière aussi nette qu'elle ne voudrait le laisser croire avec l'ordre mondial néolibéral. Ainsi les « nationalisations » décrétées dans le secteur pétrolier, par exemple, consistent-elles plutôt en des prises de participation majoritaire de l'État, sous la forme d'entreprises mixtes, qui aboutissent dès lors à en lier objectivement les intérêts à des multinationales pétrolières pourtant présentées comme des « agents de l'impérialisme ».[143] De même, les principes d'autogestion et de coopération mis de l'avant par le gouvernement comme éléments centraux de son projet socialiste sont cantonnés à des secteurs minoritaires de l'économie vénézuélienne, laquelle demeure - de manière écrasante - capitaliste.[144] Enfin, au niveau régional cette fois, les difficultés rencontrées par l'ALBA[145] et même par la Banque du Sud, aux objectifs pourtant plus modestes,[146] démontrent également la persistance de schémas de pensée et de certains

[142] La « Commission Nationale Présidentielle du Pouvoir Populaire » a ainsi été créée. « [...] *Désignée par le Président de la République qui en plus d'orienter, de coordonner et d'évaluer le développement des CC au niveau national, régional et local, avec une commission présidentielle à chaque niveau, toutes approuvées par le Président de la République, a le pouvoir de légitimer, régulariser et conformer les CC aux dispositions de la Loi*. » (Lovera, 2006). Par ailleurs, le "Fond National" chargé de financer les CC est rattaché au Ministère des Finances et son Directeur est nommé par le Président lui-même, créant ici encore une dépendance de plus à l'égard du pouvoir exécutif.

[143] Il est d'ailleurs significatif que *toutes* ces entreprises (sauf une) aient accepté sans problème le nouvel arrangement proposé par le gouvernement Chávez.

[144] Toussaint (2009) nous apprend ainsi que "le poids du secteur privé (très largement dominé par le secteur capitaliste) dans le produit intérieur du Venezuela est passé de 64,7% en 1998 (à la veille de l'élection d'Hugo Chavez à la présidence) à 70,9% au troisième trimestre de 2008 »...

[145] L'ALBA a bien permis la conclusion d'une série d'accords *bilatéraux*, qui s'inscrivent, pour certains, dans un dépassement des relations strictement marchandes (échange de pétrole vénézuélien contre des docteurs cubains par exemple). Toutefois, jusqu'à présent, ses ambitions proprement *multilatérale* (mécanismes de coordination, banque de l'ALBA, etc.) en sont toujours « au point mort » (Toussaint, 2010).

[146] Formellement créée en 2007, la Banque du Sud en est toujours à l'état de projet, notamment en raison des divergences qui existent quant à son rôle entre le Venezuela et le Brésil. Cette situation n'est d'ailleurs pas sans

types de rapports de pouvoir qui cadrent mal avec les déclarations idéalistes qui avaient présidé à leur création. De nombreux mouvements sociaux demeurent d'ailleurs viscéralement méfiants vis-à-vis des États et là aussi l'enjeu semble être d'articuler « sommet » et « base », États et forces sociales, dans un contexte ou la prégnance de l'initiative étatique constitue une réelle menace pour l'autonomie des forces sociales latino-américaines.

Dans ce contexte, certains critiques en sont venus à voir dans le projet bolivarien, non pas l'avant-garde d'un futur mouvement révolutionnaire mondial, mais plutôt un *allié décisif pour la globalisation néolibérale*, à même de lui fournir les mécanismes de légitimation et de contrôle politique qui lui font si cruellement défaut.[147] Dans cette optique, les instances participatives comme les CC sont considérées comme étant au cœur de ces stratégies de cooptation puisqu'elles permettent d'orienter et de canaliser la mobilisation populaire dans un contexte qui en promeut officiellement l'autonomie. Toutefois, plus que l'expression d'un cynisme manipulateur, ces mécanismes cachent plutôt, d'après nous, toute la complexité de la double trialectique coxienne qui fait intervenir un État vénézuélien soumis à des forces sociales et à un ordre mondial qu'il cherche par ailleurs à façonner, et ce à travers une multiplicité de luttes qui se jouent *simultanément* sur les plans matériels, idéologiques et institutionnels. Fernandes (2010) parle à cet égard d'un État « post-néolibéral », c'est-à-dire une forme d'État « that has adopted significant anti-neoliberal reforms, while its ongoing subjection to the requirements of a global economy has given impetus to neoliberal rationalities and techniques in a range of states and non-states area » (p. 22). Ainsi, s'il est indéniable que la révolution bolivarienne constitue, sous certains aspects, un compagnon utile pour une globalisation qu'elle prétend pourtant combattre, elle n'en recèle pas moins une multitude de potentialités authentiquement subversives, dont l'actualisation dépendra néanmoins, comme toujours, du résultat nécessairement précaire de la confrontation des diverses forces en présence.

C'est ainsi qu'après avoir étudié plus de 18 CC en 2008, dans les environs de Caracas, García-Guadilla (2008) en est par exemple arrivée à la conclusion que :

> « Les objectifs et discours de la plupart des acteurs gouvernementaux, politiques et sociaux concernant les CC ne coïncident pas avec les « praxis ». Pendant que les objectifs et discours présidentiels parlent d'émancipation, de transformation et de démocratisation, les praxis observées pointent davantage vers le clientélisme,

déplaire au géant brésilien, qui s'est joint au projet précisément dans l'optique de s'assurer qu'il ne deviendrait pas un concurrent trop sérieux à sa propre Banque de développement, la BNDES (Toussaint, 2010).

[147] C'est notamment une critique formulée par Uzcátegui (2010), un des responsables de la revue anarchiste *El Libertario*.

> la cooptation, la centralisation et l'exclusion pour des raisons de polarisations politiques. »

Ce constat semble dès lors donner raison aux principaux critiques du chavisme qui l'accusent d'avoir reproduit une version de plus du populisme pétrolier présent au Venezuela depuis des décennies. Néanmoins, dans la même étude, García-Guadilla (2008) évoque également l'existence, dans le chef des acteurs concernés, de deux conceptions différentes quant au rôle et à la nature des CC. La première tend à les concevoir comme un simple instrument *technique* destiné à apporter des solutions ponctuelles à des problèmes concrets, tandis que la deuxième les perçoit plutôt comme une instance *politique* à travers laquelle il convient de débattre et de se mobiliser en faveur d'un approfondissement de l'exercice démocratique. Cette seconde interprétation semble plus en phase avec le rôle qui leur est attribué dans la rhétorique officielle du gouvernement chaviste, même si *tant celui-ci que les acteurs sociaux* concernés semblent, à en croire García-Guadilla (2008), avoir plutôt tendance à adopter le point de vue « technique » et à percevoir les CC comme de simples « courroies de transmission » pour l'attribution de ressources gouvernementales. Toutefois, le simple fait que cette deuxième conception existe et qu'elle fasse l'objet de revendication de la part de ses partisans montre une fois de plus qu'on ne peut préjuger de l'orientation que prendra le processus bolivarien.

Comme l'ont fait remarquer différents observateurs, le plus grand mérite du chavisme est sans doute d'avoir su (re)donner une existence politique à des catégories populaires jusque-là absentes, physiquement et sémantiquement, de la scène politique vénézuélienne et d'avoir créé des espaces nouveaux pour leur participation effective dans les jeux de pouvoir. Ce que ce « peuple » en fera par la suite lui appartient et il est à ce titre intéressant de noter que, de nouveau selon García-Guadilla (2008), la plupart des acteurs enclins à considérer les CC comme des instances *politiques* sont généralement ceux qui étaient impliqués dans des organismes communautaires ou citoyens *avant* l'arrivée de Chávez. Que ce soit les associations de voisinages des classes moyennes ou les radios communautaires des *barrios*, ceux-ci auraient en effet tendance à voir dans les CC une occasion de poursuivre leurs luttes propres, tout en profitant des ressources mises à leur disposition par l'État dans le cadre de ces structures.

Cette situation n'est toutefois pas sans poser de sérieux dilemmes pour des organisations qui, en faveur ou contre le processus bolivarien, se conçoivent avant tout comme des instances *autonomes* par rapport au pouvoir étatique. Fernandes (2010) relate

ainsi une rencontre particulièrement animée à laquelle elle a assisté, durant laquelle les membres de l'*Asociación Nacional de Medios Comunitarios, Libres y Alternativos*[148] ont évoqué leur relation avec l'État et l'attitude à adopter face aux formes de participation qu'il promeut, à l'image, par exemple, des CC. Certains estimaient que les risques de cooptation et de démobilisation liés à leur intégration étaient trop grands, tandis que d'autres insistaient au contraire sur le fait que c'étaient ces structures elles-mêmes qui devaient faire l'objet d'une lutte de pouvoir, dans la mesure où elles avaient vocation à couvrir « presque tous les domaines de la production » et que s'en exclure serait non seulement une perte pour les organismes, mais constituerait également un risque de division face à une opposition qui n'attendrait que ça pour contre-attaquer (Fernandes, 2010 : 248-249).

Il existe donc, *à la fois*, un risque bien réel de voir ces structures participatives « récupérées » par le gouvernement chaviste dans le cadre d'une stratégie clientéliste « classique » *et* une possibilité objective pour des forces sociales vénézuéliennes en quête d'autonomie de s'appuyer sur la rhétorique bolivarienne officielle pour justifier leur propre combat. Les CC peuvent donc autant se considérer comme des outils de gestion et de légitimation qui n'ont rien à envier à l'apolitisme intéressé des partisans de la « gouvernance mondiale », que comme des enjeux de pouvoir offrant ne fut-ce qu'un espace pour la revendication d'une démocratie populaire et socialiste authentique.

[148] Ou ANMCLA, un mouvement social de médias communautaires qui s'est créé à la suite du coup d'État de 2002, au cours duquel les médias communautaires ont joué un rôle crucial d'information, dans la mesure où les grands médias privés, favorables au coup, n'évoquaient pas les événements sur leurs ondes, ou alors de manière grossièrement biaisée.

Conclusion

Nous avons cherché, dans ce mémoire, à aller au-delà des analyses souvent partielles et/ou partiales qui circulent la plupart du temps à propos du chavisme. Il nous semblait en effet qu'entre les inconditionnels de la révolution bolivarienne et leurs opposants acharnés, il y avait la place pour une analyse, sinon « objective », du moins mieux informée des dynamiques structurelles qui se cachent derrière la grandiloquence des uns et la mauvaise foi des autres. Une étude approfondie des conditions d'émergence et de la portée éventuelle de ce que beaucoup considèrent comme un des défis les plus sérieux posés depuis une dizaine d'années à la globalisation néolibérale nous semblait ainsi digne d'intérêt, ne serait-ce que parce que l'expérience bolivarienne replace l'État au centre des débats sur la globalisation et qu'elle se revendique d'une démocratie radicale et populaire qui a souvent fait défaut dans les tentatives historiques de réalisation du socialisme « réel ».

Pour nous livrer à cette étude, c'est presque naturellement que nous avons choisi de mobiliser le cadre d'analyse néo-gramscien inspiré des travaux de Robert Cox, dont la transposition des catégories analytiques développée par Antonio Gramsci (hégémonie, forces sociales, guerre de mouvement ou de position, etc.) à l'étude des relations mondiales nous paraissait particulièrement bien adaptée à l'étude d'un phénomène comme le chavisme. À partir de la vision dialectique et historiquement constituée des rapports humains qui caractérise cette approche, nous avons donc entrepris de nous interroger sur la dimension (contre)hégémonique du projet bolivarien. Nous avons cherché à en retracer l'origine dans le déploiement diachronique des contradictions structurelles propres au contexte sociétal du Venezuela, mais également dans l'interaction de ce dernier avec les évolutions intervenues sur le plan mondial cette fois, notamment dans le cadre de cette fameuse « globalisation néolibérale » à laquelle le chavisme prétend fournir une alternative. Ce travail « généalogique » devait ensuite nous permettre de comprendre les spécificités propres au chavisme, d'en saisir l'éventuel radicalisme révolutionnaire en fonction des référents historiques propres au Venezuela et non pas seulement en fonction de ses objectifs auto-proclamés, et enfin d'en interroger la dimension contre-hégémonique globale dans une perspective qui soit ouverte aux contradictions et incomplétudes inévitablement présentes dans pareilles tentatives de changement social.

Pour ce faire, le point de départ de notre analyse fut le Venezuela « pré-chaviste » de Punto Fijo, mis en place en 1958, dont nous avons cherché à retracé la dynamique d'institutionnalisation dans les luttes que se sont livrées, à l'époque, les différentes forces

sociales vénézuéliennes sur un « terrain » contraint par les réalités de la guerre froide et par le poids colossal du secteur pétrolier dans l'économie du pays. Le résultat, nous l'avons vu, fut une hégémonie « puntofijiste » prenant la forme d'un corporatisme développementaliste teinté de nationalisme, dont la stabilité (relative) durant près de 30 ans fut notamment rendue possible par les ressources prodigieuses tirées de l'exploitation du pétrole et par leur distribution clientéliste en vertu d'arrangements institutionnels passablement inclusifs. Cette inclusion, de même que l'interventionnisme étatique qui la sous-tendait, faisait naturellement écho aux conceptions alors dominantes sur le plan mondial concernant le rôle de l'État, le développement économique, etc., dont la Pax Americana était venue consacrer l'hégémonie au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Nous avons toutefois également montré que le mythe de « l'exceptionnalisme » vénézuélien qui a accompagné cette période au Venezuela reposait sur une vision pour le moins tronquée de la réalité du puntofijisme, qui en ignorait les fragilités fondamentales notamment en termes d'inégalités économiques, de respect des droits fondamentaux et de soutenabilité du modèle de développement poursuivi. De plus en plus évidentes dès la fin des années 60, ces contradictions furent toutefois ignorées suite aux booms pétroliers de la décennie 70, dont un des résultats fut au contraire de pousser à son paroxysme le modèle développementaliste vénézuélien, ainsi que, corollairement, les contradictions sur lesquelles il reposait. Fossilisation de la scène politique, corruption rampante, crise de représentativité ou encore endettement public astronomique, autant de signes de l'essoufflement marqué de l'hégémonie puntofijiste dont nous avons relevé l'exacerbation au début des années 80, résultat de ses propres contradictions internes, mais également des contraintes structurelles que faisait peser sur elle sa position « périphérique » au sein de l'économie politique mondiale.

C'est d'ailleurs de celle-ci, nous l'avons vu, que sont venues les pressions les plus dévastatrices pour la pérennité des arrangements puntofijistes, à travers notamment les débuts de la « contre-offensive » néolibérale engagée sur le plan mondial au même moment pour faire face à la propre crise hégémonique traversée par la Pax Americana, vécue principalement comme une crise du processus d'accumulation mondial et de la capacité de la puissance hégémonique américaine à se maintenir comme telle. Étendue au Tiers Monde par l'intermédiaire de la crise de la dette, cette contre-offensive s'est ainsi appuyée sur un processus de globalisation à la fois cause et conséquence des politiques qu'elle prônait, et est parvenue, ce faisant, à restructurer l'économie mondiale autour d'une suprématie réaffirmée d'un capital désormais délesté de la plupart des contraintes (physiques, réglementaires, etc.)

qui en avaient jusque-là contraint l'accumulation dans le cadre des compromis d'après-guerre.

Retardés durant un peu moins d'une décennie, encore une fois grâce à la marge de manœuvre considérable tirée de la manne pétrolière, les « ajustements » rendus nécessaires par ce nouveau contexte économique mondial et par la situation financière désastreuse du Venezuela lui ont finalement été imposés par un FMI devenu entre-temps garant de la nouvelle orthodoxie néolibérale. Nous avons toutefois montré comment celle-ci s'est heurtée, au Venezuela, aux mêmes types d'écueils qu'ailleurs dans la région, lesquelles découlaient principalement de la négation obstinée du politique caractéristique de cette doctrine économique désormais dominante. L'unilatéralisme du programme néolibéral et la brutalité de son implantation en ont ainsi miné l'ambition hégémonique, tandis que la déliquescence de la scène politique traditionnelle vénézuélienne rendait d'autant plus improbable le succès d'une éventuelle stratégie de cooptation des principaux partis historiques visant à son implantation, étant eux-mêmes en proie à une crise de légitimité profonde.

Toutefois, nous avons également montré que si les partisans du projet néolibéral peinaient à mettre en place une alliance de forces sociales suffisamment large que pour lui garantir un minimum de stabilité, leurs adversaires - potentiels ou déclarés - ne faisaient pas meilleure figure. Nous avons vu, en effet, comment plusieurs décennies de répression impitoyable et de clientélisme paternaliste avaient finalement laissé une gauche vénézuélienne plutôt mal en point et les tentatives de renouvellement menées notamment par Causa R au sein du mouvement syndical se sont finalement, comme nous l'avons également montré, soldées par un échec. Il en a résulté que les deux seules alternatives finalement offerte à un système unanimement décrié furent un néolibéralisme profondément impopulaire et un national-progressisme proposé par une alliance hétéroclite de forces sociales (parmi lesquelles les militaires constituaient l'élément moteur) regroupée autour de la figure charismatique d'Hugo Chávez, dont la victoire surprise aux élections présidentielles de 1998 est venue signer l'arrêt de mort officiel du puntofijisme.

Tout ceci nous a ainsi mené à la période chaviste à proprement parler, dont nous avons pu distinguer différentes « sous-périodes » ou « étapes » au sein d'un processus révolutionnaire bolivarien caractérisé par une radicalisation croissante. Nous avons tenté de montrer comment cette tentative d'hégémonéisation chaviste s'est faite (et continue d'ailleurs de se faire) essentiellement « par le haut », à défaut d'émerger organiquement d'une alliance de forces sociales cohérente et structurée, et comment elle s'est précisée davantage au gré des confrontations avec une opposition nationale et internationale particulièrement virulente, que

par des débats et des confrontations d'idées internes au mouvement. D'où la dimension prioritairement instrumentale de la thématique de la participation populaire qui en structure la rhétorique, alors que l'on assiste, parallèlement, à des mouvements de concentration du pouvoir - notamment exécutif - qui en contredisent clairement les intentions affichées. Il en va de même en ce qui concerne les ambitions « socialistes » affichées par la révolution bolivarienne. Si l'on en juge par les (maigres) résultats obtenus sur ce front par l'administration chaviste jusqu'à présent, mais surtout si l'on regarde les politiques adoptées parallèlement par cette même administration et qui se trouvent à faire objectivement le jeu du néolibéralisme, on peut s'interroger sur le radicalisme véritable qui anime le projet révolutionnaire bolivarien. Cela nous a dès lors conduits à émettre l'hypothèse que le chavisme, contrairement à ses prétentions affichées, pourrait peut-être incarner davantage un *compagnon politique idéal* pour une globalisation néolibérale désespérément en quête de légitimité, qu'un véritable défi socialiste à son projet hégémonique. Si notre étude nous a poussés à envisager cette possibilité avec beaucoup de sérieux, elle nous amène également à lui opposer deux nuances extrêmement importantes. Tout d'abord, un phénomène comme la révolution bolivarienne, pas plus que n'importe quel autre phénomène social, ne peut en aucun cas s'interpréter de manière univoque. Ce serait d'ailleurs faire violence au cadre théorique que nous avons mobilisé que de ne pas reconnaître les nombreuses contradictions qui le traversent et, dès lors, d'admettre qu'il existe une pluralité de trajectoires possibles pour son évolution future. Ce qui rejoint notre deuxième observation, laquelle concerne le rôle fondamental de la *lutte* dans toute dynamique de changement social telle que celle dont avons cherché à rendre compte dans ce travail. Si l'on ne peut préjuger des intentions exactes des officiels chavistes et des objectifs poursuivis par la révolution, on peut encore moins préjuger du résultat des luttes concrètes, déterminantes, que se livrent à l'intérieur et en-dehors des forces quelle regroupe, les différents acteurs sociaux qui sont les seuls à pouvoir faire l'Histoire. Nous avons ainsi révélé que s'il existe une part d'opportunisme indéniable dans l'invocation continuelle du protagonisme populaire de la part des autorités chavistes, le fait que le projet bolivarien fonde précisément sa légitimité sur cette participation populaire ouvre de nouveaux espaces de lutte jusque-là inespérés, qu'il revient aux forces sociales vénézuéliennes – et régionales – d'investir et d'exploiter. Rien n'est joué donc, et seul l'avenir nous dira de quel côté de la balance a fini par pencher l'Histoire.

En attendant, pour en revenir aux objectifs qui étaient poursuivis par ce mémoire, et pour conclure sur une note sous forme d'autocritique, force est de reconnaître qu'ils étaient peut-être trop ambitieux, car comme souvent en pareils cas, on court dès lors le risque de ne

pas être tout à fait à la hauteur des questions que l'on soulève. C'est ainsi que si nous avons le sentiment, après coup, d'avoir réussi à proposer une explication relativement satisfaisante de la dimension *structurelle* des dynamiques à l'œuvre au sein de la révolution bolivarienne, beaucoup resterait à dire sur leur contrepartie *agentielle*, c'est-à-dire sur le déploiement - contraint certes, mais néanmoins autonome - des luttes que se livrent les différentes forces sociales vénézuéliennes et mondiales impliquées dans ce processus inédit. Cette plongée nécessaire dans le contingent, dans le quotidien, dans ce que Braudel appelait « les gestes répétés », nous l'avons à peine esquissée ici, pour différentes raisons qui tiennent autant à des choix délibérés qu'à des circonstances indépendantes de notre volonté. Elle mériterait toutefois assurément de faire l'objet d'une investigation plus poussée, ne fut-ce que pour faire honneur aux millions de résistances, d'espoirs et de luttes anonymes qui forment ce « magma » de l'Histoire, dont nous parlait Castoriadis.

Le rendez-vous est donc pris.

BIBLIOGRAPHIE

Alvarez, Angel E. 2003. « State Reform Before and After Chávez's Election ». Dans *Venezuelan Politics in the Chávez Era – Class, Polarization & Conflict,* édité par Ellner, Steve et Daniel Hellinger. Boulder, London : Lynne Rienner.

Ashley, Richard K. 1981. « Political Realism and Human Interest ». *International Studies Quarterly* 25 (2) : 204–36.

Aznar, Luiz. 1990. « Las transiciones desde el autoritarismo en Venezuela. El proyecto de Acción Democrática y sus efectos sobre el sistema sociopolítico ». *Desarrollo Económico* 30 (117) : 55-83.

Bamberger, Michael. 1968. « A Problem of Political Integration in Latin America : The Barrios of Venezuela ». *International Affairs* 44 (4) : 709-719.

Bajoit, Guy, François Houtart et Bernard Duterme. 2008. *Amérique Latine : à gauche toute ?* Louvain-la-Neuve : CETRI ; Charleroi : Couleur livres.

Boyer, Jean-François. 2011. « Et le Mexique cessa d'être indépendant ». *Le Monde Diplomatique* (Mars).

Braudel, Fernand. 1967. *Civilisation matérielle et capitalisme*, Tome I, II, III. Paris : Armand Colin.

Cabot, Elisa Nuria et Miguel Riera. 2009. « Des conseils & communes au Venezuela ». [En ligne], *RISAL*, http://risal.collectifs.net/spip.php?article2487, site consulté le 23 mars 2011.

Cardoso, Fernando Henrique et Enzo Faletto (traduit par Annie Morvan). 1978. *Dépendance et développement en Amérique Latine*. Paris : Presses Universitaires de France.

Carr, Edward H. 1961. *The twenty years' crisis, 1919-1939 : an introduction to the study of international relations*. London : Macmillan.

Carrol, William K. 2006. « Hegemony, Counter-hegemony, Anti-hegemony ». *Keynote Address to the Annual Meeting of the Society for Socialist Studies*. Toronto, York University.

Cartay, Rafael. 1996. « Las crisis económicas y sus repercusiones en la economía venezolana ». *Revista Economía* (11) : 37-45.

Carvallo, Gastón et Josefina de Hernández. 1981. « Dominación burguesa y democracia representativa en Venezuela. Apuntes para la evaluación de su funcionamiento ». *Revista Mexicana de Sociología* 43 (2) : 565-600.

Castells, Manuel. 2006. *La era de la información*, Volume 1, 2, 3. Madrid : Allianza Editorial.

Castoriadis, Cornélius. 1975. *L'institution imaginaire de la société*. Paris : Éditions du Seuil.

Chávez, Hugo. 2007. Discours à Boca de Aroa (19 mars), http://www.aporrea.org/poderpopular/n93602.html, site consulté le 5 mai 2011.

Clement, Christopher I. 2005. « Confronting Hugo Chávez: United States "Democracy Promotion" in Latin America ». *Latin American Perspectives* 32 (3) : 60-78.

Coronil, Fernando. 1997. *The Magical State – Nature, Money, and Modernity in Venezuela.* Chicago, London : The University of Chicago Press.

Coronil, Fernando. 2008. « Chávez's Venezuela : A New Magical State ? » *ReVista Harvard Review of Latin America* 8 (1) : 3-4.

Cox, Robert W. 1981. « Social forces, states and world order: beyond international relations theory ». *Millennium: Journal of International Studies* 10 (2) : 85-123.

Cox, Robert W. 1983. « Gramsci, Hegemony and International Relations: An Essay in Method ». *Millennium: Journal of International Studies* 12 (2) : 162-175.

Cox, Robert W. 1987. *Production, Power and World Order: Social Forces in the Making of History*. New York: Columbia University Press.

Cox, Robert W. 1992. « Global perestroika ». Dans *The Socialist Register 1992: New World Order?* édité par Miliband, Ralph et Leo Panitch. London: Merlin Press.

Cox, Robert W. 2002. *The political economy of a plural world: critical reflexions on power, morals and civilization*. London: Routledge.

Crisp, Brian F. 1998. « Lessons from Economic Reform in the Venezuelan Democracy ». *Latin American Research Review* 33 (1): 7-41.

Dezalay, Yves et Bryant G. Garth. 2002. *La mondialisation des guerres de palais : La restructuration du pouvoir d'État en Amérique Latine, entre notables du droit et « Chicago Boys »*. Paris : Seuil.

Drainville, André C. 1994. « International Political Economy in the Age of Open Marxism ». *Review of International Political Economy* 1 (1) : 105-132.

Drainville, André C. 2004. *Contesting Globalization – Space and place in the world economy*. London, New York: Routledge.

Eastwood, Jonathan et Rocío Saucedo. 2007. « Contextualizando a Chávez: el nacionalismo venezolano contemporáneo desde una perspectiva histórica ». *Revista Mexicana de Sociología* 69 (4) : 605-639.

Ellner, Steve. 1993. *Organized Labor in Venezuela 1958-1991: Behavior and Concerns in a Democratic Setting*. Wilmington (Del.) : Scholarly Resources Books.

Ellner, Steve. 1999. « Obstacles to the Consolidation of the Venezuelan Neighborhood Movement: National and Local Cleavages ». *Journal of Latin American Studies* 31 (1) : 75-97.

Ellner, Steve. 2003. « Organized Labor and the Challenge of Chavismo ». Dans *Venezuelan Politics in the Chávez Era – Class, Polarization & Conflict,* édité par Ellner, Steve et Daniel Hellinger. Boulder, London : Lynne Rienner.

Ellner, Steve. 2008a. *Rethinking Venezuelan Politics : Class, Conflict and the Chávez Phenomenon*. Boulder, London : Lynne Rienner.

Ellner, Steve. 2008b. « A « Revolutionary Process » Unfolds - In the Absence of a Well Defined Plan ». *ReVista Harvard Review of Latin America* 8 (1) : 14-16.

Ellner, Steve. 2009. « A New Model with Rough Edges : Venezuela's Community Councils ». *NACLA Report on the Americas* 42 (3) : 11-14.

Ellner, Steve. 2010. « Hugo Chávez's First Decade in Office: Breakthroughs and Shortcomings ». *Latin American Perspectives* 37 (1) : 77-96.

Ellner, Steve et Miguel Tinker Salas. 2005. « Venezuelan Exceptionalism Revisited: The Unraveling of Venezuela's Model Democracy ». *Latin American Perspectives* 32 (2).

Fernandes, Sujatha. 2010. *Who can stop the drums? Urban social movements in Chávez's Venezuela.* Durham, London: Duke University Press.

Figueroa, Victor M. 2006. « The Bolivarian Government of Hugo Chávez: Democratic Alternative for Latin America ». *Critical Sociology* 32 (1) : 187-211.

García-Guadilla, María Pillar. 2003. « Civil Society : Institutionalization, Fragmentation, Autonomy ». Dans *Venezuelan Politics in the Chávez Era – Class, Polarization & Conflict,* édité par Ellner, Steve et Daniel Hellinger. Boulder, London: Lynne Rienner.

García Guadilla, María Pilar. 2007. « El poder popular y la democracia participativa en Venezuela : los consejos comunales ». Présenté au *XXVII International Congress of the Latin American Studies Association (LASA).* Montreal, Canada.

García Guadilla, María Pilar. 2008. « La praxis de los consejos comunales en Venezuela: ¿Poder popular o instancia clientelar? » *Revista Venezolana de Economía y Ciencias Sociales* 14 (1) : 125-151.

Gibbs, Terry. 2006. « Business as Unusual: What the Chávez Era Tells Us about Democracy under Globalisation ». *Third World Quarterly* 27 (2) : 265-279.

Gill, Stephen. 1988. *The global political economy: perspectives, problems, and policies.* New York: Harvester/Wheatsheaf.

Gill, Stephen. 1998. « New Constitutionalism, Democratization and Global Political Economy ». *Pacifica Review* 10 (1) : 23-38.

Gill, Stephen. 2003. *Power and Resistance in the New World Order*. Basingstoke, Hampshire ; New York : Palgrave Macmillan.

Gill, Stephen et David Law. 1989. « Global Hegemony and the Structural Power of Capitalism », *International Studies Quarterly* 33 (4) : 475-499.

Gilpin, Robert. 1981. *War and change in world politics*. Cambridge : Cambridge University Press.

Gramsci, Antonio. 1978. *Les cahiers de prison*, Tome I, II, III, IV, V. Paris : Gallimard.

Harnecker, Maria. 2010. « 21st Century Socialism – The Latin American Challenge ». *Monthly Review* 62 (3).

Harvey, David. 2007. *A Brief History of Neoliberalism*. Oxford, Toronto : Oxford University Press.

Hawkins, Kirk. 2003. « Populism in Venezuela : The Rise of Chavismo ». *Third World Quarterly* 24 (6) : 1137-1160.

Hellinger, Daniel. 2003. « Political Overview: The Breakdown of Puntofijismo and the Rise of Chavismo ». Dans *Venezuelan Politics in the Chávez Era – Class, Polarization & Conflict,* édité par Ellner, Steve et Daniel Hellinger. Boulder, London: Lynne Rienner.

Hellinger, Daniel. 2007. « Institutionalizing Hegemony in Venezuela ». Document présenté au 65ème *Annual National Conference of the Midwest Political Science Association*. Chicago, Illinois.

Ishibashi, Jun. 2003. « Hacia una apertura del debate sobre el racismo en Venezuela: exclusión e inclusión estereotipada de personas 'negras' en los medios de comunicación ». Dans *Políticas de identidades y diferencias sociales en tiempos de globalización,* coordonné par Mato, Daniel. Caracas: FACES-UCV.

Karl, Terry Lynn. 1987. « Petroleum and Political Pacts: The Transition to Democracy in Venezuela ». *Latin American Research Review* 22 (1) : 63-94.

Karl, Terry Lynn. 1997. *The paradox of plenty : oil booms and petro-states*. Berkeley : University of California Press.

Klein, Naomi. 2008. *La Stratégie du choc : La montée d'un capitalisme du désastre*. Montréal : Leméac ; Arles : Actes Sud.

Laclau, Ernesto (traduit par Elizabeth Nash et William Rich). 1975. « The specificity of the political : the Poulantzas – Miliband debate ». *Economy and Society* 4 (1) : 87-110.

Laclau, Ernesto. 2008. *La raison populiste*. Paris : Seuil.

Laclau, Ernesto et Chantal Mouffe. 1985. *Hegemony and socialist strategy : towards a radicaldemocratic politics*. London : Verso.

Lander, Edgardo. 2005. « Venezuelan Social Conflict in a Global Context ». *Latin American Perspectives* 32 (2) (Mai) : 20-38.

Lander, Edgardo. 2009. « Le Venezuela à la recherche d'un projet contre-hégémonique ». [En ligne] http://www.cadtm.org/Le-Venezuela-a-la-recherche-d-un, site consulté le 15 juin 2011.

Lander, Edgardo et Luis A. Fierro. 1996. « The Impact of Neoliberal Adjustment in Venezuela, 1989-1993 ». *Latin American Perspectives* 23 (3) : 50-73.

Levine, Daniel H. 2008. « The Logic of Bolivarian Democracy in Venezuela- Domestic and International Connections ». Présenté en réunion à l'*American Political Science Association*, Boston.

López-Maya, Margarita. 2003a. « Hugo Chávez Frías: His Movement and His Presidency ». Dans *Venezuelan Politics in the Chávez Era – Class, Polarization & Conflict,* édité par Ellner, Steve et Daniel Hellinger. Boulder, London: Lynne Rienner.

López-Maya, Margarita. 2003b. « The Venezuelan *Caracazo* of 1989: Popular Protest and Institutional Weakness ». *Journal of Latin American Studies* 35 (1) : 117-137.

López-Maya, Margarita. 2008. « After the Referendum ». *ReVista : Harvard Review of Latin America* 8 (1) : 5-7.

López-Maya, Margarita, Luis Gómez Calcaño et Thais Maingón. 1989. *De punto fijo al pacto social: desarrollo y hegemonía en Venezuela, 1958-1985*. Caracas: Fondo Editorial Acta Científica Venezolana.

López-Maya, Margarita, Luis Lander et Dick Parker. 2005. « Popular Protest in Venezuela: Novelties and Continuities ». *Latin American Perspectives* 32 (2) : 92-108.

Louzé, Anne-Florence. 2009. « Les Conseils Communaux au Venezuela : un outil d'émancipation politique ? ». Dans *Le Venezuela au-delà du mythe – Chávez, la démocratie, le changement social*, édité par Compagnon, Olivier Julien Rebotier et Sandrine Revet. Paris : Les Éditions de l'Atelier/Éditions Ouvrières.

Louzé, Anne-Florence. 2010. « Venezuela – Onze ans de chavisme, un renouveau démocratique ? » [En ligne] *Dial : revue mensuelle en ligne*, http://www.alterinfos.org/spip.php?article4200, site consulté le 25 mai 2011.

Lovera, Alberto. 1995. « Las formas de legitimación del espacio habitable. El caso de los barrios populares venezolanos ». *Revista Mexicana de Sociología* 57 (1) : 89-99.

Lovera, Alberto. 2008. « Los consejos comunales en Venezuela: ¿Democracia participativa o delegativa? ». *Revista Venezolana de Economía y Ciencias Sociales* 14 (1) : 107-124.

Machado M, Jesús E. 2009. « Participación social y consejos comunales en Venezuela ». *RevistaVenezolana de Economía y Ciencias Sociales* 15 (2) : 173-185.

Macleod, Alex et Dan O'Meara. 2007. *Théories des relations internationales - Contestations et résistances*. Outremont : Éditions Athéna.

Mathias, Gilberto et Pierre Salama. 1983. *L'État sur-développé : des métropoles au tiers-monde*. Paris : Éditions La Découverte/Maspero.

Melcher, Dorothea. 1995. « La industrialización de Venezuela ». *Economía* (10) : 57-89.

Méndez, Nelson. 2011. « Movimientos sociales en Venezuela: el arduo camino de la autonomía ». *El Libertario* (61) : 7.

Mommer, Bernard. 2003. « Subversive Oil ». Dans *Venezuelan Politics in the Chávez Era – Class, Polarization & Conflict,* édité par Ellner, Steve et Daniel Hellinger. Boulder, London : Lynne Rienner.

Morgenthau, Hans. 1948. *Politics among nations : the struggle for power and peace*. New York : Knopf.

Muhr, Thomas. 2010. « TINA Go Home ! ALBA and Re-theorizing Resistance to Global Capitalism ». *Cosmos and History : The Journal of Nature and Social Philosophy* 6 (2) : 27-54.

Murphy, Craig N. 2005. *Global institutions, marginalization, and development*. New York : Routledge.

Murphy, Craig N. et Roger Tooze (Éds.). 1991. *The New International Political Economy.* Boulder : Lynne Rienner.

Overbeek, Henk. 1993. *Restructuring hegemony in the global political economy: the rise of transnational neo-liberalism in the 1980s*. London, New York : Routledge.

Parker, Dick. 2005. « Chávez and the Search for an Alternative to Neoliberalism ». *Latin American Perspectives* 32 (2) : 39-50.

Pearson, Tamara. 2009. « Venezuelan National Assembly Passing « Popular Power » Package of Law ». [En ligne] *Venezuela Analysis*, http://venezuelanalysis.com/news/5852, site consulté le 26 juin 2011.

Petras, James. *The James Petras Website*. [En ligne] http://petras.lahaine.org/?cat=2, site consulté le 15 juin 2011.

Piotte, Jean-Marc. 2010. *La pensée politique de Gramsci*. Montréal : Éditions Lux.

Polanyi, Karl. 1983. *La grande transformation : aux origines politiques et économiques de notre temps.* Paris : Gallimard.

Poulantzas, Nicos. 1970. *Fascisme et dictature : la IIIe Internationale face au fascisme*. Paris : Maspero.

Poulantzas, Nicos. 1981. *L'État, le pouvoir, le socialisme.* Paris : Presses Universitaires de France.

Powell , John Duncan. 1970. *Los problemas agrarios de Venezuela en perspectiva comparativa*. Madison (Wis.) : University of Wisconsin.

Powell, John Duncan. 1971. *Political Mobilisation of the Venezuelan Peasant*. Cambridge (Mass.) : Harvard University Press.

Rengger, Nicholas et Ben Thirkell-White. 2007. « Still critical after all these years ? The past, present and future of Critical Theory in International Relations ». *Review of International Studies* 33 : 3-24.

Rivas, Darlene. 2002. *Missionary Capitalist: Nelson Rockefeller in Venezuela*. Chapel Hill (NC): University of North Carolina Press.

Roberts, Kenneth. 2003. « Social Polarization and the Populist Resurgence in Venezuela ». Dans *Venezuelan Politics in the Chávez Era – Class, Polarization & Conflict,* édité par Ellner, Steve et Daniel Hellinger. Boulder, London: Lynne Rienner.

Rupert, Mark. 1995. *Producing Hegemony: The Politics of Mass Production and American Global Power*. Cambridge : Cambridge University Press.

Saint-Upéry, Marc. 2006. « Huit questions et huit réponses provisoires sur la « révolution bolivarienne » ». *Mouvements* 4-5 (47-48) : 57-72.

Salazar-Carrillo, Jorge et Bernadette West. 2004. *Oil and development in Venezuela during the 20th century*. Westport (Conn.): Praeger.

Searle, John R. 1998. *La construction de la réalité* sociale. Paris : Gallimard.

Souchay, Grégoire. 2009. « Venezuela - Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur le pouvoir populaire sans jamais oser le demander ». [En ligne] *La revolución vive*, http://www.larevolucionvive.org.ve/spip.php?article1049&lang=es, site consulté le 20 juin 2011.

Strange, Susan. 1990. « Finance, Information and Power ». *Review of International Studies* 16 (3) : 259-274.

Toussaint, Éric. 2009. « Changements en cour au Venezuela en 2008-2009 ». [En ligne] *CADTM, http://www.cadtm.org/Changements-en-cours-au-Venezuela, site consulté le 26 juin 2011.*

Toussaint, Éric. 2010. « Du Venezuela à l'Équateur, des signaux préoccupants. L'Amérique Latine perd un temps précieux ». [En ligne] *CADTM*, http://www.cadtm.org/Du-Venezuela-a-l-Equateur-des, site consulté le 26 juin 2011.

Uzcátegui, Rafael. 2010. *Venezuela : la Revolución como espectáculo*. Caracas-Madrid-Tenerife-Buenos Aires : El Libertario / Editorial La Cucaracha Ilustrada / LaMalatesta Editorial / Tierra de Fuego / Libros de Anarres.

Van der Pijl, Kees. 1984. *The Making of an Atlantic Ruling Class*. London : Verso.

Van der Pijl, Kees. 1998. *Transnational classes and international relations*. London, New York : Routledge.

Wallerstein, Immanuel. 2006. *Comprendre le monde. Introduction à l'analyse des système-monde*. Paris : Éditions La Découverte.

Waltz, Kenneth. 1979. *Theory of international politics*. Reading (Mass.) : Addison-Wesley Publishing Company.

Weisbrot, Mark et Luis Sandoval. 2007. « The Venezuelan Economy in the Chávez Years ». *Center for Economic and Policy Research* (Juillet).

Wilpert, Gregory. 2007. *Changing Venezuela by Taking Power – The History and Policies of the Chávez Government*. London, New York: Verso.

Worth, Owen. 2011. « Recasting Gramsci in international politics ». *Review of International Studies* 37 : 373-392.

Yarrington, Doug. 1994. « Public Land Settlement, Privatization, and Peasant Protest in Duaca, Venezuela, 1870-1936 ». *The Hispanic American Historical Review* 74 (1) : 33-61.